

Le Marxisme Vivant

Revue de théorie et de politique internationale
n° 22 - décembre 2009

Cette brochure est l'édition en langue française
d'une partie des articles de la revue
Marxismo Vivo - n° 22 (2009) publiée en
espagnol.

Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale
www.litci.org

Présentation

Ce numéro de *Marxisme Vivant* sort de presse au moment où la préoccupation concernant les guerres que l'impérialisme mène au Moyen Orient commence à occuper les titres de la presse bourgeoise et du journal télévisé. Dans cette région du monde, il y a 30 ans, la révolution iranienne a renversé l'ordre et a donné naissance à un nouveau courant nationaliste islamique. Il y a 30 ans aussi, l'invasion soviétique en Afghanistan a fait que toute la région est entrée dans une situation de grande instabilité et a déchaîné une crise grave dans l'Etat ouvrier bureaucratique de l'époque. Il en résulte un changement dans le panorama de la situation mondiale, avec une série de conséquences politiques qui se sont étendues jusqu'à aujourd'hui.

En 2009, 30 ans plus tard, la situation politique et militaire de la région est le centre des problèmes et des préoccupations actuelles de l'impérialisme américain dans le monde. En effet, après avoir été touchés par la résistance des masses et avoir été obligés de changer de politique et d'essayer une sortie d'Iraq, les Etats-Unis continuent à mener deux guerres à la fois. En Afghanistan, le gouvernement de Barack Obama vit le dilemme d'augmenter l'escalade militaire, un processus dans lequel la situation militaire ne peut que s'aggraver, et dont les conséquences sur le moral même de l'armée des Etats-Unis sont dramatiques, comme en témoignent les rapports sur les suicides et l'échange récent de coups de feu dans la base de Fort Hood aux Etats-Unis. En outre, alors que la situation interne d'Obama pour soutenir l'occupation s'aggrave, les gouvernements européens qui assument une part importante des troupes d'occupation par le biais de l'OTAN, ont eux-aussi des problèmes croissants, à cause l'opposition grandissante de leurs populations à cette guerre.

2,50 €

Adresse de contact en Belgique : lct.cwb@gmail.com

Site internet : www.lct-cwb.be

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl

L'autre grand fait qui a traversé la dernière période a été le putsch en Honduras et la résistance à celui-ci.[§] Il y a eu un positionnement généralisé de toute la gauche contre le putsch. Toutefois, il n'y avait pas d'accord sur la caractérisation du processus et la politique pour la résistance. Au sein de la gauche, une polémique s'est installée : l'orientation de l'impérialisme américain était-elle la même que celle des années 70 (soutenir tout type de putsch militaire en Amérique latine) ou y a-t-il une nouvelle tactique imposée par la réalité ? Obama reflète-t-il une nouvelle tactique politique (la « réaction démocratique ») comme résultat de la défaite de Bush, ou non. Cette nouvelle tactique n'est pas moins dangereuse que celle de Bush, parce qu'elle travaille avec la tromperie et la collaboration des directions pour attaquer les travailleurs, pour mettre en oeuvre des plans de colonisation et de domination des peuples et des richesses du monde entier.

Cette polémique a beaucoup d'importance, étant donné les conséquences dans la politique qui y fait suite, comme on peut voir avec la trahison de Zelaya à la lutte de résistance hondurienne, à partir de sa collaboration avec la négociation parrainée par l'impérialisme et les gouvernements latino-américains. Nous consacrons à ce sujet trois articles dans la section « Année 2009 ».

Notre revue a pour but de développer des discussions théoriques, programmatiques et politiques sur les grands sujets de l'actualité, à la lumière du marxisme. Nous croyons que les débats sur ces sujets seront d'intérêt pour nos lecteurs.

[§] La *Présentation* est celle de la version en espagnol de la revue. Le thème d'Honduras n'a pas été repris dans cette traduction partielle. On peut consulter à ce sujet des textes en langue française sur le site www.lct-cwb.be.

Du « Nouveau Siècle Américain » de Bush à la nouvelle tactique politique d'Obama!

*Alejandro Iturbe
Frente Obrero Socialista (FOS) - Argentine*



Combien de Bush y a-t-il dans Obama, se demande ce quotidien allemand, le 7 janvier 2009, avec un montage photographique qui mélange les deux visages.

Le coup d'Etat en Honduras a ouvert un débat dans la gauche latino-américaine sur le rôle qu'y a joué le gouvernement de Barack Obama et pour savoir si le nouveau gouvernement des Etats-Unis représente, ou non, un changement profond dans la tactique politique de l'impérialisme américain pour faire face à la situation mondiale. Plusieurs secteurs, spécialement certains influencés par le chavisme, affirment que, dans son essence, Obama maintient la même politique que Bush.

Par exemple, une publication récente, *La « doctrine Obama » face à la plus grande dépression de l'histoire*,¹ analyse l'actuelle crise économique, ses perspectives, l'impact qu'elle aura sur la situation mondiale et la politique de l'impérialisme américain. Dans sa partie économique, le texte analyse en profondeur l'actuelle crise et ses perspectives. Sur ce plan, nous avons plusieurs accords, spécialement quand les auteurs caractérisent la fragilité de la « récupération » en cours. Mais ces points d'accord prennent fin quand ils abordent les conséquences politiques qu'a la crise économique sur la politique mondiale de l'impérialisme américain.

Un projet « néo-fasciste » ?

Dans l'Introduction, les auteurs disent : « *Les gouvernements et les élites du premier monde [...] ont fait des préparatifs pour imposer leurs intérêts à travers une doctrine de guerre permanente. [...] C'est pour cela que [...] les dépenses militaires, surtout aux Etats-Unis, ont continué à croître jusqu'aux chiffres hallucinants de l'actualité. [...] Un nouvel holocauste pour l'humanité est en train de se préparer, pour contrôler le monde, le recoloniser, en finir avec les avancées démocratiques et imposer le néo-fascisme au niveau planétaire.* »

Dans ce cadre, ils analysent les perspectives pour Amérique latine : « *Le coup militaire en Honduras ne peut être vu comme un coup traditionnel de plus dans un petit pays, comme au temps de la guerre froide. Précédé par le déploiement de la IVe flotte des Etats-Unis en Amérique latine, en 2008, d'une attaque militaire de la Colombie sur le territoire d'Equateur et de l'accord simultané d'installation de 7 bases militaires des Etats-Unis en Colombie, il s'agit d'événements qui ne sont pas sans lien entre eux et qui sont donc perçus comme une attaque militaire des Etats-Unis contre "toute Amérique latine". Ces faits doivent en outre être analysés non seulement dans le contexte local et régional, mais également dans le contexte [...] de la grande crise économique actuelle.* »

¹ Les auteurs sont Wim Dierckxsens (Pays Bas) ; Antonio Jarquin T. (Nicaragua) ; Reinaldo Carcanholo (Brésil) ; Jorge Beinstein (Argentine) ; Paulo Nakatani (Brésil) et Rémy Herrera (France), membres de l'équipe de « l'Observatoire International de la Crise ». Voir www.observatoriodelacrisis.org

Et ils concluent : « *Le putsch en Honduras, loin d'être un anachronisme, marque selon Rick Rozoff un précédent pour en ajouter dans le futur. De même que l'Afghanistan s'est transformé en principal front de guerre cette dernière année (en incluant les 7 mois d'Obama), il semble qu'il y ait des plans d'agression militaire contre l'Amérique latine, relativement tenue à l'écart de ces conflits durant les dix dernières années (Rick Rozoff, US Escalates War Plans In Latin l'Amérique). Le motif géopolitique est l'extension éventuelle de la guerre aux alentours de la Chine et de la Russie. Cela exige une plus grande sécurité dans l'offre de pétrole et de ressources naturelles pour les Etats-Unis. En temps de guerre, le transport par les océans est risqué et incertain. C'est-à-dire, les Etats-Unis ont besoin de s'assurer des ressources naturelles plus proches, donc de l'Amérique latine. Le danger, dans la conjoncture de la crise, fut que le continent définissait de plus en plus sa propre orientation avec autodétermination sur ces ressources. Les Etats-Unis voulaient y mettre fin et le putsch a eu lieu dans le maillon le plus faible du continent.* »

Autrement dit, pour les auteurs, Obama ne représente non seulement aucun changement en ce qui concerne la politique de Bush mais, sous la pression des conséquences de la crise économique sur son pays, il va étendre géographiquement les portées des conflits de guerre et approfondir la méthodologie de guerres, d'agressions et de coups d'Etat.

Changements dans la réalité, changements dans la tactique.

Nous croyons que cette analyse est profondément erronée. Nous estimons que, par rapport à Bush, Obama représente un changement profond dans la tactique politique de l'impérialisme pour faire face à la situation mondiale, obligé par des changements profonds dans la réalité : la défaite du projet de Bush face à la lutte du mouvement de masses et les risques d'explosions sociales qu'implique l'actuelle crise économique.

Nous essayerons de démontrer cette erreur et de fonder notre opinion. Non pas parce que nous voulons « embellir » Obama et sa po-

litique (nous laissons cela à ceux qui lui ont accordé le Prix Nobel de la Paix et à d'autres qui, comme Fidel Castro, l'en ont félicité), mais parce que, comme marxistes, nous croyons que pour modifier la réalité, nous devons la comprendre telle qu'elle est.

Pour éviter de fausses discussions : nous n'avons aucune doute concernant le fait qu'Obama, comme président des Etats-Unis, défend, comme Bush, les intérêts impérialistes. Sa stratégie reste la « recolonisation » de la majorité de la planète. Nous ne croyons pas non plus qu'il s'agisse d'un pacifiste qui abandonne l'« action militaire » (il suffit de voir sa politique dans la guerre d'Afghanistan, le maintien de l'occupation à Haïti ou son plan d'utiliser les bases militaires de la Colombie).

Mais la défaite du projet de Bush en Iraq et au Venezuela, le cours défavorable de la situation en Afghanistan et au Moyen-Orient, etc., ont obligé l'impérialisme à changer de tactique. Ce sont les luttes des masses, et les défaites que celles-ci ont infligées à la politique de l'impérialisme, et non la « bonne volonté » d'Obama, qui lui ont imposé ce changement de tactique, une nécessité accentuée par les risques de la situation sociale issue de la pire crise économique capitaliste depuis 1929.

Si Obama et Bush défendent les mêmes intérêts impérialistes, les conditions dans lesquelles ils doivent le faire sont différentes et l'impérialisme a besoin de s'y adapter. Bush lui-même avait déjà été obligé de commencer cet ajustement, mais l'actuel président exprime ce changement avec davantage de clarté.

Le Projet pour un Nouveau Siècle Américain

Il nous paraît nécessaire de revenir un peu sur le projet mis en avant par Bush, ainsi que ses objectifs, pour mieux comprendre l'impact qu'a signifié sa défaite pour l'impérialisme américain. Ce projet a été formellement initié par un courant d'extrême droite du Parti Républicain le 3 juin 1997, avec la constitution du Projet pour un Nouveau Siècle Américain (PNAC en Anglais).²

Dans sa déclaration de principes, le PNAC dit que son principal objectif est de réaffirmer *le rôle de direction, les intérêts et les va-*

² Voir www.newamericancentury.org

leurs américains dans le monde, face au 21ème siècle qui s'approche, ses défis et les changements qui ont eu lieu dans le monde. Il critique le gouvernement de Bill Clinton (la politique extérieure et de défense des Américains sont à la dérive) et les secteurs conservateurs traditionnels républicains parce qu'ils n'ont pas résolument proposé une vision stratégique du rôle de l'Amérique dans le monde [...] ni bataillé pour un budget de défense qui devrait maintenir la sécurité américaine et une avancée des intérêts américains dans le nouveau siècle.

Par la suite, il dit : « *Alors que le 20ème siècle touche à sa fin, les Etats-Unis demeurent la principale puissance mondiale. [...] Nous mettons en risque la capacité de la nation à faire face à des menaces présentes et à affronter des défis potentiellement plus grands dans le futur. [...] Les Etats-Unis auront-ils la détermination pour développer un nouveau siècle favorable aux intérêts et principes américains ?* »

Comme réponse, il formule ses propositions :

- « *Une politique extérieure qui promet audacieusement et intentionnellement les principes américains à l'extérieur, et une direction nationale qui accepte les responsabilités globales des Etats-Unis.*
- *Augmenter significativement les frais de défense [...].*
- *Fortifier nos liens avec les alliés démocratiques et défier les régimes hostiles à nos intérêts et valeurs. [...]*
- *Accepter la responsabilité du rôle spécial des Etats-Unis dans la préservation et l'extension d'un ordre international favorable à notre sécurité, à notre prospérité et à nos principes. »*

Cette déclaration était accompagnée d'une analyse complète de la situation politique, économique et militaire des différentes régions du monde et des intérêts américains dans chacune d'elles. Elle fut signée, entre autres, par Jeb Bush (alors gouverneur de Floride) et plusieurs personnages clef du futur gouvernement : Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz (l'architecte de la politique de Bush envers l'Iraq).

Il ne s'agissait donc pas de quelque chose d'inattendu ou d'une réponse conjoncturelle aux attentats du 11 septembre 2001, mais d'un

projet ambitieux, de portée stratégique, pour consolider et étendre pour un siècle l'hégémonie économique des Etats-Unis dans le monde.

Pour cela, il serait nécessaire d'intervenir militairement dans tout lieu du monde où les intérêts et les « valeurs » des Etats-Unis (lisez : droit au pillage de ressources naturelles, comme le pétrole et le gaz, et l'extraction de plus-value) seraient remis en question ou là où il y aurait un « régime hostile » qui oserait défier cette hégémonie.

Certains analystes ont qualifié ce projet de « néo-fasciste ». Il nous semble plus exact de l'appeler « bonapartiste », de réaffirmation de l'hégémonie mondiale américaine, et de disposition pour une vaste utilisation de l'« option militaire », en avançant dans l'intention de créer de nouvelles situations coloniales dans quelques pays.

La « guerre contre la terreur » et la lutte contre l'« axe du mal »

Le gouvernement de Bush est né faible : son élection était remise en cause (il a obtenu moins de votes du peuple qu'Al Gore) et les Etats-Unis traversaient une crise économique. Bien que le projet ne naisse pas avec les attentas du 11 septembre, ceux-ci ont créé les conditions pour qu'il soit approuvé par l'ensemble de la bourgeoisie américaine et pour gagner un fort appui populaire pour le développer à grande échelle, en le présentant comme une politique de « défense » d'un pays qui « était attaqué ». (A l'époque, 75 % des Américains soutenaient l'invasion de l'Afghanistan).

A partir des attentats, Bush incorpore deux concepts clef. Dans le discours au Congrès du 21 septembre 2001, il parle, pour la première fois, de la « guerre contre la terreur », une déclaration de guerre virtuelle contre le régime taliban afghan, accusé d'être le centre « d'un réseau terroriste mondial ».³ L'attaque de l'Afghanistan serait seulement le début de cette guerre : « *Notre guerre contre la terreur [...] ne se termine pas là. Elle ne prendra pas fin jusqu'à ce que chaque groupe terroriste ait été trouvé, fait prisonnier et vaincu.*

³ Ce fut, certainement, une ironie de l'histoire, puisque la création de l'organisation taliban avait été promue par la CIA elle-même pour combattre l'invasion soviétique dans ce pays, dans les années '80.

[...] Notre réponse implique beaucoup plus que des représailles instantanées et des coups isolés. Les Américains ne doivent pas attendre une bataille, mais une longue campagne comme nous n'en avons jamais vu. [...] Dorénavant, toute nation qui continue à donner refuge au terrorisme ou à le soutenir sera considérée par les Etats-Unis comme un régime hostile. »

Le rapide triomphe obtenu en Afghanistan (octobre 2001), a mené Bush à franchir une étape et à incorporer (le 29 janvier 2002) le concept de l'« axe du mal ». Il s'agit des pays qui maintenaient un certain degré d'autonomie envers les Etats-Unis. L'excuse, cette fois, outre l'appui aux terroristes, était la possession d'armes nucléaires et de « destruction massive » (ou des intentions supposées de les développer) et c'est pourquoi, ils représentaient une « menace ».

Bush a affirmé que l'Iraq, l'Iran et la Corée du Nord faisaient partie de l'« axe du mal ». Ensuite, on y a ajouté la Libye et la Syrie. Et dans certaines déclarations de membres de son gouvernement, le Venezuela, la Biélorussie et jusqu'à la Bolivie y furent également inclus. Bush termine son discours avec une menace claire : « *Des états comme ceux-ci, et leurs alliés terroristes, constituent un axe du mal qui s'arme pour menacer la paix mondiale. »*

L'action suivante fut l'invasion de l'Iraq et le renversement de Saddam Hussein (mars- mai 2003), considéré comme un pas préalable à une attaque contre le régime iranien des ayatollahs (avec lequel il avait des comptes en suspens depuis 1979). Bien qu'ils ne furent pas réalisés par des troupes américaines, nous considérons qu'ont fait partie de la lutte contre l'« axe du mal » : le putsch contre le gouvernement de Hugo Chavez (avril 2002) ; l'invasion de l'armée israélienne au Liban (juillet 2006) et les attaques réitérées à la Bande de Gaza. Voyons alors quels ont été les résultats de ces « batailles » et de la « guerre contre la terreur ».

L'échec du coup au Venezuela

Malgré son triomphe rapide dans le renversement du régime taliban, la LIT-QI a signalé que la résistance du mouvement de masses était le principal obstacle que le projet de Bush devrait surmonter pour s'imposer : « *Toutefois, et malgré la victoire en Afghanistan, l'impérialisme n'est pas parvenu à mettre en échec l'ensemble du*

mouvement de masses et la réaction de celles-ci a été exacerbée en plusieurs endroits de la planète, créant un cadre croissant de polarisation de la lutte de classes. »⁴

La première défaite de Bush a eu lieu au Venezuela. Le 11 avril 2002, un putsch civil et militaire, impulsé et approuvé par son gouvernement, a renversé Hugo Chavez et installé un gouvernement présidé par le chef du patronat privé, Pedro Carmona. Toutefois, une grande mobilisation de masses, combinée avec une rupture dans l'armée, a mis en échec le gouvernement putschiste et l'a obligé à restituer Chavez, comme la seule manière de contrôler la situation. Des mois après, une nouvelle tentative de « briser » le gouvernement de Chavez, à travers un lock-out patronal et des directeurs pro impérialistes de la PDVSA étatique, fut également mise en échec par la mobilisation des masses.

A partir de cette défaite, Bush fut obligé de changer sa politique envers le Venezuela. Bien qu'il ait maintenu les hauts niveaux de confrontation rhétorique, il a cessé de promouvoir le renversement de Chavez. Les entreprises américaines (et la bourgeoisie putschiste vénézuélienne elle-même) ont commencé à faire des affaires avec son gouvernement, ont fortement augmenté leurs investissements (spécialement dans les secteurs pétrolier et automobile) et se sont mis à parier sur une future usure électorale de Chavez.

Irak : le Vietnam de Bush

Toutefois, ce fut surtout en Irak que Bush a mis la barre haute et a joué l'avenir de son projet. Là, les forces impérialistes d'invasion ont obtenu un triomphe rapide avec le renversement du régime de Saddam Hussein. Mais cette guerre d'occupation, apparemment triomphante, s'est vite transformée en guerre de libération du peuple iraquien contre les troupes occupantes, de plus en plus défavorable pour l'impérialisme, jusqu'à devenir « une guerre impossible à gagner ».

Les plans successifs pour stabiliser et contrôler l'Irak ont échoué, jusqu'à la décision actuelle de retirer les troupes et de laisser à

⁴ José Welmowicki, *Situation Mondiale : des mois après la confrontation aiguë*, Le Marxisme Vivant, n° 5, avril 2002

charge d'un gouvernement iraquien et son armée de faire face au chaos dans lequel le pays a été plongé.

Il existe une mise en question de la comparaison du résultat de la guerre du Vietnam avec celle de l'Iraq. Au Vietnam, la défaite impérialiste s'est manifestée dans l'image des hélicoptères des Etats-Unis abandonnant à la hâte Saïgon, et les fonctionnaires du gouvernement marionnette du Vietnam du Sud essayant de s'enfuir avec eux. Et ce retrait a rapidement mené à ce que l'armée du Vietnam du Nord renverse ce qui restait du gouvernement marionnette et réunifie le pays.

En Iraq, par contre, il n'y a pas une « fuite » empressée des troupes américaines mais une sortie ordonnée et un repli de plusieurs milliers d'hommes vers des bases géantes au Koweït et dans d'autres pays. Et il n'y a pas un « ennemi » unifié qui prend le pouvoir mais, de fait, la division d'un pays chaotique en trois régions autonomes, livrées à la bourgeoisie chiite dans le Sud, sunnite dans le Centre et kurde dans le Nord. Un gouvernement central serait maintenu qui contrôlerait les sources de pétrole et l'armée. Il n'est pas évident que cet équilibre précaire va se maintenir quand les troupes des Etats-Unis vont se retirer et si, par conséquent, il va être possible d'accomplir les plans et les promesses d'Obama.

Bien qu'étant importantes, ces différences sont secondaires, parce que l'impérialisme américain n'a obtenu aucun des objectifs politiques, militaires et économiques qu'il s'était donné en envahissant le pays et, pour cette raison, il se retire clairement comme perdant.

D'autre part, l'impact de la défaite en Iraq est très supérieur à celui de la défaite subie au Vietnam. Dans le Sud-Est asiatique, c'était essentiellement un problème politique qui était en jeu, puisque la région n'avait pas une valeur économique ni géopolitique stratégique pour la domination impérialiste. Au contraire, l'Iraq, et avec lui le Moyen-Orient, a une importance économique et géopolitique stratégique qualitativement supérieur pour les Etats-Unis, par ses richesses pétrolières et gazifières.

C'est pourquoi la défaite est beaucoup plus dure et s'est transformée en un point d'inflexion de la « guerre contre la terreur » et de tout le projet de Bush. C'est cette défaite qui s'est retournée comme un boomerang sur les Etats-Unis et a conduit à la défaite de Bush

aux élections législatives de 2006 et à celle des républicains aux présidentielles de novembre 2008.

Face à la situation en Iraq et à la recrudescence de la guerre en Afghanistan, l'impérialisme a essayé de frapper un coup pour inverser la situation, à travers l'invasion israélienne au Liban (juillet 2008). Avec comme excuse de récupérer un soldat capturé, l'armée israélienne a essayé de détruire le Hezbollah. Mais face à la résistance héroïque des masses libanaises, cet objectif s'est soldé par une cuisante défaite pour le Premier ministre israélien de l'époque, Ehud Olmert, et pour Bush lui-même. Israël est sorti très affaibli du Liban et le projet de Bush a subi une autre défaite importante qui a aggravé sa situation.

C'est eux qui le disent

La définition selon laquelle la guerre de l'Iraq s'est terminée en une défaite, et sa comparaison avec le Vietnam, ne vient pas seulement de nous mais des analystes politiques de la presse impérialiste eux-mêmes. Début 2007, un éditorialiste du *New York Times*, voyait ainsi la situation militaire en Iraq et ses conséquences politiques : « *Le problème est que personne ne veut plus parier sur Bush. Ce qui a changé dans la guerre en Iraq, au cours des derniers mois, fut la situation aux Etats Unis. [...] Il existe aujourd'hui un consensus, entre les politiciens républicains et démocrates, qui n'existait même pas aux derniers moments de la guerre du Vietnam. [...] Au moment de la défaite, Bush se révèle encore plus dangereux, en augmentant la mise quand tous les autres reconnaissent que c'est l'heure de quitter le jeu.* »⁵

Une des premières conséquences de la situation fut l'abandon de son projet d'envahir l'Iran. Condoleeza Rice elle-même déclarait, en 2006 : « *l'Iran n'est pas l'Irak* ». ⁶ D'autre part, l'aide du régime iranien était devenue une pièce clef pour « stabiliser » l'Iraq, par son influence dans les organisations politiques chiites iraqiennes qui prenaient part aux gouvernements marionnettes.

⁵ William Waack, *George W. Bush: Gambler Who Has Run Out of Luck* (un joueur qui a perdu la chance), publié le 29/1/2007 sur www.watchingamerica.com

⁶ Gareth Porter, *Histoire occulte de l'échec de Bush et Rice*, Agence IPS, 14/6/2006

L'Afghanistan : l'Iraq d'Obama ?

La situation de l'impérialisme s'est aggravée par le cours de plus en plus défavorable de la guerre en Afghanistan. Loin d'aller vers une « victoire », cette guerre paraît se diriger vers une nouvelle défaite impérialiste. Conscient de ce danger, Obama tente une politique de renforcement de sa position militaire pour obtenir une fin à la guerre, négociée avec les Taliban.

La guerre « contre la terreur » a commencé avec la promesse d'« effacer les Taliban de la face de la Terre » et de liquider le régime iranien. Son résultat final est que ce régime est aujourd'hui une pièce clef pour la tentative impérialiste de « stabiliser » la région et il doit chercher des négociations avec les Taliban eux-mêmes. Comment peut-on qualifier le résultat de cette guerre si ce n'est comme une défaite claire de l'impérialisme ?

Dans ce cadre, parler « d'une extension éventuelle de la guerre aux alentours de la Chine et de la Russie », paraît un exercice de fiction politique. Quelqu'un pense-t-il que les Etats-Unis peuvent attaquer la Chine, destination des plus grands investissements impérialistes des dernières décennies ? On ne s'imagine pas non plus un conflit avec la Russie, au-delà des tensions lors du conflit entre la Géorgie et l'Ossétie. Au contraire, contrairement à Bush, la politique d'Obama est de pactiser avec Poutine et c'est pour cette raison qu'il a liquidé le projet de son prédécesseur d'installer un bouclier antimissile en Europe Centrale.

La crise économique et les contradictions de l'impérialisme

Une autre des raisons que les auteurs avancent en faveur d'une recrudescence d'un projet néo-fasciste est l'impact de l'actuelle crise économique sur les pays impérialistes et sur leur politique pour y faire face : « *Le nationalisme est de retour dans les différentes politiques des pays centraux. Ce dernier représente une attitude collective nationale de se sauver au détriment éventuel des autres nations. Ces tendances protectionnistes, xénophobes et nationalistes sont des ingrédients pour favoriser le néo-fascisme.* »

On mélange ici du vrai et du faux. Il est totalement certain que la crise économique pousse les gouvernements et les bourgeoisies des pays impérialistes à promouvoir des tendances xénophobes dans leur population et de dures lois contre les immigrants. C'est une façon de décharger la crise sur le secteur le plus fragile de leur classe ouvrière. En même temps, on essaye de dévier la colère des travailleurs « nationaux » contre les entreprises et les gouvernements, vers les immigrants qui leurs « voleraient » le travail et les salaires, comme cela s'est clairement vu en Italie, en France ou en Grande-Bretagne.

Mais, au cours des deux dernières décennies, il y a eu un processus d'« internationalisation » de la production, avec un volume croissant d'investissements impérialistes vers la Chine, l'Inde, les « tigres » asiatiques et d'autres pays, en cherchant des moindres coûts de travail et de plus grands taux de profit. Aujourd'hui, une grande partie de la production industrielle massive des entreprises impérialistes est réalisée dans ces pays et est vendue dans les pays centraux, dans un circuit essentiel pour leurs profits. C'est pourquoi il est pratiquement impossible que les pays impérialistes, ou les pays périphériques plus forts, se tournent vers des politiques « isolationnistes » ou « protectionnistes », comme cela a été le cas après la crise de 1929.

En tout cas, cette réalité place l'impérialisme devant une contradiction très aiguë. S'il suit la logique économique de coûts de travail et de profits, il doit maintenir et approfondir l'actuel circuit économique en même temps qu'il approfondit les attaques à sa propre classe ouvrière, comme l'a fait General Motors (GM), qui a fermé plusieurs usines et a licencié 20 000 de ses 60 000 travailleurs aux Etats-Unis, tandis qu'il maintient ses usines et établissements en Chine et au Brésil.

Si le facteur principal qui est pris en compte est la crainte de confrontations avec sa propre classe ouvrière, on agit comme Sarkozy, en France, qui a soutenu Renault avec des crédits, à condition qu'elle maintienne les usines dans le pays et, en tout cas, ferme la Dacia de la Roumanie. Ou comme Merkel, en Allemagne, qui a mis de l'argent pour acheter Opel, en essayant de sauver les usines et les établissements dans le pays au détriment des implantations en Suède et en Belgique.

En accumulant des contradictions, les gouvernements et les entreprises impérialistes attaquent leurs propres travailleurs, mais ils le font de manière soigneuse, en essayant d'éviter une confrontation directe et globale, spécialement en Europe, précisément par le contexte politique défavorable que leur a laissé la défaite du gouvernement Bush. Ainsi, ensemble avec les licenciements et les diminutions de salaire, on applique des mesures comme l'extension du délai de l'assurance au chômage. Tant les contradictions que ces mesures sont le résultat de la faiblesse de l'impérialisme et non de sa force.

Amérique latine : des coups d'Etat partout ?

Analysons maintenant la situation en Amérique latine. Selon les auteurs, la combinaison de la nécessité de s'assurer l'approvisionnement des ressources naturelles du continent avant une extension de la guerre en Asie, la conjoncture de crise économique et le fait que le continent ait de plus en plus défini sa propre orientation avec autodétermination sur ces ressources, ouvre la perspective que le gouvernement des Etats-Unis promeuve des coups d'Etat dans toute l'Amérique latine (et spécialement, supposons-nous, contre ces gouvernements qui résistent et défendent « l'autodétermination »).

De nouveau, des éléments corrects se mélangent avec d'autres qui ne le sont pas, pour en tirer une conclusion erronée. Il est correct de signaler que l'impérialisme américain a besoin de s'assurer l'approvisionnement des ressources naturelles d'Amérique latine et que cette nécessité est accentuée par la situation militaire au Moyen Orient et par la crise économique. Mais il est totalement faux de dire que cette nécessité va être résolue aujourd'hui avec une politique générale de promouvoir des coups d'état.

Et ce pour deux raisons. La première est que, comme nous l'avons analysé, la défaite du projet de Bush a fait que l'impérialisme ne cherche pas actuellement de nouveaux fronts de conflit ou de confrontation. Au contraire, il cherche à défendre ses intérêts à travers la négociation et le « consensus ». C'est pour cela qu'il a coopté des pays comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine au G-20 (avec la fiction qu'ils interviendront dans « les grandes décisions économiques mondiales »). Et dans les situations de conflit, il promet des solutions « négociées » qui lui sont favorables. C'est pourquoi, dans

le récent coup d'Etat en Honduras, sa politique fut de promouvoir l'Accord de San José et ensuite l'Accord de Guaymuras. Nous avons vu auparavant, en Bolivie, comment sa ligne n'a pas été de promouvoir le renversement d'Evo Morales mais un accord entre son gouvernement et la bourgeoisie de la Demi-Lune, à travers l'Unasur (nouvelle pièce clef pour défendre ses intérêts en Amérique du Sud avec un « visage régional »). Dans cette politique, le Brésil et Lula (l'« homme » d'Obama dans la région) jouent un rôle clef pour trouver les meilleurs débouchés pour l'impérialisme.

La seconde raison complète la première : contrairement à ce que disent les auteurs du travail, il n'existe pas, dans le continent latino-américain, de gouvernements réellement anti-impérialistes ou qui promeuvent « une autodétermination réelle sur leurs ressources naturelles », au-delà de leurs rhétoriques ou de l'une ou l'autre mesure partielle.

C'est le gouvernement de Chavez lui-même qui assure constitutionnellement les investissements étrangers et la livraison de 50% du pétrole vénézuélien aux grandes compagnies impérialistes ; c'est le gouvernement d'Evo Morales qui livre l'exploitation du gaz, du pétrole et du fer boliviens à des entreprises étrangères ; c'est le gouvernement de Correa qui gouverne pour les multinationales minières.

Pour cette raison, la politique actuelle de l'impérialisme, pour assurer ces ressources naturelles et atteindre ses objectifs, n'est pas celle de coups d'Etat mais de négociation et de « consensus ». Il ne cherche pas aujourd'hui à renverser les gouvernements de Chavez, d'Evo et de Correa mais il les coopte et les associe au pillage de leur pays, en leur donnant, en échange, quelques miettes pour qu'ils puissent développer des « plans sociaux ».

En même temps, bien que les bases de Colombie et d'autres dans le continent ou la réactivation de la IVe Flotte représentent un « positionnement stratégique », l'actuelle politique militaire de l'impérialisme pour l'Amérique latine est d'agir à travers l'armée des pays avec des gouvernements issus d'élections, ou avec leur collaboration, y compris dans certains pays hypothétiquement menacés par des perspectives de coups d'Etat, comme la Bolivie, l'Equateur ou le Nicaragua.

Un premier exemple est celui d'Haïti, où, avec la couverture de l'ONU, la Minustah est commandée par le Brésil et est formée par des troupes d'Argentine, du Chili, de l'Uruguay et même de la Bolivie, pour réprimer le peuple haïtien et garantir aux multinationales américaines du vêtement les salaires les plus bas du continent.

Un autre exemple, moins connu, est celui de l'exercice des Forces Alliées Panamax 2009, réalisé en septembre dernier sous l'excuse de simuler la défense du Canal de Panama face à une hypothétique « attaque externe ». Dirigés par le Commando Sud de l'armée américaine, 4500 soldats provenant de 20 pays y ont pris part (l'Argentine, la Belize, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Equateur, le Salvador, les Etats-Unis, la France, le Guatemala, les Pays Bas, le Nicaragua, le Mexique, Panama, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay).⁷

La « réaction démocratique »

La politique appliquée actuellement par Obama n'est pas nouvelle. Dans les années '80, la LIT-QI l'a définie comme « réaction démocratique ». Il s'agit de l'utilisation des outils de la démocratie bourgeoise (élections, parlement) et des négociations et accords, pour freiner, dévier, voire mettre en échec des avancées du mouvement de masses, avec l'« action militaire » venant y jouer un rôle secondaire et auxiliaire.

Bien qu'il s'agisse d'une politique initialement « défensive », puisqu'elle répond à certaines conditions de la lutte de classes qui sont plus défavorables pour l'impérialisme, ses tactiques peuvent être très offensives et lui donner d'importants succès. Cela a été le cas dans les années 80, après la défaite au Vietnam et les triomphes des révolutions de l'Iran et du Nicaragua, et au milieu des processus qui renversaient les dictatures latino-américaines.

Les processus latino-américains ont été déviés à travers la « réaction démocratique », tant dans les pays qui avaient vécu des révolutions démocratiques (comme l'Argentine et le Brésil), que dans ceux où la chute du régime par l'action des masses fut évitée, comme au Chili. Le processus révolutionnaire d'Amérique centrale, ouvert avec

⁷ Voir www.southcom.mil

la chute de Somoza, a été freiné avec les Accords de Contadora (bien qu'ici, l'« aspect militaire » ait été plus présent). Finalement, la restauration capitaliste en Europe de l'Est n'a pas été le résultat de guerres et d'invasions mais a eu comme composant central une politique de réaction démocratique.

Ce que nous voulons indiquer est que l'impérialisme n'applique pas toujours une politique de guerres, de coups d'Etat et d'invasions pour maintenir son pouvoir colonisateur. Au contraire, il peut aussi défendre ses intérêts et assurer ce pouvoir à travers la politique de réaction démocratique, spécialement quand il dispose de la collaboration des gouvernements et des directions du mouvement de masses, comme c'est le cas actuellement.

Finalement, quelle est l'actuelle politique de l'impérialisme ?

En résumé, suite à la défaite du projet Bush et de la guerre contre la terreur, Obama a représenté un changement dans la tactique politique avec laquelle l'impérialisme américain fait face aux problèmes de la situation mondiale. Il est passé de « l'unilatéralité agressive » de Bush « à la multilatéralité consensuelle » exprimée par Obama. Il s'agit d'une extension de l'action diplomatique et des instances de prise de décision pour « convaincre » et obtenir le « consensus » pour les politiques au service de l'impérialisme qui, en ce moment, ne peuvent pas être simplement imposées par la force.

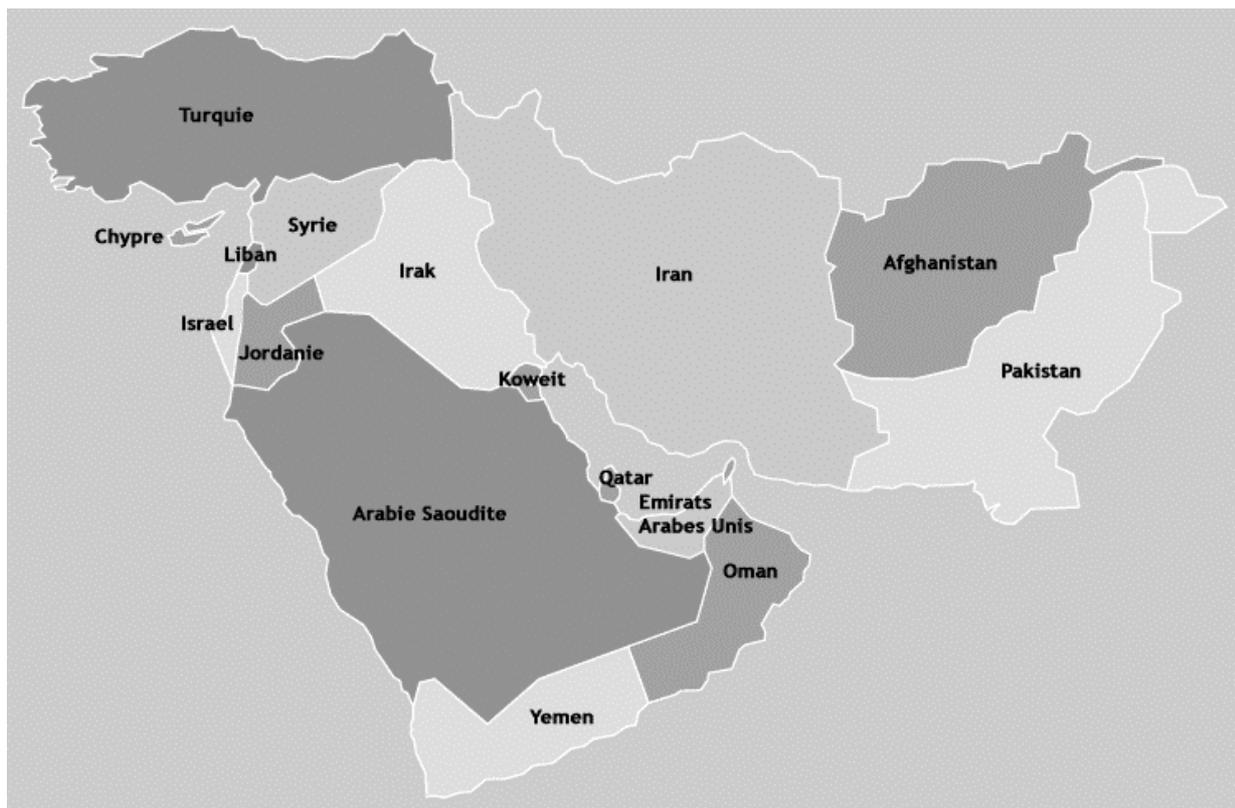
C'est un changement qui propose maintenant un nouvel équilibre entre les négociations et la politique militaire ou de menaces, pour atteindre les objectifs impérialistes. Le centre est devenu la « carotte » (les négociations) tandis que le « bâton » est employé comme facteur auxiliaire et d'appoint. C'est pour cette raison que les domaines diplomatiques, de négociation et de consensus, ont maintenant une importance beaucoup plus grande. Tel est le véritable secret du « pacifisme » d'Obama.

Pour tous ceux qui combattent l'impérialisme, il est très important de comprendre ces changements parce que, comme nous l'avons dit, pour changer la réalité, il est nécessaire de l'analyser telle qu'elle est. Et, principalement, c'est important parce que la vision que don-

nent les auteurs du travail que nous avons étudié nous désarme pour combattre la véritable politique promue par Obama et les risques profonds que cette politique « trompeuse » implique pour les travailleurs et les peuples du monde. En Honduras, avec l'Accord de Guaymuras, qui a volé au peuple hondurien la possibilité de mettre en échec les putschistes avec sa lutte, nous venons d'en voir l'exemple.

Le Moyen-Orient : un nouveau et immense Vietnam pour l'impérialisme

Bernardo Cerdeira
Editeur de Marxisme Vivant



Le dossier de ce numéro de *Marxisme Vivant* est consacré au Moyen-Orient, une vaste région de la planète qui vit une situation aiguë de lutte de classes. Le sujet ne pourrait pas être plus actuel, et l'aborder exige d'expliquer certains des principaux aspects de la situation mondiale : la défaite de l'offensive Bush, la politique actuelle de l'impérialisme, le gouvernement Obama, le fondamentalisme islamique, et d'autres choses.

En 2009, une année riche en dates historiques du calendrier révolutionnaire (60 ans de la Révolution chinoise, 50 ans de la Révolution cubaine et 30 ans de la Révolution nicaraguayenne), furent également commémorés les 30 ans de la Révolution iranienne, qui en janvier 1979 renversa la dictature du Shah, Reza Pahlevi. En dé-

cembre de cette même année, peu après la révolution, l'Union soviétique envahit l'Afghanistan. En septembre 1980, l'Irak, armé et stimulé par les Etats-Unis, déclara la guerre à l'Iran. Ces trois événements, étroitement liés entre eux, continuent à marquer la situation au Moyen-Orient jusqu'à aujourd'hui.

La situation politique et militaire de la région est le centre des problèmes et des préoccupations **actuelles** de l'impérialisme américain dans le monde.

Les Etats-Unis continuent à mener deux guerres en même temps. En Afghanistan, le gouvernement de Barack Obama vit le dilemme d'augmenter l'escalade militaire ou de courir le risque de voir la guerre tomber aux mains des Taliban.

Pendant ce temps, la situation s'aggrave de jour ou jour.

De plus, la guerre a traversé la frontière de l'Afghanistan au Pakistan, quand les Taliban ont étendu leur organisation à ce pays. Il ne fait aucun doute que la guerre provoque une déstabilisation de la situation interne du Pakistan.

Par ailleurs, la guerre de l'Irak n'est pas terminée. Les attentats récents au Ministère de la Justice, en pleine Zone Verte, la plus protégée de la capitale, ont tué plus de cent personnes et sont un exemple vif de l'instabilité du pays. Les soldats américains continuent d'occuper l'Irak et, bien qu'ils ne patrouillent pas davantage dans les villes et qu'une bonne partie d'entre eux sera retirée en 2010, ils laisseront comme « garantie » cinquante mille soldats répartis dans de grandes bases militaires.

Et cela pour ne parler que des trois pays polarisés par la guerre. Mais la lutte des classes dans la région ne s'arrête pas là. La question palestinienne ne quitte pas non plus la scène. Israël, un agent direct de l'impérialisme américain, a attaqué la Bande de Gaza en 2008 et le Liban en 2006, d'où il est parti, ayant été mis en échec par le Hezbollah.

D'un autre côté, en rapport avec la situation dans tous ces pays, s'intensifie jour après jour la pression américaine sur l'Iran, un pays relativement indépendant des ordres de Washington et qui menace de produire des armes nucléaires.

L'importance du Moyen-Orient pour l'impérialisme

La région que nous appelons Moyen-Orient est en réalité tellement vaste qu'elle se compose de différentes sous-régions, qui vont du Nord de l'Afrique et de la côte est de la Méditerranée jusqu'à la frontière du Pakistan avec l'Inde, dans son extrémité ouest, et de l'Asie Centrale jusqu'à la frontière avec l'Union soviétique. L'impérialisme lui-même a forgé l'expression Grand Moyen-Orient, aujourd'hui utilisé par le G8, et qui comprend toute cette superficie.

Nous pouvons diviser le Moyen-Orient en quatre régions. Le **Maghreb** (Nord de l'Afrique) : l'Egypte, la Libye, le Soudan, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et le Sahara Occidental. Le dénommé **Croissant Fertile** (ou Proche-Orient, si est prise en compte la Turquie) composé de la Syrie, le Liban, l'Irak, la Palestine, Israël et la Jordanie. La **Péninsule arabe** : l'Arabie Saoudite, le Yémen, le Bahréïn, Oman, le Qatar, les Emirats arabes unis, le Koweït. Le **Moyen-Orient** proprement dit : l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et les anciennes républiques du sud de l'ex-URSS, aujourd'hui pays indépendants : le Turkménistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan.

Historiquement, les pays du Moyen-Orient ont fait partie de l'empire de l'Islam et maintiennent des influences culturelles et religieuses entre eux, étant dans leur majorité des pays islamiques. Politiquement, la région a été le centre des préoccupations, des agressions militaires et aussi des défaites de l'impérialisme américain, au moins durant ces trois dernières décennies.

L'actuelle priorité du Moyen-Orient dans l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme est évidente, tant en terme militaire que politique et diplomatique. C'est la partie de la planète qui concentre le plus grand déplacement de troupes américaines, approximativement 50 % des près de 350 000 soldats américains en activité à l'étranger. Enfin, la priorité diplomatique reste claire avec le nombre récent d'envoyés spéciaux du gouvernement Obama et de la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, dans la région.

La préoccupation de l'impérialisme américain n'est pas fortuite. C'est la partie du monde qui concentre 60 % des réserves connues de pétrole de la planète. L'impérialisme a besoin de contrôler non seu-

lement l'accès et la garantie d'extraction du pétrole, mais aussi la possibilité de le transporter, de manière sûre, jusqu'aux lieux de raffinage et de consommation.

En outre, c'est une région stratégique qui a des frontières et des liens ethniques et culturels avec les trois plus grands pays du monde. On calcule qu'il y a entre quinze et vingt millions de musulmans dans les frontières actuelles de la Russie, sans compter les liens économiques et culturels avec les pays de l'Asie Centrale qui faisaient partie de l'ex-URSS. En Chine - qui a environ 105 millions d'habitants appartenant à 56 ethnies minoritaires, opprimées par le gouvernement de la majorité *han* - il existe plusieurs nationalités musulmanes comme les Casaques, les Ouïgours et les Mongoles.

Et enfin, l'Inde a une « minorité » de 165 millions de musulmans et un conflit de plusieurs décennies avec le Pakistan pour le contrôle du Cachemire, région de majorité musulmane revendiquée par le pays voisin.

Mais le problème fondamental pour l'impérialisme est que, suite à ces problèmes structurels mais aussi à l'exploitation et aux agressions impérialistes, cette région a été le centre de la résistance révolutionnaire des masses, le centre de la lutte de classes dans le monde, au moins durant les trois dernières décennies.

Une guerre permanente de l'impérialisme contre l'Islam

A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale - quand ils sont devenus la puissance dominante dans le monde, dépassant l'hégémonie des impérialismes anglais et français dans le Moyen-Orient - les Etats-Unis livrent une guerre permanente au monde islamique pour piller ses richesses, principalement le pétrole.

Un « point de repère » dans cette guerre a été la création de l'Etat d'Israël en 1948, une enclave de population européenne et un véritable « porte-avions » ancré au Moyen-Orient, armé et financé par les Etats-Unis. Sa fonction est de réprimer la résistance des peuples, d'attaquer et d'envahir les pays islamiques qui essaient de se rebeller contre l'exploitation et de briser le joug de l'impérialisme. La plus grande de ses agressions est l'expulsion des palestiniens de leurs ter-

res et l'occupation, la colonisation et la répression sauvage sur les territoires de Gaza et de Cisjordanie, occupés depuis 1967 et aujourd'hui transformés en véritables ghettos pour plus de trois millions et demi d'habitants.

La création de l'Etat d'Israël a constitué une grande défaite pour les peuples islamiques. Il n'est pas fortuit que les Arabes se réfèrent à cet événement comme à la *Nagba*, le Malheur. Cependant, contrairement, les actions monstrueuses et l'existence même de l'Etat d'Israël génèrent une résistance permanente des peuples arabes. Cette lutte a été dirigée, dans les décennies 1950 et 1960, par le nationalisme pan-arabe (dont le plus grand représentant fut Nasser, le président de l'Egypte) qui a dominé la majorité des pays de la région, principalement la Syrie, l'Irak, la Libye et l'Algérie.

Mais le nationalisme pan-arabe est entré en décadence suite à ses défaites et capitulations successives face à Israël. Et à partir de la fin des années 60 jusqu'au milieu des années 80, une variante de ce nationalisme, représentée par l'OLP de Yasser Arafat et une guérilla palestinienne très progressiste, est devenue la référence majeure de la résistance anti-impérialiste. Actuellement, la plus grande expression de cette lutte contre Israël est le Hezbollah au Liban et le Hamas dans les territoires palestiniens occupés.

Un cadre : la révolution de 1979 en Iran

Cette lutte de résistance des peuples islamiques eut un cadre, en 1979 : la Révolution iranienne, qui a renversé la dictature sanglante du Shah, Reza Pahlevi. La révolution a déchaîné une série de nouvelles forces dans la région.

D'une part, elle a affaibli l'impérialisme américain et son agent, Israël ; d'autre part, elle a créé un pays relativement indépendant qui a aujourd'hui une influence sur plusieurs autres, l'Irak à travers les chiites, le Liban au moyen du Hezbollah, et Gaza où agit le Hamas.

Toutefois, la Révolution iranienne a été marquée depuis son début par une contradiction : une direction nationaliste bourgeoise mais d'idéologie religieuse islamique, composée par une bureaucratie d'ecclésiastiques musulmans, les ayatollahs.

Cette bureaucratie a assumé le pouvoir et a transformé l'Iran en une république islamique, qui, bien qu'elle maintienne une relative

indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, a assumé des caractéristiques extrêmement réactionnaires et répressives par rapport aux travailleurs, aux femmes et aux minorités nationales. Il y a peu de temps, le régime des ayatollahs a réprimé le mouvement de masses en Iran, et a arrêté et assassiné des milliers d'activistes ouvriers et d'opposants en général.

La Révolution iranienne a marqué l'ascension d'un nouveau mouvement nationaliste au Moyen-Orient : le fondamentalisme islamique. Celui-ci a profité de la décadence du vieux nationalisme laïque pan-arabe de Nasser, de l'OLP de Yasser Arafat ainsi que du parti *Baas* qui gouvernait l'Irak et qui aujourd'hui encore gouverne la Syrie.

Cependant, la force de la Révolution iranienne et l'indépendance relative du pays ont provoqué la réaction immédiate de l'impérialisme américain, qui a armé, financé et incité l'Irak, régi par Sadam Hussein, à attaquer l'Iran, provoquant une guerre de huit années entre les deux pays.

L'invasion soviétique en Afghanistan

Parmi ses nombreuses répercussions, la Révolution iranienne a également été l'un des facteurs fondamentaux qui a conduit à l'invasion de l'Afghanistan par l'ex-Union soviétique. La bureaucratie stalinienne qui régissait le pays s'est effrayée de la possibilité que la révolution islamique s'étende à l'Afghanistan et de là aux républiques d'Asie Centrale, qui à cette époque faisaient partie de l'URSS et qui constituaient sa frontière sud. Ce fut un des motifs fondamentaux de l'invasion de l'URSS en Afghanistan vers la fin de l'année 1979, plaçant un gouvernement marionnette à la tête du pays.

L'armée soviétique a ensuite dû faire face à la résistance armée des *moudjahidines*, les dénommés « guerriers de la liberté », qui ont commencé en tant que guérilla qui combattait l'envahisseur, mais qui ensuite en sont venu à être armés et contrôlés par l'impérialisme américain. Des milliers de combattants musulmans de plusieurs pays sont allés se battre en Afghanistan, parmi lesquels Oussama Ben Laden. D'autres « acteurs » principaux de la guérilla furent les « seigneurs de la guerre », des oligarques qui dirigeaient les principales nationalités du pays.

L'URSS fut finalement mise en échec et s'est retirée du pays en 1989. La guérilla islamique a pris le pouvoir mais, immédiatement, les groupes se sont divisés et sont mis à s'affronter, et le pays a plongé dans la guerre civile.

L'Afghanistan fut appelé, avec raison, « le Vietnam de l'URSS », par similitude avec la longue guerre et la défaite militaire et politique des Etats-Unis en Extrême Orient. Sans doute, l'usure de la guerre et la déroute de l'armée soviétique aidèrent à affaiblir l'Union soviétique et accélérèrent la décision de la bureaucratie de restaurer le capitalisme dans le pays.

L'offensive impérialiste et les occupations militaires de l'Iraq et de l'Afghanistan

Pendant les quinze années qui ont suivi sa défaite militaire au Vietnam, en 1975, l'impérialisme américain a essayé de reprendre l'offensive contre les travailleurs et les peuples exploités du monde entier. La restauration du capitalisme en ex-URSS, en Chine et dans tous les ex-Etats ouvriers bureaucratiques a ouvert la possibilité de concrétiser cette contre-offensive.

La première grande opportunité s'est présentée au Moyen-Orient en 1991, avec la Guerre du Golfe. Saddam Hussein, qui avait agi comme agent des Etats-Unis contre l'Iran dans la guerre Iran-Irak, a envahi le Koweït en espérant que la réaction de l'impérialisme n'aille pas jusqu'à la guerre. Mais les Etats-Unis ne pouvait pas permettre que la situation ne devienne hors de contrôle, principalement parce qu'il s'agissait du pays, le Koweït, détenteur de la quatrième plus grande réserve connue de pétrole au monde. Les Etats-Unis ont alors organisé une coalition de tous les pays impérialistes, qui a pu compter avec l'appui de l'ex-URSS, et ont mis en échec l'Irak, ouvrant ainsi douze années de blocus économique et militaire du pays.

Les années 90 se sont caractérisées par une offensive de recolonisation de l'impérialisme partout dans le monde, qui a culminé avec la tentative du gouvernement de George W Bush, avec Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et d'autres, d'imposer un « siècle américain » de domination mondiale. La doctrine qui servait de base à ce projet reposait sur le supposé droit d'intervention mili-

taire des Etats-Unis, y compris de manière préventive, dans tout pays qui représenterait une « menace » aux intérêts américains. Où qu'il soit, l'objectif était d'imposer une espèce de régime bonapartiste mondial. L'occasion de mener à bien ce plan est apparue avec les attentats du 11 septembre 2001, car ils ont donné au gouvernement Bush un prétexte pour déchaîner une « guerre contre la terreur » qui, en réalité, masquait une « guerre contre les peuples ».

Les plus grandes expressions de l'offensive militaire de Bush furent les invasions et occupations militaires de l'Afghanistan et de l'Irak. En octobre 2001, usant du prétexte que le gouvernement taliban abritait Oussama Ben Laden, Bush ordonna l'invasion de l'Afghanistan. Enfin, en mars 2003, Bush envahit l'Irak, en accusant, à partir de preuves montées, le gouvernement de Saddam Hussein d'avoir en son pouvoir des armes de destruction massive.

Depuis lors, 128 000 soldats américains sont maintenus en Irak et 68 000 en Afghanistan (sur un total d'environ 100 000 soldats de l'OTAN).

Les invasions de l'Afghanistan et surtout de l'Irak représentent une défaite énorme pour les peuples islamiques. De nos jours, ce sont des pays occupés par les troupes des Etats-Unis, et leurs gouvernements passent pour des fantoches manipulés par Washington, qui essaye de les couvrir à travers de processus électoraux fallacieux. Les deux pays sont revenus à une situation de véritables colonies. En outre, l'offensive de Bush a permis la présence de troupes américaines dans la région durant une longue période.

La réaction des masses et la défaite de l'offensive militaire de Bush

Contradictoirement, si d'un côté les occupations de l'Irak et de l'Afghanistan ont représenté une grande défaite, de l'autre, elles ont mis le feu à la région et constituent aujourd'hui le plus grand cauchemar de l'impérialisme américain.

Les invasions déchaînèrent des guerres de libération nationale dans les deux pays. En Irak, la résistance dirigée par les sunnites conduisit les Etats-Unis à encaisser de lourdes pertes, qui atteignirent leur point maximal en 2006.

La longue occupation militaire fut un facteur de crise, parce que l'armée des Etats-Unis s'est mis dans un « borbier » dont elle ne sait pas comment en sortir. Non seulement il perd des hommes et de l'argent, mais, en plus, il n'a pas de perspective de gagner la guerre ni ne peut se retirer.

De cette manière, on épuise les soldats, qui sont obligés de servir au front jusqu'à trois années puisque le contingent de l'armée professionnelle des Etats-Unis est limité, une fois qu'il a cessé d'employer le recrutement obligatoire.

Les Etats-Unis furent alors obligés de faire des concessions aux organisations chiites, en remettant le gouvernement du pays à une coalition entre ceux-ci et les principaux partis kurdes. Aujourd'hui, le président du pays est kurde (Jamal Talabani, de l'Union Patriotique du Kurdistan) et le Premier ministre est chiite (Nuri Al-Maliki, représentant du Parti Islamique Dawa, de la coalition chiite Alliance Populaire Irakienne).

Mais la principale concession du gouvernement américain, qui permit une trêve dans les combats et une « stabilité » relative du pays, fut celle faite à la résistance sunnite. L'impérialisme a été obligé de payer des sommes qui se chiffrent à soixante millions de dollars mensuels pour que les milices sunnites n'attaquent pas les troupes américaines.

Ceci dit, cette politique a seulement fonctionné dans la perspective que les Etats-Unis fixeraient une date pour se retirer de l'Irak. Ce fut la promesse d'Obama, déjà dans sa campagne électorale, en « acceptant » dans la pratique une défaite dans la guerre contre l'Irak.

Après avoir assumé la Présidence, Obama ordonna que les troupes américaines se replient dans leurs bases et ne patrouillent plus dans les villes, et il fixa pour août 2010 la retraite définitive du pays. Mais l'instabilité actuelle du pays, qui peut se compliquer au fur et à mesure que s'approche la date du départ, menace l'accomplissement de cette feuille de route et le compromis lui-même d'Obama. L'hypothèse de prolonger le maintien de la majorité du contingent militaire est, sans doute, un scénario de crise pour l'impérialisme.

Mais le problème ne se limite pas à cela : la situation en Afghanistan s'est aussi transformée en un borbier pour les Etats-Unis. Les Taliban se sont organisés de nouveau et ont déclenché une guerre de

guérilla contre les troupes d'occupation. Ce pays est aujourd'hui au cœur des migraines d'Obama et du Pentagone. Et, comme nous l'avons dit au début, la guerre s'est maintenant étendue au pays voisin, le Pakistan.

Enfin, non moins important, l'offensive bonapartiste du gouvernement Bush a renforcé le problème des nationalités au Moyen-Orient, dont beaucoup avaient été créés artificiellement depuis la domination britannique.

Des peuples opprimés et divisés se rebellent et les guerres atteignent différentes ethnies. Un exemple est celui des pachtounes au Pakistan, séparés artificiellement du reste de leur peuple en Afghanistan. D'autre part, il y a des vases communicantes entre les peuples qui vivent en Afghanistan et dans les républiques d'Asie Centrale avec les minorités musulmanes en Chine : *ouzbeks, casques, ouïgours et kirghizes*.

La conclusion est claire : non seulement ont échoué le projet de « siècle américain » et la grande offensive bonapartiste de George W. Bush et de ses « néocons » (néo-conservateurs), mais les occupations militaires ont mis le feu à la région et le borbier des guerres a affaibli l'impérialisme. C'est la raison d'être des nouvelles tactiques de négociation et des indécisions, c'est-à-dire de la faiblesse, du gouvernement Obama.

Une situation critique : rester n'est pas recommandable, mais partir est impossible

L'impérialisme américain fait face à une situation critique dans la plupart des pays de ce Grand Moyen-Orient. La résistance des masses, les guerres et les problèmes nationaux non résolus génèrent une relation étroite ainsi qu'une combinaison entre les processus des différents pays.

L'impérialisme fait face à deux guerres simultanées. Il ne résout pas encore la situation de l'Irak, et ne s'en est toujours pas retiré. Et la guerre en Afghanistan atteint son point culminant depuis 2001.

Cette situation conduit à une impasse pour le gouvernement de Barack Obama. La prudence recommande de partir le plus rapidement possible avant que la situation de ces guerres impopulaires ne

s'aggrave et ne produise une crise interne aux Etats-Unis. Pendant ce temps, la possibilité même d'une défaite honteuse, qui provoquerait une situation d'instabilité dans deux des trois pays du Moyen-Orient, non seulement empêche l'impérialisme de se retirer totalement, mais le contraint à ne pouvoir envisager que d'augmenter le nombre de ses troupes en Afghanistan.

Dans ce dossier nous abordons trois pays qui nous paraissent aujourd'hui les centres de la lutte de classes dans la région. Le problème central pour l'impérialisme est la guerre en **Afghanistan**. Obama se trouve à une croisée de chemins : il a besoin de trouver une sortie négociée avec les Taliban mais il ne peut pas négocier dans une position aussi faible que celle où il se trouve actuellement. D'autre part, pour fortifier sa position et ne pas perdre la guerre, il a besoin de beaucoup plus de soldats. Mais une escalade militaire aurait de sérieuses répercussions internes aux Etats-Unis, où la guerre est déjà très impopulaire.

Par ailleurs, la guerre a traversé la frontière avec le **Pakistan** et est en train de déstabiliser le pays voisin. La guerre est en cours dans un pays très instable, avec un gouvernement faible et en crise.

Enfin, un pays clef pour tout le Moyen-Orient est l'**Iran**, le pays le plus puissant, économiquement et militairement, de la région. Son influence politique s'étend à des pays fondamentaux du Moyen-Orient comme l'Irak (où la majorité du gouvernement repose sur des partis chiites qui ont des liens avec l'Iran), le **Liban**, où il soutient le Hezbollah, également chiite, et même la Palestine où il soutient le mouvement sunnite Hamas.

Les plans de « paix » d'Obama

La nouvelle tactique du gouvernement Obama pour toute la région et pour le monde est d'essayer de freiner et d'ensuite faire reculer les situations explosives à travers les négociations et les plans de paix. Tout spécialement, le gouvernement des Etats-Unis essaye d'obtenir un accord avec le régime des ayatollahs pour accepter le développement de l'industrie nucléaire dans le pays mais en imposant un contrôle international qui ne permette pas que celui-ci développe des armes nucléaires. L'autre face de cette négociation a pour but d'obtenir la collaboration du régime iranien pour aider à la stabilisation

de la région, par exemple en faisant pression sur le Hamas de négocier avec Israël un accord de paix en Palestine, et sur le Hezbollah d'arriver à un accord qui stabilise le Liban.

L'actuelle politique des Etats-Unis n'est pas celle d'envahir l'Iran, comme cela avait été envisagé à l'époque de George W. Bush et de Dick Cheney.

Au contraire, l'impérialisme essaye d'attirer la bourgeoisie et le gouvernement iranien pour que ceux-ci jouent le rôle de stabilisateurs dans la région.

Il essaye de faire la même chose avec le Hezbollah. Et, du point de vue impérialiste, il a obtenu des avancées. Le gouvernement iranien a accepté de négocier l'enrichissement d'uranium en Russie, sous le contrôle de l'AIEA. Et le Hezbollah fait déjà partie du gouvernement du Liban, depuis un an, et a été un facteur de stabilité pour la bourgeoisie du pays.

Cependant, le grand problème de l'impérialisme est que la politique de négociation et les accords de paix sont en porte-à-faux avec la guerre de l'Afghanistan, qui à son tour influence la situation au Pakistan.

Et là réside le dilemme du gouvernement Obama. Ne pas augmenter qualitativement le nombre de ses troupes signifie risquer d'être mis en échec militairement et ne pas être en conditions de rien négocier. Mais s'il accepte de doubler le nombre de soldats, comme le demandent ses généraux, il s'enfonce encore plus dans le conflit et souffrira probablement d'une augmentation de l'opposition à la guerre, au sein même des Etats-Unis.

Un développement plus long de celui auquel a conduit cette guerre jusqu'à aujourd'hui (huit ans), et à une échelle plus vaste, menace de la transformer en un nouveau et gigantesque Vietnam du 21ème siècle pour les Etats-Unis. Par conséquent, c'est sur le terrain politique, social et militaire que se résoudra la lutte de classes dans la région.

Les guerres et révolutions au Moyen-Orient exigent une direction révolutionnaire

Les masses de travailleurs et de paysans des différents pays du Moyen-Orient – qui depuis plusieurs décennies affrontent l'impéria-

lisme américain et ses agents, avec d'énormes sacrifices qui se comptent en millions de vies humaines et en immenses richesses naturelles mises à sac – vivent un véritable drame. Durant plusieurs décennies, les directions nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises successives se sont montrées incapables d'affronter l'impérialisme jusqu'au bout et ont fini par y capituler. L'actuelle direction collaborationniste d'Abbas et de l'OLP est la plus grotesque caricature de ces leaders opportunistes.

La situation actuelle n'est pas idéale. Les directions islamiques, actuellement à la tête des plus importants mouvements de résistance, ont déjà donné des preuves du fait que ce sont des directions bourgeoises qui n'hésitent pas à réprimer les travailleurs et leurs alliés populaires, y compris les secteurs les plus exploités, comme les femmes et les nationalités opprimées. Et bien sûr, comme toute classe privilégiée, elles peuvent capituler à l'impérialisme à tout moment.

C'est pourquoi, plus que jamais, le problème de l'indépendance de la classe ouvrière, face aux organisations bourgeoises et petites-bourgeoises, est fondamental pour que celle-ci assume l'avant-garde de la lutte pour expulser l'impérialisme du Moyen-Orient.

Et pour orienter la classe ouvrière dans ce combat et la diriger vers une Révolution socialiste, qui met un terme à l'exploitation et à l'oppression des peuples, il est indispensable de construire une direction révolutionnaire socialiste dans toute la région. C'est le grand défi pour les révolutionnaires du monde entier.

Pour une nouvelle révolution iranienne

José Welmowicki

Editeur de marxisme vivant

Tito Niegra

Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU) - Brésil



Manifestation
contre la fraude
électorale en Iran

Le 12 juin dernier ont eu lieu les élections pour la présidence de l'Iran. Etonnamment, dès la fin du vote ont été divulgués les résultats officiels donnant la victoire au président Mahmoud Ahmadinejad, pour sa réélection, par 62,3 % des voix, contre 33,7 % pour son principal adversaire, Mir-Hossein Moussavi.

Immédiatement après la divulgation des résultats, une gigantesque vague de mobilisations populaires a commencé, pour dénoncer la fraude. On estime que plus de trois millions de manifestants ont occupé pendant plusieurs jours les rues de Téhéran et d'autres importantes villes, défiant la forte répression de l'Etat et des groupes paramilitaires fidèles au régime. Cette mobilisation, la plus grande révolte populaire après la révolution de 1979, a reculé dans un premier temps, après la répression violente qui a causé la mort d'au moins 17 militants et des centaines d'emprisonnements, mais depuis le 18 sep-

tembre, les masses ont donné la preuve qu'elles ne sont pas mises en échec, et ont profité des actes convoqués officiellement pour le Jour de Jérusalem, action annuelle pro-palestinienne et contre Israël, pour prendre part aux manifestations avec leurs propres drapeaux et mots d'ordre contre le régime, en défiant les organisateurs, tous alliés avec la hiérarchie.

En septembre, nous avons encore vu de nouvelles manifestations, cette fois contre les prisons politiques et les peines graves que la dictature veut imposer à ceux qui ont été arrêtés dans les actes précédents. Au moment où nous écrivons cet article, la presse internationale rend compte du fait que les forces de sécurité ont accompli leurs menaces et ont réprimé des manifestants qui, convoqués par l'opposition, allaient participer à la commémoration, ce 4 novembre dernier, du 30ème anniversaire de l'occupation de l'Ambassade américaine à Téhéran.

La bourgeoisie internationale, par le biais de ses agents (les gouvernements, les grands groupes médiatiques, l'Union européenne), cohérente avec ses objectifs géopolitiques et économiques (qui de fait sont seulement économiques), exploite au maximum les événements, dénonçant la fraude et la répression, et exige la « démocratisation ». Ce qui l'intéresse, c'est l'affaiblissement du régime pour pouvoir négocier dans de meilleures conditions et accélérer l'ouverture économique, les privatisations, et augmenter son influence dans la région.

Et la gauche ? Soutenons-nous Ahmadinejad et son discours anti-sioniste et anti-impérialiste ? Ou peut-être Moussavi, avec ses promesses de démocratisation et de réforme politique ? Ou bien soutenons-nous et nous solidarisons-nous avec la mobilisation populaire durement réprimée ? Ou cette vague de protestations n'est-elle que l'affaire des classes moyennes hautes, pro-impérialistes et manipulées par la CIA ?

Nous voulons examiner quel est le caractère de classe du régime iranien, et à partir de là, nous nous positionnerons face à la réalité actuelle. Il est d'une importance fondamentale pour les travailleurs iraniens, et de toute la région, qu'on ne commette pas les erreurs d'il y a 30 ans, qui ont mené à la défaite de la révolution et à l'installa-

tion d'une dictature théocratique. Il est possible et nécessaire de construire une issue de classe pour la crise actuelle.

Le régime des ayatollahs

Ces protestations populaires récentes en Iran sont le sommet d'un processus en fermentation depuis des années et, pour être plus exact, font partie d'une lutte entamée depuis 1979, il y a déjà 30 ans, et donc par les protagonistes d'une des révolutions les plus impressionnantes du 20ème siècle : la classe ouvrière iranienne, au départ dirigée contre la monarchie répressive et corrompue du Shah, et dirigée aujourd'hui contre la bourgeoisie avec à sa tête un clergé islamique réactionnaire, qui a assumé le pouvoir après la chute du Shah et s'est imposée principalement au prix d'une répression violente contre les opposants.

Une des questions qui contribue à créer la confusion sur le caractère du régime iranien est son origine dans la révolution de 1979. En assumant le pouvoir à la tête de cette révolution énorme, et obligé d'utiliser un discours anti-impérialiste – du fait de la dimension de la lutte et des attaques brutales que l'impérialisme a lâchées sur elle, dès le début – le clergé chiite a utilisé des expressions typiques de la gauche et des courants de libération nationale, et a nationalisé l'industrie pétrolière et le commerce extérieur. Mais, dès le début, la politique de ce secteur, qui a assumé le pouvoir après la chute du Shah, était de reconstruire le pouvoir bourgeois, de stabiliser le capitalisme pour mettre fin à la situation révolutionnaire, et de placer les travailleurs sous sa coupe, en réprimant, si c'était nécessaire.

Le régime théocratique a créé, dès ses débuts, deux instruments forts de répression directement liés au Chef Suprême : le premier est la Garde Révolutionnaire Islamique (Pasdaran), qui a pour fonction de préserver la sécurité nationale et de défendre la révolution, et qui agit par la défense contre les attaques externes et la répression de l'opposition interne, c'est à dire des travailleurs, de la jeunesse, ou des minorités ethniques ; le second instrument de répression sont les groupes paramilitaires non réguliers, connus comme la milice des Bassidji, composée principalement de jeunes recrutés dans les zones rurales et parmi le lumpenprolétariat. Cette milice, constituée de 90 000 effectifs actifs et deux millions de réservistes, est une « force

populaire d'intervention rapide », qui a pour fonction de « combattre les ennemis internes de la Révolution et faire respecter les codes islamiques ». Ces groupes paramilitaires sont connus par la violence et la cruauté employées dans la répression contre les manifestations de protestation interne, et sont responsables des meurtres dans les manifestations après les élections de cette année. Tant les membres de la Garde Révolutionnaire comme ceux de la milice Bassidj sont maintenus sous contrôle strict, à travers des bénéfices financiers et des faveurs, et désormais, les Gardes Révolutionnaires ont aussi étendu leur activité aux secteurs de l'industrie et du commerce d'armes, aux télécommunications, etc., au moyen de fondations, comme nous le verrons plus loin.

Malgré la répression violente de l'Etat, la classe ouvrière iranienne n'a pas cessé de lutter, parce que les attaques sur ses conditions de vie et ses droits ne laisseront jamais oublier l'expérience de la révolution de 1979.

La lutte des travailleurs et des opprimés

Malgré la répression permanente, le mouvement ouvrier iranien est des plus forts et combatifs de la région. Les comités ouvriers (Shoras) ont constitué la base fondamentale de la révolution de 1979 et, pour cela, ont été attaqués et réprimés gravement par la hiérarchie chiite. Pendant les premières années au pouvoir, les ayatollahs ont imposé un modèle répressif de syndicat, même quand les travailleurs y sont hypothétiquement représentés par les Maisons de Travail, des organismes totalement contrôlés par le régime. Toutefois, depuis la fin des années 90, malgré la répression, les travailleurs reprennent leurs luttes et construisent des outils d'organisation indépendants.

Depuis 2003, les travailleurs ont pris part aux actions du 1er mai, en essayant de leur donner un caractère de manifestations non officielles, de revendications et de protestations. Même avec la répression du régime, les détentions et les résignations, chaque année de plus en plus de secteurs s'unissent aux protestations, levant des drapeaux pour une meilleure qualité de vie, pour la liberté et contre le régime. Dans la ville de Tabriz, la seconde plus grande concentration industrielle de l'Iran, le syndicat a décidé, verticalement, pour le

1er mai 2006, que la manifestation serait en faveur du programme nucléaire iranien. Les manifestants – 100 000 personnes, selon certaines sources – ont désobéi aux consignes officielles en criant des mots d'ordre pour leurs conditions de travail.

Quelques secteurs ont construit leurs syndicats ou comités d'entreprise indépendants : par exemple, les conducteurs de bus de Téhéran. C'est un syndicat indépendant très actif, qui a organisé plusieurs grèves et luttes victorieuses contre la municipalité et le régime. Son dirigeant, Mansour Osanloo, est en prison depuis plusieurs années.

La commission d'usine d'automobiles Khodro est un autre secteur d'avant-garde de la réorganisation. Cela fait des années qu'elle lutte et résiste aux pressions du régime. Récemment, en mai dernier, ces travailleurs ont obtenu une importante victoire quand ils sont entrés en grève pour recevoir des salaires en retard, et ont obtenu, en outre, que les travailleurs temporaires deviennent effectifs. D'autre part, cela attire l'attention sur le fait que toujours plus de travailleurs doivent lutter pour, simplement, percevoir leurs salaires.

Les effets de la crise économique mondiale, que la bourgeoisie essaye de rejeter sur le dos des travailleurs, fait apparaître de plus en plus de luttes, dans les plus diverses catégories : les médias internationaux ont informé que 1700 travailleurs de Wagon Pars Company, une des plus grandes entreprises constructrices de wagons de chemins de fer de l'Iran, récemment privatisée, située à Arak (un des principaux centres industriels du pays), sont entrés en grève de la faim parce qu'ils n'ont pas reçu leurs salaires, avec déjà 75 jours de retard (la compagnie admet le retard de deux mois). La grève de la faim a commencé après que l'entreprise a licencié certains grévistes. Les travailleurs de Wagon Pars ont reçu la solidarité des travailleurs de l'Iran Khodro, qui, comme on l'a déjà mentionné, ont une longue tradition de lutte. En 2009, entre les différentes grèves pour le paiement des salaires en retard, nous pouvons citer celle des travailleurs de l'usine de pneus Alborz (paiements retardés de 5 mois) et celle des travailleurs de plusieurs usines textiles. Enfin, nous voulons mentionner la lutte des enseignants, dont 80 % sont des femmes, avec des salaires extrêmement faibles, qui font des manifestations massives pour de meilleurs salaires et sont un des secteurs d'avant-garde dans la lutte contre le régime.

Les travailleurs et la jeunesse trouvent des manières intéressantes d'éviter la répression de leurs manifestations : ils prennent part aux manifestations organisées officiellement puis, en un moment déterminé, ils commencent à crier leurs propres mots d'ordre contre le régime. C'est ce qui s'est passé non seulement pour la commémoration du 1er mai, mais aussi le Jour de Jérusalem, et maintenant, à l'occasion du 30ème anniversaire de l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran.

Aux luttes des travailleurs se joignent beaucoup d'autres, pour les libertés démocratiques des étudiants et des femmes, comme celles qui ont eu lieu en 1999 et qui ont été fortement réprimées sous le gouvernement de Khatami.

Enfin, ce sont les minorités ethniques qui combattent pour leurs droits (et dans quelques cas pour leurs territoires), comme les Kurdes et Azeris, dans le Nord, et les Balouches, dans le Sud de l'Iran.

La structure économique de l'Iran

L'Iran a une population d'à peu près 67 millions d'habitants (ils étaient 35 millions en 1980), très jeune, avec un âge moyen de 27 ans, et dont 68 % se concentre dans les villes. Sa force de travail est estimée à 25 millions de travailleurs, répartis dans les secteurs de l'agriculture (25 %), de l'industrie (31 %) et des services (45 %). Le taux officiel de chômage est de 12,5 %, mais les estimations non officielles révèlent que ce taux dépasse 20 %.

En 2008, le taux officiel d'inflation (sans doute, une valeur sous-estimée) a été de 25,6 %, un des plus élevés au monde, et la population qui vit sous le seuil de pauvreté est, selon le ministre du Bien-être Social, de 25 %.

L'économie iranienne est capitaliste, bien que sa forme de gestion puisse confondre un observateur peu avisé, parce qu'elle est composée d'une mosaïque d'entreprises étatiques, de diverses fondations islamiques (appelées les Boniads), et d'entreprises privées. Cette structure exprime la forte relation de dépendance et d'intérêts mutuels entre la bourgeoisie (bourgeoisie traditionnelle et bourgeoisie des hautes fonctions de l'Etat) et le clergé islamique qui parasite l'Etat, en accumulant des richesses incalculables. L'exemple des Boniads est assez parlant : elles ont été créées au début du régime de

l'ayatollah Khomeini, dans le but de « redistribuer la richesse » confisquée par le régime du Shah, au moyen de construction de logements, de centres de soins de santé, etc. Actuellement, il s'agit d'à peu près 100 grandes fondations (Fondation des Désemparés, Fondation des Martyrs, Fondation des Opprimés et des Invalides de Guerre, etc.), qui fonctionnent dans pratiquement toutes les branches de l'économie iranienne, et représentent une part impressionnante du PIB (entre 30 % et 50 %). Ces fondations sont considérées comme des organismes privés, et jusqu'à récemment elles étaient exonérées d'impôts et de taxes d'importation, jouissant de bénéfices énormes et de privilèges. C'est pourquoi elles ont fini par monopoliser les secteurs de l'économie où elles agissent. En outre, le trafic d'influences et la corruption font que de grandes affaires ne peuvent pas être menées à bien sans la participation ou la médiation d'une fondation. Il n'y a aucun contrôle sur les affaires et la comptabilité de ces organismes, qui en théorie ne doivent rendre des comptes que devant le Guide Suprême, qui peut donner des indications et écarter des dirigeants. Derrière ces fondations, nous trouvons les chefs religieux (les mollahs et les ayatollahs), les plus grands dirigeants de l'Etat, les commandants de la Garde Nationale, et tout un réseau d'alliés ; c'est à dire la nouvelle bourgeoisie qui s'est formée et a été consolidée avec le régime islamique, et dont les affaires et l'accumulation de richesse dépendent de ses relations avec l'appareil étatique.

Prenons pour exemple la Mostazafan & Jambazan Foundation (Fondation pour les Opprimés et les Invalides de Guerre), deuxième entrepreneur du pays, seulement derrière la gigantesque entreprise d'Etat National Iranian Oil Co, qui emploie plus de 400 000 travailleurs et possède des actifs supérieurs à 10 milliards de dollars, dans des secteurs aussi divers que l'ancienne chaîne Hilton, la compagnie de boissons Zam Zam (qui a succédé à Pepsi), une compagnie de transport maritimes, la pétrochimie, l'industrie du ciment, ainsi que des propriétés et biens urbains. Créée à l'origine comme une fondation de travail social (comme son nom l'indique), capitalisée avec d'importantes sommes expropriées à la richesse du Shah, en 1996 elle a commencé à exiger des fonds du gouvernement pour couvrir les frais d'assistance, tandis qu'elle commençait à abandonner ces fonctions pour se consacrer exclusivement aux activités commercia-

les. Cette fondation était jusque récemment entre les mains de Mohsen Rafiqdoost, Ministre de la Garde Révolutionnaire dans les jours de Khomeini, et fut transférée à la Fondation en 1989, quand l'ayatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani est devenu président du pays.

Actuellement, Rafiqdoost, fils de modestes commerçants de fruits et légumes à l'époque de la révolution, est un des hommes les plus riches et puissants du régime, et est à la tête d'une autre fondation, la Noor Foundation, qui construit des immeubles d'appartements et importe des produits pharmaceutiques, du sucre, des matériaux de construction, etc.

Le pouvoir dans l'Etat de l'Iran

Les protestations qui ont amené des milliers de personnes dans la rue contre les résultats électoraux en Iran, et qui continuent toujours, mettent en avant les divisions profondes dans la société de ce pays. Les médias internationaux tentent de caractériser les élections comme un conflit entre le Bien (Mir-Hossein Moussavi) et le Mal (Mahmoud Ahmadinejad), dans lequel le premier représenterait la démocratie, la liberté et la modernité, tandis que le second serait la continuation d'une dictature et d'un pays lié au terrorisme international. Quelques secteurs de la gauche font une autre analyse : Mousavi serait un agent au service de l'impérialisme, un agent néolibéral, tandis qu'Ahmadinejad serait la garantie d'un pays indépendant, anti-sioniste, et maintiendrait la « flamme » anti-impérialiste. Après tout, ceux qui défendent ces personnages, qui et quoi représentent-ils ?

Le clergé chiite a été la direction politique d'un secteur bourgeois qui s'est soulevé contre la spoliation exacerbée que l'impérialisme imposait à travers son agent, le Shah. Pour cela, le clergé s'est appuyé sur la protestation des masses. Mais, quand il s'est senti assez renforcé, il a essayé, conformément à ses intérêts de classe, de reconstruire l'Etat bourgeois et de soumettre les travailleurs. Aujourd'hui, le clergé continue à être une expression de groupes bourgeois qui luttent pour un espace propre sur le marché, face à l'offensive recolonisatrice et aux limites très strictes imposées par la crise économique mondiale.

L'état iranien est bourgeois et possède un régime bonapartiste. De sorte que les conflits électoraux se font à l'intérieur des institutions, et dans un jeu où les dés sont pipés. Les élections en Iran sont totalement contrôlées par le pouvoir central (le Guide Suprême et le Conseil des Gardiens), qui ne permet pas de candidatures indépendantes, ni de candidatures de femmes et encore moins d'opposants de gauche. Il n'y a pas de liberté d'organisation politique. Ainsi, les disputes électorales sont limitées à des débats entre les représentants des factions bourgeoises qui soutiennent le régime. Avant d'examiner ces conflits entre les secteurs de la bourgeoisie iranienne, voyons un peu la biographie de leurs représentants :

- L'ayatollah Alí Khamenei a eu un rôle important dans l'établissement de la République Islamique. Il a été un collaborateur assez proche de Khomeini. Il a été Président de l'Iran de 1981 jusqu'à 1989, année où il a été élu Guide Suprême par le Conseil des Experts, en remplacement de Khomeini, qui était décédé. Par conséquent, il est maintenant le centre du pouvoir, mais il est critiqué par divers secteurs du régime qui ont commencé à examiner sa succession.

- L'ayatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani a présidé le Parlement iranien de 1980 à 1989. Par la suite, il a été élu Président de l'Iran, de 1989 à 1997, succédant à Alí Khamenei. Il est accusé par plusieurs secteurs d'être corrompu et d'utiliser son pouvoir au bénéfice des affaires de sa famille. En 2003, il a été cité par la revue Forbes comme un des hommes les plus riches de l'Iran. Il est revenu sur le devant de la scène en 2005, quand il a disputé la présidence à Ahmadinejad, qui l'a battu au second tour. Rafsanjani occupe encore, depuis 2007, la présidence du Conseil des Experts.

- Mouhammad Khatami a été membre du Parlement (de 1980 à 1982) et Ministre de la Culture, et a occupé diverses postes dans le gouvernement, avant d'être élu Président. Il a assuré la présidence pendant deux mandats, de 1997 à 2005. Sa première élection, en 1997, a fait date dans le processus politique en Iran, puisque 80 % des électeurs sont allés aux urnes (le vote n'est pas obligatoire en Iran), et 70 % de ceux-ci ont voté

pour Khatami, attirés par les propositions qui l'identifiaient comme un politicien réformiste. Sur le plan économique, financé par le secteur privé, Khatami a donné suite au projet néolibéral de son prédécesseur, Rafsanjani, en ouvrant l'économie et en accélérant les privatisations.

- Mir-Hossein Moussavi a été Premier ministre de l'Iran de 1981 à 1989, pendant la période de la guerre Iran-Irak. Il a eu un rôle important dans les accords secrets avec les Etats-Unis, dans ce que l'on appelle le scandale Iran-gate. Après la mort de Khomeini, qui lui offrait son appui politique, son groupe s'est affaibli et il s'est retiré de la vie publique pendant tout ce temps, revenant lors des dernières élections comme candidat à la présidence pour le secteur réformiste, qui a été mis en échec par Ahmadinejad.

- Mahmoud Ahmadinejad a fait partie, après la révolution, de l'Agence pour la Consolidation de l'Unité (OSU), organisation estudiantine créée pour combattre les groupes de gauche traditionnellement actifs dans les universités. Pendant l'attaque contre les universités, appelée révolution culturelle islamique par Khomeini, les militants de l'OSU ont mis en oeuvre la purge d'un grand nombre de professeurs et d'étudiants dissidents, dont beaucoup ont été arrêtés et exécutés. Il a occupé des postes de gouverneur dans de petites provinces, jusqu'à ce qu'en 2003 il a été nommé pour assumer la présidence de Téhéran. En 2005, il a été élu Président avec un discours populiste, se présentant comme le défenseur des pauvres.

Comme on peut le constater, tous ces politiciens proviennent du clergé ou des organisations liées à la hiérarchie et ils ont fait leur carrière dans le système, en occupant, durant les derniers 30 ans, d'importants postes dans la structure du pouvoir iranien. Aucun de ces personnages ne représente une rupture avec le régime théocratique, tous restent loyaux à la République Islamique, ils se présentent comme ses défenseurs et disputent des postes en acceptant ses règles.

Par essence, Ahmadinejad et Moussavi donnent forme, dans ce processus électoral, à deux grands groupes de la bourgeoisie ira-

nienne qui luttent pour le contrôle de l'appareil d'Etat, pour mieux en profiter économiquement. Sur ce point il y a beaucoup de similitude avec les conflits entre bourgeoisies, si communs dans la plupart des pays et qui se manifestent dans les différents partis.

Ce conflit est devenu plus tendu lors des dernières élections, suite à la crise économique et à la chute des prix du pétrole, ce qui a signifié une diminution de la taille du « gâteau », avec moins d'occasions d'affaires. Cela se reflète dans le fait qu'Ahmadinejad a accusé publiquement Rafsanjani d'être corrompu, dans la mesure où celui-ci a défendu la fin de la figure du Guide Suprême, et sa substitution par un Conseil des ayatollahs.

Un autre élément est en rapport avec la meilleure manière de combattre les mouvements sociaux (lutttes syndicales, de la jeunesse, des femmes, des minorités ethniques et religieuses...). Il s'agit de trouver la meilleure tactique pour que ces mouvements n'échappent pas au contrôle et ne remettent pas en question ni ne minent le régime islamique, mais que d'autre part, ils soutiennent les élections de l'un des côtés. C'est là un sujet extrêmement important et très actuel, parce que le gouvernement a essayé de mettre les conséquences de l'actuelle crise économique sur le dos des travailleurs, ce qui augmente les conflits et les tensions sociales.

L'aile d'Ahmadinejad et d'Alí Khamenei s'enfonce dans la répression, grâce à l'appareil policier et aux milices fascistes, attaque les lutttes syndicales et les lutttes pour les libertés politiques, arrête leurs dirigeants, ne reconnaît pas les droits des femmes et des minorités ethniques. Elle essaie de compenser cette position par son populisme, qui promet de donner plus à manger aux pauvres, avec des politiques d'aides et de compensations, le tout « emballé » dans un discours fortement anti-impérialiste, utilisé pour justifier tant les « difficultés économiques » que la répression des « agents déstabilisants infiltrés ». Le discours anti-impérialiste a aussi la fonction de hausser, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, le régime iranien comme un leader de la région, contre les intérêts des Etats-Unis, renforçant et accroissant son importance dans les négociations internationales.

L'aile réformiste, représentée par Moussavi, plaide pour un régime avec quelques ouvertures, avec de plus grandes libertés, et qui allège

ou dévie les tensions sociales, en évitant qu'elles soient hors de contrôle, parce qu'il craint une explosion sociale capable de démolir les bases du régime, comme cela est déjà arrivé dans des situations semblables. Il se présente comme un libérateur, aussi bien politiquement qu'économiquement. La campagne de Moussavi est fondée sur de vagues promesses, comme la justice sociale, l'égalité, la liberté d'expression, la lutte contre la corruption, etc.

De cette façon, il a récupéré la sympathie des mouvements sociaux, en particulier de la jeunesse et des secteurs de classe moyenne, qui avaient perdu leurs illusions avec le gouvernement de son allié Khatami qui, il y a dix ans, s'était uni à Khamenei dans la répression violente des manifestations étudiantes pour les libertés démocratiques (des libertés qui allaient au-delà des limites acceptables pour le régime). Il s'agit d'une aile de la bourgeoisie iranienne entretenant de meilleures relations avec l'impérialisme européen, avec lequel elle a des liens commerciaux forts dans plusieurs secteurs, et c'est pourquoi elle défend une plus grande ouverture économique et l'accélération des privatisations.

Nous avons vu que ces ailes de la bourgeoisie iranienne s'agitent pour défendre leurs intérêts dans l'appropriation de la richesse de l'Etat, mais elles sont unies face à toute menace au régime théocratique, signe clair de la limite de la « démocratisation » défendue par l'aile de Moussavi.

Qu'en est-il de la gestion de l'économie ? Bien qu'il existe des différences dans les rythmes que chacun veut imposer, il n'y a pas de différend entre les partisans de la privatisation et ceux qui soutiennent une économie étatique, ou entre ceux qui veulent davantage de relations commerciales avec l'impérialisme et ceux qui les rejettent. Toute analyse des mesures adoptées par le gouvernement d'Ahmadi-nejad indique que c'est sous ce gouvernement, qu'une partie de la gauche considère « défenseur de la nationalisation et anti-impérialiste », qu'ont été réalisées le plus grand nombre de privatisations et que s'intensifièrent les relations commerciales avec l'impérialisme, y compris les Etats-Unis.

Sur la page officielle de l'Organisation iranienne de la Privatisation est présentée, comme une occasion d'investissement pour le marché international, la liste d'entreprises à privatiser en 2009, à tra-

vers la vente de ses actions ou par la réception des offres.⁸ La liste inclut des industries pétrochimiques et sidérurgiques, des compagnies de gaz, des raffineries de pétrole, des lignes aériennes, des banques, et la Compagnie iranienne de Télécommunications. En outre, l'actuel ministre du Commerce de l'Iran, Massoud Mir-Kazemi, a annoncé qu'en 2008, le pays a attiré un investissement étranger en augmentation de 300 % par rapport aux deux dernières années. Le Ministère des Affaires Economiques et des Finances a même annoncé que, pendant la gestion d'Ahmadinejad, les privatisations avaient déjà dépassé plus de trois fois celles survenues durant les derniers 15 ans.

Enfin, les chiffres officiels montrent que, malgré les heurts et l'hostilité dans leur discours, le gouvernement de Bush et celui d'Ahmadinejad ont été extrêmement pragmatiques en termes d'association commerciale : les transactions commerciales entre les Etats-Unis et l'Iran ont augmenté d'environ 600 % durant les quatre années du premier mandat du Président iranien.⁹

Comme nous l'avons vu, ces deux ailes du régime iranien sont semblables, et ce qui a intensifié le conflit entre elles, atteignant un niveau inconnu lors de ces élections, c'est la crise économique qui, comme nous l'avons dit, réduit les « opportunités ». Pour se maintenir, ces ailes doivent nécessairement occuper l'espace de l'autre, et c'est ainsi qu'elles affaiblissent le système, en créant des brèches. Le problème pour eux est que la crise a d'autres conséquences : en cherchant à faire payer l'addition aux travailleurs, la bourgeoisie les pousse à réagir, à se défendre, à lutter... et c'est ce qui explique l'augmentation des grèves dans la dernière période. Les masses entrent en scène dans la lutte pour leurs intérêts, prennent part au processus électoral, et provoquent encore plus de contradictions pour le régime bonapartiste, en provoquant une crise au sommet.

A ce degré de crise et d'affaiblissement du régime, même avec une répression violente, il est peu probable de retourner à l'état antérieur, comme le souhaite Ahmadinejad, ou seulement avec de petites ouvertures, comme le veulent Moussavi et Rafsanjani. L'expérience de

⁸ <http://ipo.ir/index.aspx?siteid=83&pageid=20410> Accès le 26/10/2009

⁹ [www.guardian.co.uk/world/2009/oct/12/us-iran-trade - mahmoud-ahmadinejad](http://www.guardian.co.uk/world/2009/oct/12/us-iran-trade-mahmoud-ahmadinejad) Accès le 26/10/2009

la révolution de 1979 pourrait servir de leçon aux dictateurs d'aujourd'hui, et c'est peut-être l'origine des fantômes de leurs mauvaises nuits. Cette révolution continue certainement dans les esprits et dans les cœurs des travailleurs, qui se sont réveillés de nouveau pour l'action politique des masses.

Les accords de l'Iran avec l'impérialisme pour la stabilisation de la région

On ne peut pas comprendre la position de l'impérialisme dans la crise en cours depuis juin, sans analyser le rôle qu'accomplit dernièrement l'Iran dans la situation régionale : d'une part, l'impérialisme a essayé, depuis la révolution de 1979, de liquider définitivement toute caractéristique d'indépendance du régime (et ceci explique, par exemple, la pression exercée contre le programme nucléaire) ; d'autre part, il reconnaît l'importance de l'Iran dans la solution de divers problèmes régionaux, causés par la désastreuse politique de Bush, de « guerre contre la terreur ». Cette politique a considérablement réduit la force de la pression militaire des Etats-Unis qui, malgré les centaines de milliers de soldats envoyés en Irak et en Afghanistan, ne peut pas stabiliser la situation. A cela s'ajoute la défaite d'Israël au Liban, en 2006, sans oublier un autre composant explosif, comme l'a été l'ouverture de la « boîte de Pandore » des luttes inter-ethniques dans la région.

De nos jours, les Américains n'ont pas d'alliés de poids dans la région : ils ne peuvent plus compter sur leurs ex-alliés, comme l'a été Saddam Hussein en 1980 avant d'être rejeté, ni sur l'influence qu'a eue l'Egypte, actuellement régie par Moubarak, de plus en plus discrédité face aux masses par son virage à droite ; Israël est haï et est sorti affaibli du Liban ; l'impérialisme américain ne peut pas non plus avoir confiance dans la monarchie corrompue de l'Arabie Saoudite. L'Iran est devenu le seul pays dont le poids est suffisant sur les directions et sur les masses pour jouer un rôle important dans la stabilisation de la région. Son influence sur le Hezbollah, et ces derniers temps sur le Hamas, le consolide comme un facteur réel de pouvoir dans la zone. Même la Syrie, gouvernée jusqu'à présent par

le Baas, s'est mise en association avec les Iraniens pour résister à la pression d'Israël et des Etats-Unis.

L'impérialisme s'est vu obligé de négocier et d'avoir quelque forme de relation avec le même système qu'il désignait comme « hors la loi », « terroriste », etc. Et ces négociations ont été entamées sous le gouvernement de Bush, pour garantir un minimum de stabilité en Irak, avec le gouvernement fantoche de Jaafari puis celui d'Al-Maliki, dirigeants de la bourgeoisie chiite irakienne, qui étaient des hommes de confiance de l'Iran et le sont jusqu'à ce jour. Comment expliquer que les gouvernements Jaafari et Al-Maliki, pleinement liés à l'Iran quant à la politique, soient le bras droit de l'occupation, si ce n'est par une alliance pratique, entre l'Iran et les Etats-Unis, dans le soutien de ce « gouvernement » ?

Les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran se sont développées encore davantage avec le changement de la réalité après la défaite de la politique de guerre contre la terreur de G.W. Bush. Les conflits avec les Etats-Unis n'ont pas empêché que la direction de la République Islamique négocie et collabore activement avec la domination impérialiste dans la région, pourvu qu'elle leur permette d'obtenir des profits et d'atteindre au moins une petite partie du butin de la rapine impérialiste. Outre l'exemple précédemment cité, sur les accords pour le soutien de gouvernements fantoches en Irak, c'est un fait avéré que l'Iran a coopéré avec les Etats-Unis dans l'occupation de l'Afghanistan. Comme les Taliban ne sont pas sous sa sphère d'influence, et considérant qu'ils peuvent être un problème pour la stabilisation de la région, l'Iran permet que des armes américaines traversent leur territoire pour approvisionner les troupes d'occupation en Afghanistan. D'autre part, l'Iran a exercé des pressions politiques et financières sur le Hezbollah, pour que ce dernier s'intègre au gouvernement bourgeois du Liban. Ainsi, l'Iran a contribué à une stabilisation régionale relative, pour calmer une des principales organisations qui font face militairement à Israël, ce qui permet un repos pour l'Etat sioniste.

Le gouvernement d'Obama a décidé, face à la situation critique laissée par Bush au Moyen-Orient, d'intensifier les négociations avec les forces de la région, en cherchant une issue honorable pour le retrait de ses troupes, en même temps qu'il essaye d'obtenir une

stabilisation relative dans la région. Pour cela, il dispose d'une plus grande interaction avec l'Iran, ce qui explique, en partie, le changement dans le ton des négociations.

Les Etats-Unis montrent qu'ils sont disposés à réévaluer la coopération avec les ayatollahs, depuis que le régime accepte de diminuer ses prétentions et abandonne, comme preuve, son projet d'enrichissement d'uranium et sa tentative de produire des armes nucléaires. Ce n'est pas par hasard que, dans sa campagne électorale, Obama insistait pour dire qu'il ouvrirait un dialogue avec le régime iranien, malgré les diatribes de ce dernier contre Israël. Et il a ouvertement encouragé Lula à recevoir Ahmadinejad en décembre, au Brésil, pour le convaincre d'être plus souple.

Le programme nucléaire iranien : une capitulation de plus est négociée à l'impérialisme

Malgré toutes les « propositions en faveur du dialogue » faites à l'Iran, l'impérialisme est très clair dans les négociations sur l'accord nucléaire : il n'acceptera pas que l'Iran acquière une technologie qui lui permette de développer des armes nucléaires, puisque ceci causerait davantage d'instabilité dans la région, en particulier avec Israël. Mais il ne peut pas prouver que l'Iran viole certaines règles des conventions internationales, même par rapport au Traité de non-prolifération en vigueur, qui sert les intérêts des grandes puissances. Toutefois, les Etats-Unis exigent la fin du programme nucléaire iranien, en faisant valoir que le pays n'a pas besoin de l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité.

On oublie qu'il y a quelques années, ils ont utilisé l'argument contraire pour pouvoir vendre des réacteurs à l'Iran, quand celui-ci était dirigé par le gouvernement fantoche des yankees. Les Etats-Unis ont une politique sélective sur la question nucléaire : appui et coopération au programme nucléaire d'Israël et du Pakistan, sans que ces pays (tout comme l'Inde, un autre allié) aient signé le Traité de non-prolifération.

Pendant toutes ces années, l'Iran a publiquement dénoncé la discrimination subie et a affirmé qu'il ne renoncerait pas à son droit d'enrichir l'uranium, tout comme d'autres nations qui ont signé le

Traité. Nous défendons le droit de l'Iran de posséder et développer la technologie nucléaire, y compris celle d'avoir des armes nucléaires pour se défendre de l'impérialisme et d'Israël. Cependant, dans ce domaine, la tendance du système a aussi été de capituler, en maintenant le discours anti-impérialiste pour son public interne et en essayant d'obtenir de meilleures conditions dans les négociations menées à bien par l'AIEA et par le Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'Iran a cédé toujours plus de son autonomie, au point d'accepter dans ces dernières négociations, quoique avec des hauts et bas, d'abandonner son programme d'enrichissement, en envoyant l'uranium qu'il a en stock (enrichi à 3,5 %), pour qu'il soit enrichi en Russie et en France au niveau de 18,5 %, et qu'il soit renvoyé comme élément combustible, monté pour son utilisation dans un réacteur nucléaire pour produits radio-pharmaceutiques utilisés dans le diagnostic et le traitement du cancer. De cette manière, l'Iran n'aurait pas d'uranium en quantité suffisante pour promouvoir l'enrichissement aux niveaux nécessaires pour la fabrication d'armes nucléaires.

Quelle issue pour l'Iran du point de vue de la classe ouvrière ?

La seule issue viable pour l'Iran est la révolution qui détruit l'Etat actuel et qui tend à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, alliée avec les paysans et les secteurs populaires. Les divers processus de lutte apparus dernièrement pour faire face de manière directe au véritable ennemi, la dictature théocratique qui réprime les travailleurs, doit réunir la jeunesse, les femmes, les minorités ethniques et religieuses, et tous les opposants, de manière générale.

Comme nous l'avons dit au début de ce texte, les manifestations de juin ont été les plus importantes depuis 1979 et ont rappelé à tous ce processus. Mais beaucoup de détracteurs du mouvement disent qu'il ne s'agissait que de manifestations de la « classe moyenne » urbaine, manipulée par l'impérialisme.

Toute analyse sérieuse montre que, pendant les manifestations de juin, il y avait une participation du mouvement ouvrier organisé, soit par la présence physique des travailleurs, soit par des manifestes comme celui de l'Iran Khodro et des chauffeurs de Téhéran. Par

conséquent, il y a eu de fortes manifestations non seulement à Téhéran, mais aussi dans des villes industrielles comme Ispahan ou Tabriz (dans la région d'Azerbaïdjan). D'autre part, il y a eu une importante participation des professeurs, des femmes, du mouvement étudiant et des intellectuels. Il en a été ainsi parce que la classe ouvrière et les secteurs populaires se sont fatigué d'être réprimés et de subir les conséquences de l'exploitation capitaliste, approuvée par la hiérarchie chiite. C'est à dire que cela a été de fait un soulèvement ouvrier et populaire contre un régime bourgeois répressif, bien que sa direction soit une aile de la bourgeoisie. Dans une confrontation entre les masses et ce régime, il ne peut y avoir nul doute concernant le côté sur lequel nous nous trouvons : du côté des masses qui réclament leurs droits démocratiques ; et en même temps, nous dénonçons la direction politique bourgeoise et pro-impérialiste, représentée par Moussavi.

Nous ne pouvons pas permettre que les erreurs de 1979 se répètent et que la bourgeoisie (celle qui est au pouvoir ou les factions opposées) prenne la direction de ce processus de lutte ; ceci conduirait de nouveau les masses sur une voie sans issue. Il est nécessaire que la classe ouvrière iranienne avance dans ses instances et méthodes d'organisation, se pose comme la direction des autres secteurs opprimés, présente et construise une solution de classe pour l'Iran, opposée au régime des ayatollahs et contre l'opposition bourgeoise et l'impérialisme : une issue qui tende vers une société socialiste.

La défense des libertés démocratiques ne peut pas rester dans les mains de l'impérialisme.

Même après les manifestations de juin, le gouvernement d'Ahmadinejad continue à poursuivre les opposants politiques, avec le prétexte qu'ils sont organisés par l'impérialisme. Il est regrettable qu'une partie significative de la gauche, particulièrement celle liée aux partis staliniens et au chavisme, se soit alignée sur cette position et défende le gouvernement d'Ahmadinejad, en qualifiant les protestations de « conspiration de la CIA ». De cette manière, ils finissent par défendre la répression sanglante du gouvernement iranien sur les masses, laissant penser que la répression envers le peuple est justi-

fiable, pour se défendre de l'impérialisme. Cette attitude, dans la pratique, est une contribution précieuse à l'impérialisme parce qu'elle lui laisse, dans des mains ensanglantées, le drapeau de la défense des libertés démocratiques et de la dénonciation de la répression.

Ces drapeaux doivent être dans les mains de ceux qui, de fait, en sont les propriétaires : les organisations des travailleurs. C'est à ces organisations que revient le rôle de mener le processus de la lutte des opprimés, en appelant à la plus vaste unité d'action en défense des droits démocratiques.

Pour la liberté d'expression et de presse, pour des élections libres, pour la liberté d'organisation politique, pour une Assemblée Constituante laïque, pour le droit d'organiser des syndicats libres, pour le droit d'organisation et d'expression des minorités, et pour la fin de toutes les institutions bonapartistes typiques du régime théocratique. Ils doivent, dans ce processus, imposer leurs drapeaux de classe contre l'exploitation capitaliste et pour leur droit à l'organisation indépendante.

C'est le chemin pour démasquer Moussavi et son groupe, qui s'en tiennent à la défense du régime. Il est nécessaire de les combattre de l'intérieur par un processus de mobilisation, pour qu'ils ne canalisent pas les aspirations légitimes des masses iraniennes dans la voie sans issue de la réforme du système et de l'ouverture toujours plus grande à l'impérialisme.

Nous répétons que, si les travailleurs et la gauche mondiale n'assument pas le drapeau des libertés démocratiques en Iran, celles-ci seront arrachées par les secteurs de la bourgeoisie et l'impérialisme, qui finiront par gagner l'appui des masses. Défendre la répression des manifestations au nom d'une supposée nature « anti-impérialiste » d'Ahmadinejad et de son régime, c'est réitérer la trahison du Tudeh iranien et de la Gauche anti-Khomeini peu après 1979, qui a permis que le régime sorte renforcé, en réprimant et en empêchant le développement d'une alternative indépendante de classe en Iran.

La gauche révolutionnaire doit promouvoir la lutte contre la dictature des ayatollahs et, en même temps, dénoncer toute illusion dans l'opposition bourgeoise et l'impérialisme. La prise du pouvoir par la

classe ouvrière est le seul chemin pour expulser, une fois pour toutes, l'impérialisme et mettre fin à l'exploitation capitaliste en Iran.

L'Afghanistan : une croisée de chemins pour l'impérialisme

Bernardo Cerdeira
Editeur de la revue Le Marxisme Vivant



2001 :
Occupation
de l'Afghanistan
par les Etats-
Unis

L'actuelle situation d'Afghanistan est marquée par trois aspects fondamentaux. Le premier est évidemment la guerre, qui dure depuis huit ans, entre les 100 000 soldats des forces d'occupation impérialiste et la guérilla des Taliban. Le second aspect est la crise du gouvernement et du régime politique colonial, montés et soutenus par les Etats-Unis et qui tombent dans la corruption, le trafic de drogues et les fraudes électorales. Le troisième aspect est le dilemme de la politique globale de l'impérialisme, qui doit choisir entre augmenter l'envoi de troupes militaires et d'armements ou risquer que les Taliban prennent de nouveau le pouvoir. En partant de l'analyse de ces trois aspects, nous voulons découvrir les enjeux les plus importantes de la guerre de l'Afghanistan.

La guerre

Dans le *Courrier International* de septembre de cette année, la LIT résumait ainsi l'actuelle situation militaire des Etats-Unis dans ce conflit : « *Des troupes américaines occupent l'Afghanistan depuis*

huit ans, une période presque 50 % plus longue que la participation du pays dans les deux Guerres Mondiales. Toutefois, après tout ce temps, les Taliban (qui ont été destitués du gouvernement, au moment de l'occupation en 2001), maintiennent une activité permanente de guérilla dans presque tout le pays.

Selon le centre d'études britannique International Council on Security and Development (cité par Estado de São Paulo, 11/09/2009) les Taliban agissent dans 97 % du territoire afghan. Dans 80 % du pays la présence d'insurgés serait permanente. Ce pourcentage croît rapidement, puisqu'en novembre 2007 il était de 54 % et en 2008, 72 %. Une carte produite par ce centre montre que presque la moitié du pays est sous le contrôle des Taliban ou sous le risque d'attaques. Dans les derniers mois, les insurgés ont augmenté leurs attaques dans le Nord du pays, une région qui jusque là était considérée pacifique.

Les pertes américaines et des autres pays de l'OTAN croissent constamment et ont atteint leur plus haut chiffre cette année. Les troupes d'occupation contrôlent seulement la région de Kaboul, mais même là ils ne parviennent pas à éviter les attaques, comme l'attentat à la bombe en face du quartier général de l'OTAN, qui a tué 7 personnes. »¹⁰

La situation décrite a non seulement été confirmée mais elle s'est sensiblement aggravée dans les deux derniers mois. En octobre, 55 soldats américains sont morts, le plus grand nombre de pertes en un mois depuis qu'a commencé la guerre. D'autre part, les Taliban ont intensifié les attaques des camions qui approvisionnent régulièrement les troupes impérialistes en combustibles, aliments et équipements militaires nécessaires. Les convois qui viennent du Pakistan, traversant les montagnes par la route du Col de Khyber, sont régulièrement attaqués et détruits.

L'augmentation des actions des Taliban continue, bien que le gouvernement d'Obama ait cherché à fortifier sa position militaire cette année : il a envoyé plus de 30 000 soldats et il a déplacé 4000 d'entre eux vers la province de Helmand, pour combattre les insurgés dans cette région, une de plus conflictuelles de l'Afghanistan.

¹⁰ Courrier International, 152, septembre 2009

Actuellement, 68 000 soldats américains et 32 000 d'autres pays de l'OTAN occupent l'Afghanistan, totalisant 100 000 militaires, le plus grand nombre depuis qu'a commencé la guerre. Les forces de l'OTAN sont composées, après les Etats-Unis, surtout de soldats de pays impérialistes européens : l'Angleterre occupe le second poste avec 8300 hommes, l'Allemagne en a 3600, la France, 3300, l'Espagne, 2400, l'Italie 2800.

Malgré cela, le général Stanley McChrystal, commandant des forces d'occupation en Afghanistan, a encore demandé au gouvernement l'envoi de 40 000 soldats en plus, sans lesquels, selon lui, les Etats-Unis risquent de perdre cette guerre.

On n'a pas besoin de cette déclaration pour arriver à la conclusion que les Etats-Unis et l'OTAN ont des problèmes graves du point de vue militaire. La meilleure preuve est la demande d'augmenter les troupes américaines de 60 %, avec l'équivalent en armes et équipements, ce qui signifie un effort de guerre extraordinaire. Avec une armée des Etats-Unis épuisée après huit ans de combats dans deux guerres simultanées, il est facile de comprendre qu'une telle mesure n'aurait pas été prise si elle n'était pas décisive.

L'impérialisme ne peut pas s'offrir le luxe de subir une autre défaite militaire, cette fois en Afghanistan. La défaite au Vietnam a coûté des années de crise jusqu'à ce que les Etats-Unis puissent reprendre leur offensive contre les peuples exploités du monde. La sortie de l'Iraq, même si le gouvernement yankee essaye d'atténuer ses effets et cherche un retrait « honorable », a signifié la fin du projet d'un nouveau « siècle américain » et de l'offensive bonapartiste qui l'accompagnait. Une défaite en Afghanistan peut ouvrir une nouvelle crise de grandes proportions.

Les Taliban et l'extension de la guerre au Pakistan

Un autre aspect fondamental de la situation militaire est la facilité géographique dont les Taliban disposent pour développer leur activité de guérilla. Comme dans tous les mouvements de guérilla qui réussissent, les Taliban se sont renforcés parce qu'ils ont un pays voisin, dans ce cas le Pakistan, qu'ils peuvent utiliser comme refuge. Les insurgés talibans traversent la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, facilement franchissable, avec très peu de surveillance, et

ils sont à l'abri dans le pays voisin. Ils profitent des liens ethniques, culturels et même familiaux, puisque leur principale base d'appui se trouve chez les Pachtounes, un peuple qui vit des deux côtés de la frontière.

Ce peuple, qui constitue la plus grande ethnie de l'Afghanistan avec 40 % de la population, est aussi très présent au Pakistan, surtout dans la Province appelée « Province de la Frontière nord-ouest », dans les Secteurs Tribales et dans le Nord de la Province du Balouchistan. De plus, au Pakistan il existe plus de cinq millions de réfugiés afghans, la majorité pachtounes, une grande partie concentrée autour de la ville de Peshawar. Au total, 26 millions de Pachtounes vivent au Pakistan.

Les Taliban sont arrivés à dominer une région, la Vallée de Swat dans la Province de la Frontière nord-ouest, où ils avaient implanté la loi islamique de la charria¹¹, avec l'accord implicite du gouvernement pakistanais. Récemment, le gouvernement a rompu l'accord et a attaqué les Taliban, en les expulsant de la Vallée. Toutefois, l'offensive de l'armée pakistanaise a fait plus de deux millions de réfugiés pakistanais dans leur propre pays.

Dans les derniers jours d'octobre, l'armée pakistanaise a lancé une autre offensive, cette fois pour essayer de déloger les Taliban du Waziristan du Sud, une région faisant partie des secteurs appelés « Secteurs Tribales du Pakistan ».

Pour se faire une idée de ce que signifie la présence des Taliban dans ce secteur, il est intéressant de lire la déclaration du journaliste David Rohde, du *New York Times*, qui a été kidnappé et a été maintenu comme otage pendant sept mois par les Haqqani, une des factions des Taliban. Rohde raconte comment il a été kidnappé en Afghanistan et a ensuite été transporté jusqu'en Waziristan du Sud et plus tard jusqu'en Waziristan du Nord. Selon lui, les Taliban ont créé un mini-Etat dans cette région, un « émirat islamique » avec la même forme qu'avait l'Afghanistan avant l'invasion des troupes américaines. Le journaliste affirme : « *La perte de milliers de vies*

¹¹ Corps de Droit islamique, adopté par la majorité des musulmans. Il constitue un code détaillé de conduite, dans lequel on inclut aussi les normes relatives aux modes du culte, les critères de la morale et de la vie, les choses permises ou interdites, les règles séparatrices entre le bien et le mal.

afghanes, pakistanaises et américaines et la perte de milliards de dollars en aide américaine ont seulement déplacé l'Etat quelques kilomètres vers l'est, mais ne l'ont pas éliminé ».¹²

Ce qui est évident avec les campagnes de l'armée pakistanaise dans la Vallée du Swat et dans le Waziristan, c'est que la guerre s'est étendue au Pakistan. Les raisons sont politiques et sociales, et la géographie y joue un rôle. Les deux pays partagent 2400 kilomètres de frontière, mais cette ligne existe seulement sur les cartes.

C'est-à-dire, l'extension du conflit au Pakistan révèle, en toile de fond, une question nationale qui est très présente dans cette région : une division artificielle du peuple Pachtoune créée par l'impérialisme britannique en 1893, quand a été créée la Ligne Durand, une frontière tracée entre l'Inde britannique et le territoire afghan. Pendant des décennies, des Pachtounes nationalistes avaient défendu la création du Pachtounistan comme un pays indépendant, constitué des secteurs sous domination de cette ethnie en Afghanistan et au Pakistan.

Ce processus doit donc être compris dans son contexte régional et mondial. La guerre de l'Afghanistan est une guerre de libération nationale contre l'occupation militaire impérialiste. Pour cela, elle unit différentes ethnies des pays de la région, qui combattent aussi contre l'oppression de l'impérialisme et contre ses agents nationaux et contre la division que l'impérialisme a imposée.

La guerre déstabilise non seulement le Pakistan, elle peut arriver à déstabiliser toute la région, parce que l'Afghanistan a une position stratégique au Moyen-Orient : il est situé entre l'Iran, l'Asie Centrale et le sous-continent indien et il a des liens ethniques avec les peuples iraniens, turcs et indiens de plusieurs pays de la région.

Toutefois, le plus important est que cette guerre de libération nationale s'insère dans le contexte général de la lutte des peuples islamiques contre l'impérialisme. C'est pourquoi nous assistons à ce phénomène que des combattants de différentes nationalités islamiques soutiennent la révolte.

Finalement, en frappant et en affaiblissant directement l'impérialisme, la guerre de libération nationale du peuple afghan se trans-

¹² The New York Times, article reproduit par *Folha de São Paulo* (02/11/2009).

forme en un fait qui a une répercussion mondiale pour les travailleurs et les peuples du monde entier.

Mais avant d'aborder la situation politique de l'occupation militaire et la politique d'Obama, il nous paraît utile d'apporter quelques données qui permettent de mieux comprendre l'Afghanistan et quelques éléments de son histoire récente.

Qu'est que l'Afghanistan?

L'Afghanistan est un pays montagneux (85 % de son territoire est formé de montagnes) avec une superficie de 647 500 km². Sa population était estimée à environ 32 millions d'habitants en 2008. Il est l'un des pays les plus pauvres du monde. L'indice de mortalité infantile est de 160 décès pour 1000 naissances. L'espérance de vie est de 44 ans. Son Produit Intérieur Brut (PIB) est de 21 milliards de dollars (base PPC) et le Revenu National Brut par habitant est de 760 dollars. Il occupe l'une des places les plus basse (174ème) parmi tous les pays du monde dans l'Indice de Développement Humain (IDH).

L'instabilité politique et les conflits internes ont mené l'économie, déjà faible, et l'infrastructure à la ruine. Aujourd'hui, environ un tiers de la population afghane a déjà abandonné le pays.

En Afghanistan, différents groupes ethniques coexistent, qui sont pour la plupart des peuples iraniens, c'est-à-dire, qui parlent des langues indo-européennes du sous-groupe des langues iraniennes (les Pachtounes, les Tadjiks et les Baloutches, par exemple). D'autres ethnies parlent des langues du groupe turc (comme les Ouzbeks et les Turkmènes). La langue dari, aussi appelée langue persane orientale ou farsi oriental, est parlée dans 50 % du pays et est utilisée comme langue d'échange entre les différents peuples iraniens.

Comme il n'y a pas de recensement systématique dans le pays, il n'existe pas de statistiques précises de la taille et de la composition des différents groupes ethniques. Selon le World Factbook de la CIA¹³, une distribution approximative est la suivante : Pachtounes

¹³ Espèce d'annuaire de la CIA où sont analysées des données géographiques, économiques et sociales de tous les pays du monde.

42 %, Tadjiks 27 %, Hazaras 9 %, Ouzbeks 9 %, Aimaks 4 %, Turkmènes 3 %, Baloutches 2 %.¹⁴

Ces groupes ethniques vivent aussi dans plusieurs pays avec lesquels l'Afghanistan a des frontières. Par exemple, il existe environ 26 millions de Pachtounes au Pakistan selon le dernier recensement. La majorité vit dans la Province de la Frontière Nord-Ouest, dont la capitale est Peshawar, mais il existe aussi 3,5 millions de Pachtounes à Karachi, une des plus grandes villes du Pakistan et qui abrite la plus grande concentration de cette ethnie dans une seule ville. D'autres ethnies sont majoritaires dans des pays voisins, comme le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan.

Les bases historiques de la guerre actuelle

Les éléments de l'histoire récente de l'Afghanistan, qui expliquent les racines de la guerre actuelle, remontent à trois décennies : la révolution iranienne et l'invasion soviétique en Afghanistan. En 1979, une révolution ouvrière et populaire en Iran a renversé la dictature du Shah Reza Pahleavi. Cet événement a eu un impact énorme sur les peuples islamiques opprimés par l'impérialisme.

Il a aussi eu une répercussion sur les Républiques de majorité islamique de la frontière sud de l'Union soviétique (l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan)¹⁵ ainsi que sur les ethnies islamiques en Russie (comme les Tchétchènes), toutes opprimées par le chauvinisme russe, stimulé par la bureaucratie stalinienne.

L'Afghanistan avait un gouvernement politiquement proche de celui de l'Union soviétique, mais qui subissait des pressions de la part d'une opposition islamique croissante et des problèmes internes. Face à la constitution d'une république islamique à la frontière et l'extension possible de la révolution islamique aux républiques de l'Asie Centrale, l'Union soviétique a envahi l'Afghanistan.

¹⁴ CIA World Fact - Book, 2007

¹⁵ Le nom de ces pays est formé en ajoutant le suffixe istan (qui veut dire « lieu » en farsi ou persan) au nom de l'ethnie principale du pays. Ainsi, l'Ouzbékistan signifie « lieu ou terre des Ouzbeks », Tadjikistan, « lieu ou terre des Tadjiks », etc. L'Afghanistan signifie « lieu, terre ou pays des Afghans », qui est le nom par lequel étaient connus les Pachtounes.

L'invasion soviétique a déchaîné une lutte de guérilla de résistance. Les Etats-Unis ont profité du mécontentement produit par l'invasion pour combattre l'influence soviétique dans cette partie du monde et éroder la bureaucratie stalinienne. Pour cela, ils ont soutenu et armé une guérilla musulmane, les « moudjahidines », à laquelle se sont joints des combattants islamiques de plusieurs pays, parmi eux Oussama Ben Laden et une bonne partie des organisations islamiques fondamentalistes actuelles. Certains des principaux acteurs de la guérilla ont été des « seigneurs de la guerre », les membres de l'oligarchie qui dirigent aujourd'hui les principales nationalités du pays.

Après dix ans, la guérilla islamique a expulsé les Soviétiques en 1989 et a pris le pouvoir, mais, ensuite, les groupes se sont divisés, ils se sont mis à s'affronter et le pays est tombé dans la guerre civile. Face à cette situation, les Etats-Unis, agissant par l'intermédiaire de son allié, la dictature militaire qui gouvernait le Pakistan, a cherché à créer un instrument pour stabiliser le pays. L'ISI (organisme de sécurité du gouvernement pakistanais) a impulsé la formation d'une organisation d'étudiants des Madrasas (écoles islamiques) dans la région où prédomine l'ethnie pachtoune. Ses membres sont connus comme Taliban, mot pris de l'arabe (talib : étudiant ou celui qui étudie le livre, à savoir, le Coran, et utilisé au pluriel, taliban, en farsi et en pachtoune).

Les Taliban sont entrés dans la guerre civile et sont parvenus, après une campagne militaire victorieuse, à prendre le pouvoir et à gouverner le pays de 1996 à 2001.

Au départ, ce gouvernement a été vu avec beaucoup de sympathie parce qu'il apportait de l'ordre à un pays plongé dans le chaos et dans la destruction, étant donné les confrontations entre les « seigneurs de la guerre ». Ensuite il s'est toutefois érodé, dans la mesure où il a commencé à construire une république islamique des plus réactionnaires et répressives du monde, spécialement envers les femmes.

Cependant, bien qu'il soit très réactionnaire, il ne jouissait pas de la confiance des Etats-Unis, parce qu'il n'était pas contrôlé par ce pays. L'attentat du 11 septembre 2001 et l'objectif déclaré de captu-

rer Oussama Ben Laden, allié du gouvernement taliban, a été le prétexte de Bush pour envahir le pays.

Toutefois, les véritables raisons de la guerre étaient économiques et géopolitiques. Un des objectifs centraux de l'impérialisme était que les principales entreprises pétrolifères qui exploitent le pétrole des pays d'Asie Centrale (le Kazakhstan, l'Ouzbékistan) transportent leur production à travers un oléoduc qui traverserait tout l'Afghanistan jusqu'à un port au Pakistan. Ainsi, l'impérialisme aurait le contrôle total sur les oléoducs et gazoducs, c'est-à-dire, sur le transport du pétrole qui est actuellement dans les mains de la Russie.

De plus, par sa localisation géographique, l'Afghanistan a un rôle stratégique pour la stabilité de la région, fondamentale surtout pour les Etats-Unis. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'Afghanistan est situé entre le Moyen-Orient, région détentrice des plus grandes réserves de pétrole du monde, l'Asie Centrale, qui a aussi d'importantes réserves, et le sous-continent indien. C'est pourquoi, un autre des objectifs de l'occupation était de maintenir des bases militaires américaines permanentes en Afghanistan.

Expulsé du gouvernement, les Taliban se sont réorganisés et ont déclenché une guérilla contre les troupes d'occupation. L'impérialisme a agi, une fois de plus, comme « apprenti sorcier », en créant un instrument qui plus tard s'est retourné contre lui. Contradictoirement, un mouvement réactionnaire combat actuellement, les armes à la main, contre l'impérialisme.

La crise politique de la domination coloniale

Avec l'occupation militaire par les troupes de l'impérialisme américain et ses alliés, l'Afghanistan s'est transformé en une véritable colonie, sans indépendance politique ou économique.

Comme dans la majorité des colonies, la « métropole » cherche à transférer quelques tâches de l'administration de la machine étatique civile à un régime politique et à un gouvernement « local », et aussi une partie de la répression interne (même si, dans le cas d'Afghanistan, la guerre de libération nationale oblige à ce qu'une plus grande partie de la répression soit assumée par les forces d'occupation).

Les Etats-Unis ont directement nommé le gouvernement de Hamid Karzai pour accomplir ce rôle en Afghanistan. C'est un gouverne-

ment colonial fantoche qui dépend totalement des troupes d'occupation. Et il se base sur un faux régime de démocratie coloniale, dans lequel toutes les institutions s'appuient sur les troupes d'occupation ou sur les organismes internationaux pour pouvoir exister. Mais, en dépit de cela, l'impérialisme essaye de conférer au régime un aspect démocratique, et au gouvernement une reconnaissance internationale qui justifie l'occupation militaire.

Toutefois, les Etats-Unis font face à une difficulté énorme, non seulement pour monter ce régime et ce gouvernement colonial local, mais aussi pour organiser l'Etat lui-même. L'appareil étatique et l'infrastructure elle-même du pays sont très faibles, étant donné le retard, les difficultés géographiques et les presque trente ans de guerres permanentes depuis l'invasion par l'Union soviétique.

Même l'armée afghane, la plus importante institution de tout Etat, n'est autre chose qu'un rassemblement des armées des « seigneurs de la guerre », qui contrôlent les principales ethnies du pays (les Tadjiks, les Ouzbeks et les Hazaras). La police est devenue incompétente et tombe dans la corruption, et le trafic d'opium et d'héroïne touche les principaux échelons du gouvernement.

La production de drogues est un des éléments non seulement de la corruption, mais aussi de l'affaiblissement de l'Etat. Et ce n'est pas un moindre problème : en Afghanistan, l'opium, provenant des plantations de coquelicot, est le principal produit d'exportation, avec une valeur estimée à cinq milliards de dollars annuels. Le pays produit 93 % de la matière première mondiale nécessaire pour la fabrication de l'héroïne.

L'impérialisme utilise fréquemment les drogues comme une arme politique. Mais, dans ce cas, il y a un grand risque, en deux sens. D'une part, il n'y a rien pour contrôler les plantations de coquelicot, surtout dans les régions les plus conflictuelles. C'est pourquoi l'argent de la drogue est une des principales sources de financement des Taliban. La province de Helmand, avec une forte présence des Taliban, produit 70 % de l'opium afghan. D'autre part, le trafic de drogues s'infiltré directement dans l'appareil d'Etat fantoche. Un des principaux trafiquants du pays est Walid Karzai, frère de l'actuel président et dénoncé comme agent payé par la CIA depuis 2001.

En ce sens, la situation en Afghanistan ressemble de plus en plus à celle du Vietnam, où les principaux trafiquants du pays étaient Nguyen Van Thieu et Cao Ky, respectivement président et vice-président du gouvernement fantoche du Vietnam du Sud. Le danger pour Karzai est de terminer comme Cao Ky ou Ngo Dinh Diem, éloignés du pouvoir par des conflits internes entre les groupes de trafiquants du gouvernement.

Ces problèmes structurels du régime colonial, qui ont leur origine dans une production économique et une bourgeoisie locale extrêmement faibles, ainsi que l'appui massif à la révolte de guérilla, constituent la toile de fond de l'actuelle crise politique du processus électoral et du gouvernement de Karzai. En septembre, *Courrier International* signalait déjà la crise du processus électoral et les problèmes que cela engendrait pour l'objectif de l'impérialisme d'essayer de donner un aspect de légitimité à l'occupation militaire et à la guerre :

« Cette conclusion a été rendue évidente dans les dernières élections présidentielles du 21 août. Le processus électoral a coûté 300 millions de dollars et beaucoup d'effort pour ses organisateurs, mais le résultat a été une crise. On calcule que seulement entre 40 % et 50 % des 15,6 millions d'électeurs habilités ont voté. Le résultat est très inférieur à l'élection précédente (2004), quand la participation, selon les organisateurs, avait atteint 70 %.

L'abstention électorale a montré la fragilité du gouvernement afghan et des "institutions" créées par l'impérialisme. Un seul exemple suffit : dans la ville et la province de Kandahar, dans le sud du pays, sanctuaire des Taliban, l'abstention peut avoir atteint 95 % du million d'électeurs enregistrés, selon des observateurs internationaux indépendants. Le processus de vote a été marqué par les dénonciations de fraude qui ont favorisé le président Karzai, qui essaye de gagner au premier tour pour éviter la prolongation de la campagne électorale jusqu'au 1er octobre, date du second tour. »¹⁶

Depuis les élections jusqu'à cette date, la crise et la prise de conscience de la duperie ont augmenté. Les dénonciations de fraude dans les élections ont été tellement grandes qu'elles ont obligé les orga-

¹⁶ *Courrier International*, 152, septembre 2009

nismes internationaux à demander l'annulation de plus d'un million de votes. La pression a obligé la Commission Electorale Indépendante (sic), liée à Karzai, à annuler ces votes. Avec l'annulation, Karzai n'a pas atteint la majorité pour être élu au premier tour, ce qui oblige l'organisation d'un second tour.

L'impérialisme, qui avant les élections voyait déjà que le gouvernement de Karzai était inefficace pour accomplir son rôle de fantoche avec un minimum d'efficacité et de crédibilité, faisait pression pour un accord où Abdullah Abdullah et d'autres candidats prendraient part au nouveau gouvernement. Le second tour est arrivé, mais le candidat d'opposition Abdullah Abdullah, qui devait faire face à Karzai, a renoncé à prendre part à cette seconde phase du processus électoral, en dénonçant qu'il n'y avait pas de garanties minimales pour une élection démocratique. Avec cela, Karzai a été déclaré gagnant (sic), après deux mois de crise qui ont précisément confirmé la fraude du système électoral et du régime. C'est-à-dire, une véritable catastrophe politique.

La conclusion à laquelle arrivait *Courrier International* il y a deux mois est plus valable que jamais : « *les élections ont peu servi à l'impérialiste pour créer l'image d'un "régime démocratique" et d'une situation plus stable, malgré la guerre.* »¹⁷ Cette crise politique du régime colonial de domination fait retomber encore davantage le poids du combat contre la révolte de guérilla sur les troupes d'occupation.

La politique d'Obama

La stratégie et les tactiques de l'actuel gouvernement des Etats-Unis pour la guerre en Afghanistan peuvent seulement être considérées dans le cadre de la politique générale de l'impérialisme contre les travailleurs et les peuples exploités du monde entier. Cette politique est analysée par Alejandro Iturbe dans un autre article de ce numéro de *Marxisme Vivant*, qui explique le changement de tactique de l'impérialisme pour continuer à faire face à la lutte des travailleurs et des peuples du monde dans le nouveau scénario créé par la défaite de l'offensive militaire du gouvernement Bush.

¹⁷ *Courrier International*, 152, septembre 2009.

La nouvelle politique de l'impérialisme est marquée par deux orientations générales. D'une part, c'est toujours un impérialisme, et c'est pourquoi, même avec un président noir qui utilise un discours conciliateur, démocratique, qui parle de « l'union des peuples et des classes », il continue à avoir pour but principal l'exploitation de la classe ouvrière mondiale et le pillage des richesses des pays opprimés. Pour réussir, il est toujours prêt à utiliser toutes les ressources et la violence nécessaire et possible dans l'actuelle situation mondiale.

Mais, d'autre part, la défaite de l'offensive de Bush a affaibli l'impérialisme et l'a obligé à adopter une tactique qui utilise prioritairement des négociations, des plans de « paix » et des manœuvres « démocratiques » pour dévier et mettre en échec les révolutions et les processus de révolte armée. Cela ne signifie pas que l'impérialisme abandonne les guerres et les actions armées, mais il donne la priorité à la tactique des négociations, en utilisant la force pour faire pression sur les ennemis et les obliger à capituler et à collaborer en échange de concessions « démocratiques ».

Mais quand nous passons de l'analyse de la tactique mondiale de l'impérialisme à aborder la situation concrète de l'Afghanistan, il paraît y avoir une contradiction : le nouveau gouvernement de Barack Obama intensifie l'intervention militaire dans ce pays. Depuis la campagne électorale, Obama défend que c'est en Afghanistan où se développe la principale bataille contre le terrorisme et que maintenant, contrairement à la guerre de l'Iraq, les troupes américaines peuvent en sortir victorieuses.

Depuis qu'il est Président, Obama a envoyé 30 000 soldats en plus à pays et il a promis de faire d'Afghanistan le centre de la « guerre contre le terrorisme ». Il utilise les mêmes arguments que Bush, à savoir que ce serait une « guerre juste » parce qu'elle est contre le terrorisme, et il a promis « de détruire, de démonter et de mettre en échec Al Qaeda et ses alliés extrémistes », y compris les Taliban.

Ce discours et ces initiatives pourraient-ils indiquer que le président des Etats-Unis prépare un retour à l'offensive guerrière de Bush, si non dans toute la planète, au moins en Afghanistan ? A notre avis c'est le contraire : c'est un des pays où l'actuel gouvernement étasunien cherche le plus à appliquer sa nouvelle tactique. Le pro-

blème est que c'est aussi le lieu où l'impérialisme est dans les pires conditions pour mettre en œuvre une quelconque politique.

Obama sait que le cours de cette guerre ne peut pas être changé avec l'envoi d'autres troupes, à moins que ce soit dans une proportion qui ne serait pas acceptée par l'opinion publique américaine. Un ancien agent de la CIA en est arrivé à affirmer qu'un million de soldats seraient nécessaire pour mettre en échec les Taliban et stabiliser le pays.

Pourquoi ? Parce qu'il est évident que la révolte de guérilla a l'appui des masses de la population. Dans le cas contraire, les Taliban ne seraient pas en mesure de développer une action permanente dans 80 % du pays.

Et pourquoi les insurgés ont-ils l'appui de masses ? Parce que l'occupation militaire a beaucoup aggravé la situation du pays. Elle a causé des bombardements constants qui atteignent la population sans aucune discrimination, et qui ont déjà tué des dizaines de milliers de civils. Rien qu'en 2008, les Etats-Unis ont réalisé 3572 attaques aériennes, une bonne partie au moyen de drones, des avions sans pilote. Le régime politique, maintenant supposé « démocratique », est basé sur la corruption, sur la fraude électorale, sur la violence et, surtout, sur les troupes étrangères. La situation de retard du pays, qui génère la violence contre les femmes, n'a pas changé, en maintenant même l'utilisation très répandue de la bourca. En résumé, les Taliban reçoivent un appui, tout simplement parce que les masses n'acceptent plus la présence des troupes d'occupation.

Une des ironies de cette guerre est que les Taliban réactionnaires dirigent la lutte armée contre l'impérialisme. Cette contradiction n'est pas accidentelle. La politique systématique de recolonisation des pays périphériques et l'attaque militaire brutale jouée par le gouvernement Bush sont les causes de l'affrontement avec cette force, qui jusque là avait été impulsé par l'impérialisme.

Face à cette situation politique et militaire extrêmement difficile, le gouvernement d'Obama et la bourgeoisie américaine discutent des issues possibles. Et il existe des divergences, comme c'était prévisible à la vue de la position délicate des Etats-Unis dans la guerre.

Il y a des secteurs de l'impérialisme - y compris parmi les conservateurs, comme le célèbre chroniqueur du Washington Post, George Will, qui a écrit un article avec le titre suggestif « *il faut savoir quand il faut s'arrêter* » - qui commencent à se prononcer contre la continuité de l'intervention en Afghanistan.

Parmi les secteurs qui défendent la continuité de l'occupation et de la guerre, dans le gouvernement américain lui-même, il existe une divergence interne, ou au moins deux tendances, sur la stratégie à suivre. Selon des informations des membres du gouvernement à la presse américaine¹⁸ il y aurait deux grands schémas en discussion et en conflit. Un schéma, avec en premier lieu le commandant américain en Afghanistan, Stanley McChrystal, prévoit de maintenir la tactique actuelle et une augmentation de 40 à 60 mille hommes de la force militaire. L'autre, défendu par le vice-président Joe Biden, maintiendrait l'actuel contingent, mais remplacerait une partie des soldats par des instructeurs officiels qui auraient pour objectif de former une force de sécurité afghane.

Mais selon les mêmes informations, la discussion la plus importante concernerait une nouvelle stratégie pour la guerre. Le foyer, c'est-à-dire, les cibles de l'action militaire américaine se répartiraient en deux. La priorité serait d'éliminer les chefs d'Al Qaeda, vu par Washington comme un réseau global jihadiste qui cherche à attaquer les Etats-Unis. Il s'agit, évidemment, d'une déclaration formelle, parce qu'Al Qaeda n'a aucune influence sur le mouvement de résistance.

Quant aux Taliban, qui constituent l'organisation centrale du mouvement de résistance et qui a l'appui des masses, il continuerait à subir les attaques de l'impérialisme et de l'armée pakistanaise, « *mais une négociation n'est pas exclue avec le bas clergé de l'organisation, ni même la possibilité de négocier une trêve* ». ¹⁹

En analysant ces différentes positions et variantes, ce qui est clair c'est qu'aucune n'a comme stratégie d'obtenir une victoire militaire dans cette guerre, c'est-à-dire, que les troupes d'occupation écrasent la résistance et détruisent les Taliban. Il en est ainsi parce que, évi-

¹⁸ Informé par Sergio Dávila, correspondant à Washington de la *Folha de São Paulo* (11/10/2009)

¹⁹ Ibidem

demment, la situation de la lutte de classes dans tous ses aspects (le mécontentement des masses avec la guerre et l'occupation, le rejet des troupes d'envahisseurs, l'appui ou la neutralité par rapport aux Taliban, la faiblesse du gouvernement fantoche) rend la victoire impossible.

La position du général McChrystal ressemble à la politique du « Surge »²⁰ en Iraq, de laquelle il a été le principal exécuteur militaire. Cette politique a consisté en une augmentation des troupes, mais dans le but de faire pression sur la résistance sunnite et de les pousser à un accord basé sur des concessions politiques et économiques.

L'augmentation des troupes explique pourquoi l'impérialisme américain ne peut pas accepter, au moins dans un premier temps, la position du secteur bourgeois qui propose un retrait immédiat. Une décision de ce type aurait probablement comme conséquence une victoire rapide de la résistance et le retour des Taliban au pouvoir. Un fait de cette dimension signifierait, sans doute, un coup dur pour l'impérialisme et ouvrirait une crise dans le gouvernement d'Obama.

Ce dilemme du gouvernement américain reflète la situation elle-même de la guerre et de l'impérialisme. Mais, pour cette raison, nous réaffirmons justement ce que nous avons dit précédemment : l'impérialisme non seulement essaie d'appliquer en Afghanistan sa tactique de négociations, mais c'est la meilleure tactique dont il dispose pour essayer de mettre en échec la révolte. Et c'est dans ce pays que cette politique sera soumise à preuve le plus durement. Dans ce contexte et avec cet objectif, il se peut que le gouvernement d'Obama envoie même davantage de troupes, mais toujours dans le but de négocier un accord avec les Taliban qui stabilise le pays et qui permette une sortie négociée des troupes impérialistes.

L'offensive militaire est subordonnée à l'aspect principal de la politique. C'est-à-dire, l'augmentation de la force et de l'action militaire cherche à faire pression sur les Taliban pour qu'ils négocient, à obtenir une position plus avantageuse pour l'impérialisme dans la négociation et, si possible, à obtenir la capitulation de la résistance.

²⁰ Surge : politique de Bush en 2007 d'augmenter les troupes en Iraq

En vérité, tout indique que cette politique de négociation est déjà en mouvement. Selon le réseau IslamOnline.net, un haut-fonctionnaire du gouvernement afghan a informé, sous la condition de rester anonyme, que le gouvernement des Etats-Unis ferait déjà une première proposition aux Taliban, par le biais des gouvernements de l'Arabie Saoudite et de la Turquie. La proposition consisterait à céder à ce mouvement le gouvernement de six provinces (Kandahar, Zabul, Helmand, Orazgan, dans le Sud, et Nuristan et Kunar, dans le Nord-Est du pays). En échange, les Taliban accepteraient la présence des forces de l'OTAN et l'existence permanente de huit grandes bases militaires impérialistes dans le pays.²¹

Il est certain que les Taliban ont rejeté, en apparence, la proposition, mais le plus important est de constater quelle est la véritable politique de l'impérialisme. D'autres nouvelles informent qu'Hillary Clinton, dans son voyage récent au Pakistan, aurait décidé avec les militaires de ce pays que ce seraient eux les interlocuteurs des négociations avec les Taliban.

Les révolutionnaires ne sont pas neutres dans cette guerre : nous combattons pour la victoire de la résistance et pour la défaite de l'impérialisme.

La guerre d'Afghanistan sera de plus en plus au centre des événements mondiaux et, par conséquent, exigera des révolutionnaires, des organisations de gauche et de tous les militants des mouvements sociaux de prendre position.

Cela est encore plus important parce qu'une grande partie de la gauche, y compris une partie de ceux qui se revendiquent trotskystes, ont pris une position de « neutralité » quand les Etats-Unis ont envahi l'Afghanistan il y a huit ans. A cette époque, la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT) s'est placé dans le camp militaire des Taliban réactionnaires contre les Etats-Unis « démocratiques ». Nous pensons que le bilan de ces huit années de guerre nous a donné raison.

Mais maintenant la situation est encore plus évidente : il s'agit d'une guerre de libération nationale contre une armée impérialiste

²¹ Aamir Latif, *Les talibans rejettent l'offre des Etats-Unis de 6 provinces pour 8 bases*, IslamOnline.net, 05/11/2009, reproduit par Rebelión

d'occupation formée de plus de 100 000 hommes. Aucun militant anti-impérialiste du monde ne peut hésiter quant au côté de la barricade dans lequel il doit se trouver. En ce sens, la position manifestée récemment par la LIT résume ce qui est en jeu dans cette lutte :

« Le destin de la guerre en Afghanistan intéresse tous les travailleurs et les peuples exploités du monde. Une défaite de l'impérialisme américain dans cette guerre peut signifier un coup énorme contre les oppresseurs. Il faut combattre pour que cette guerre finisse par être le Vietnam de Barack Obama. Pour cette raison, la LIT appelle toutes les organisations populaires et démocratiques du monde à dénoncer l'occupation militaire de l'Afghanistan et exiger le retrait des troupes envahisseurs.

Nous appelons spécialement les travailleurs des pays impérialistes qui maintiennent des troupes d'occupation dans le pays, comme c'est le cas pour l'Angleterre, l'Allemagne et l'Espagne, entre autres, qu'ils soient mobilisés pour exiger de leurs gouvernements le retrait immédiat de leurs soldats.

Nous ne sommes pas neutres dans la guerre qui se développe dans les montagnes de ce pays. Nous sommes du côté des opprimés et des attaqués par l'invasion et l'occupation impérialiste. La lutte du peuple afghan est la lutte pour expulser les troupes impérialistes d'occupation et obtenir la véritable indépendance nationale de l'Afghanistan. Pour cette raison, sans que cela signifie le moindre soutien politique aux positions des Taliban, la LIT déclare son soutien aux actions militaires de la résistance. La lutte de guérilla qui fait face à l'impérialisme, bien que dirigée par une organisation bourgeoise réactionnaire, est un des facteurs fondamentaux pour les morts et l'usure des troupes, pour la croissante chute de popularité du gouvernement Obama et pour la crise de l'occupation militaire. C'est cette lutte militaire de résistance, avec les mobilisations et la pression de l'opinion publique, surtout des pays impérialistes, qui peut infliger une défaite à l'impérialisme. »²²

²² *Courrier International* 152, septembre 2009

La guerre, l'impérialisme et la question nationale polarisent le Pakistan

Bernardo Cerdeira
Editeur de Marxisme vivant



La guerre en Afghanistan s'est étendue de telle sorte au Pakistan qu'aujourd'hui le plus correct serait de parler d'une seule guerre Afghanistan-Pakistan. L'impérialisme lui-même parle déjà d'une seule « entité », qu'il appelle Af-pak, et il a une politique d'ensemble envers elle. Il en est venu à désigner un envoyé spécial du Département d'Etat, Richard Holbrook, pour donner une attention aux deux pays.

La guerre est présente dans toute la situation politique du Pakistan, depuis l'accroissement de la révolte partisane jusqu'aux pressions énormes de l'impérialisme sur le gouvernement Zardari, qui ont forcé l'actuelle offensive de l'armée sur la région d'influence des Taliban en alliance avec des groupes locaux.

Toutefois, la réalité de la guerre repose sur des contradictions énormes que le pays abrite depuis sa fondation en 1947, spécialement la question nationale qui atteint certaines de ses différentes ethnies.

L'offensive de l'armée pakistanaise

Le Pakistan est impliqué dans cette guerre depuis son début en 2001. Avec le flux de réfugiés et de combattants de l'Afghanistan, qui avaient traversé la frontière en cherchant refuge loin des attaques militaires des troupes américaines, est aussi arrivée la guerre. Les réfugiés gardent des liens ethniques avec la population pakistanaise de la région (ils sont du peuple pachtoune qui vit dans les deux pays) et aussi des relations politiques et religieuses, puisque la constitution des Taliban, organisation qui dirigeait l'Etat afghan, a été faite dans les écoles islamiques du Pakistan (Madrasas), stimulés par une politique du gouvernement et de l'ISI, le service pakistanaise de sécurité et information.

Une alliance des Taliban avec des groupes islamiques insurgés locaux a développé une forte présence dans le Waziristan du Nord et du Sud, régions situées dans les Secteurs Tribaux du Pakistan, ainsi que dans la Province de la Frontière Nord-Ouest, où ils étaient parvenus à établir la « charia » (loi islamique) dans la région de la vallée du Swat, avec l'assentiment du gouvernement lui-même.

Sous la pression des Etats-Unis, l'armée pakistanaise réagit par des offensives militaires intenses et vastes dans ces régions. Cette intensification de la guerre est accompagnée de méthodes brutales utilisées par l'armée du Pakistan, qui avaient provoqué la fuite de millions de réfugiés civils dans leur propre pays.

En avril et mai de cette année, l'armée pakistanaise a engagé une importante attaque dans la Vallée du Swat, en essayant d'écraser le mouvement islamique pachtoune Tehreek-e-Nafaz-e-Shariat-e-Mohammadi (TNSM), qui a des liens avec les Taliban et dont l'influence croissante reflète l'appui que l'organisation afghane a parmi la population pachtoune du Pakistan. L'offensive a été une exigence de Washington, qui craignait que la trêve signée au début de cette année entre le TNSM et le gouvernement pakistanaise ne permette à beaucoup de combattants de passer en Afghanistan pour rejoindre la résistance.

Pendant les combats, selon l'armée pakistanaise, 1800 combattants du TNSM sont morts et 900 autres ont été capturés. L'offensive a provoqué la fuite de deux millions de civils, étant donné les attaques

aériennes et les bombardements de l'armée. Des centaines de milliers ne sont pas encore revenus, par peur ou parce que leurs maisons sont détruites.

La Vallée du Swat continue d'être occupée par quelques cinquante mille soldats et policiers. La Commission de Droits de l'Homme du Pakistan affirme que les forces de sécurité assassinent des partisans du TNSM. On a découvert des fosses communes qui contenaient des corps de possibles militants exécutés par l'armée. On a ensuite trouvé 75 autres corps près du village de Kabal.

Plus récemment, fin octobre, trente mille soldats pakistanais, soutenus par la Force Aérienne, ont entamé une nouvelle offensive dans le Waziristan du Sud, dans la région des Zones Tribales. Les régions tribales autonomes sont les porte-drapeau du Tehrik-e-Taliban pakistanais, un mouvement islamique pachtoune qui fournit un refuge sûr aux insurgés afghans qui combattent sur la frontière contre l'occupation des Etats-Unis et de l'OTAN.

L'offensive est concentrée sur le secteur de la tribu Mehsud, qui est aussi le quartier général du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP).

La Zone Tribale, pauvre et abandonnée par le gouvernement central, a subi un dur châtement avec les différentes opérations militaires de l'armée pakistanaise. L'économie s'effondre à cause des blocus économiques et l'existence de deux millions de réfugiés internes et, d'autre part, le trafic d'armes et de drogues a augmenté.

Cependant, l'efficacité des opérations militaires est douteuse. La majorité des insurgés s'est échappée de la région avec les centaines de milliers de réfugiés. En contrepartie, les groupes combattants ont élargi leurs actions à tout le pays : des attaques contre le quartier général de l'armée, contre un important convoi militaire, plusieurs édifices policiers de Lahore, les bureaux de l'ONU dans la capitale, etc. Dans la seule première semaine de novembre, plus de 200 personnes sont mortes dans des attentats à la bombe dans diverses villes et régions du Pakistan.

Cette polarisation ouvre la possibilité que le TTP (qui est une alliance de groupes) parvienne à un accord avec des groupes jihadistes du Punjab ou du Cachemire, non seulement en renforçant son action militaire dans la région (ce qui semble déjà être le cas) mais aussi en l'élargissant à l'ensemble du pays.

D'un autre côté, il existe une intervention directe de l'armée des Etats-Unis au Pakistan, ce qui contribue à exacerber la situation. Les Etats-Unis ont un « programme » d'assassinats de dirigeants des Taliban et de la résistance en général, qui vise aussi à terroriser la population civile. L'instrument utilisé pour cette véritable campagne de terreur sont des avions sans pilote téléguidés, les drones *Predator*.

Le 5 août, des missiles lancés par un *Predator* ont tué l'ex-chef de Tehrik-e-Taliban, Baitullah Mehsud, ainsi que sa femme et 17 autres personnes. Depuis août de cette année, les attaques aériennes des Etats-Unis ont tué plus de 700 civils pakistanais. Le vice-président Joe Biden est un des défenseurs de ce type d'actions et veut renforcer les attaques aériennes avec des drones et les forces d'opérations spéciales.

Cependant, ce genre d'intervention directe des Etats-Unis avec une claire agression militaire sur le Pakistan provoque le rejet général. Une récente enquête américaine dans le pays pointe le fait que « 76 % des personnes interrogées s'opposent à ce que le Pakistan s'associe aux Etats-Unis dans les attaques aux missiles contre des extrémistes avec des avions drones étasuniens ».

Face à cette réaction, le gouvernement pakistanais s'est vu obligé de protester lui aussi contre les attaques par missiles des Etats-Unis, lancées à partir d'avions sans équipage contre des cibles des Taliban au Pakistan.

C'est à dire que les offensives combinées des troupes impérialistes en Afghanistan et de l'armée pakistanaise ont provoqué une réaction d'attentats, de résistance populaire et beaucoup de haine face à l'occupation et aux agressions militaires impérialistes. La deuxième conclusion est que cette réaction des masses – surtout dans les territoires pachtounes du Pakistan – menace de fonctionner comme le catalyseur des insatisfactions populaires du reste du pays et de l'opposition croissante au gouvernement de Zardari. Finalement, le mouvement de résistance de guérilla face aux troupes impérialistes et à leurs alliés se consolide toujours davantage comme un pôle de regroupement des combattants non seulement en Afghanistan mais aussi au Pakistan.

La pression brutale de l'impérialisme

Plus les Etats-Unis s'enfoncent dans le « borbier » de la guerre en Afghanistan, plus ils sont obligés d'intervenir au Pakistan, politiquement et militairement. Cette intervention se fait de manière directe (bombardements, conseils militaires, espionnage) et indirecte (à travers de violentes pressions sur le gouvernement, l'armée et d'autres institutions du pays) pour combattre les Taliban et leurs alliés de ce côté de la frontière.

Du point de vue militaire, l'impérialisme intensifie sa présence au Pakistan. Le général Stanley McChrystal, commandant des troupes américaines en Afghanistan, et le général David Petraeus, commandant en chef des troupes américaines, sont fréquemment dans le pays. L'armée des Etats-Unis s'est montrée satisfaite en particulier de l'offensive de l'armée pakistanaise. Le général Petraeus a manifesté son soutien à cette brutale campagne et a fait des éloges aux « fermes opérations militaires pakistanaises » qui ont « nettoyé de combattants » la vallée du Swat et d'autres zones de la Province de la frontière nord-ouest.

Au Pentagone a été créé un programme d'experts afghans et une cellule de coordination Pakistan-Afghanistan, deux unités concentrées sur l'amélioration du rendement militaire sur le théâtre des opérations Af-Pak durant les trois à cinq prochaines années. Par ailleurs, le Pentagone a révélé que plus de 70 conseillers militaires des Etats-Unis ont travaillé au Pakistan.

Les mercenaires de Blackwater sont également présents dans la Province de la frontière Nord-Ouest. Blackwater est officiellement une compagnie de sécurité, mais en pratique, c'est une armée mercenaire, formée de plusieurs milliers d'anciens militaires, qui travaille sous les ordres de l'armée des Etats-Unis et de la CIA, faisant leur « sale boulot ». Selon certaines accusations, Blackwater agirait à Peshawar, depuis le bureau d'une ONG américaine, Creative Associates International Inc., CAII, qui travaille sur des projets dans les organisations tribales près du Pakistan, projets liés au gouvernement américain.

Du point de vue politique et diplomatique, les Etats-Unis ont approuvé le paquet Kerry-Lugar (présenté par le sénateur John Kerry,

de la commission des Relations extérieures du Sénat américain), de 7,5 milliards de dollars d'« aide » au Pakistan pour les cinq prochaines années. C'est la plus grande somme d'argent à des fins non-militaires que le Pakistan n'ait jamais reçu.

Ce paquet, qui consiste en une aide « civile » à des fins sociales, stipule deux conditions : un, que le budget militaire soit subordonné au budget national, et deux, qu'il n'existe pas d'autre intervention militaire dans des affaires politiques et judiciaires. Autrement dit, il conditionne l'aide au fait que le gouvernement du président Zardari contrôle l'armée, ce qui a provoqué une réaction des militaires et un scandale politique sur l'ingérence des Etats-Unis dans la vie politique interne du pays.

Le Département d'Etat américain a nommé un envoyé spécial, Richard Holbrook, pour le Pakistan et l'Afghanistan. Un journaliste américain décrivait ainsi l'attitude de Holbrook lors d'un passage récent par l'Afghanistan : « *Il avait moins l'air d'un émissaire en visite que d'un proconsul inspectant une vaste opération sur laquelle il a une part d'autorité* ». La secrétaire d'Etat elle-même, Hillary Clinton, a visité le Pakistan et a manifesté, publiquement et de la manière la plus arrogante, la nécessité pour le gouvernement pakistanais d'accroître le combat contre les Taliban et Al Qaida.

Symbole de cette intervention croissante, les Etats-Unis construisent ce qui sera la plus grande ambassade-forteresse des Etats-Unis dans le monde et qui doit servir de fer de lance pour la présence américaine au Pakistan. Mille Marins sont arrivés à Islamabad pour la défendre.

Le coût total de la présence des « Marins » sera de 112,5 millions de dollars. Selon l'ambassadrice Anne W. Patterson, « *5 millions de dollars pour le logement des Marins, 53,5 millions pour l'infrastructure du logement, 18 millions pour l'amélioration du secteur des bureaux de services généraux et 36 millions pour les logements temporaires et les installations d'appui commun* ».

L'explication de Patterson pour l'expansion gigantesque de l'ambassade est que celle-ci « *... reflète le compromis sur le long terme que les Etats-Unis se proposent avec le Pakistan. En outre, quadrupler l'aide sociale, économique et militaire, qui atteindrait 4 mil-*

liards de dollars par an pendant les 18 prochains mois, requiert une augmentation de personnel ».

Toute cette pression de l'impérialisme et la soumission du gouvernement du PPP (Parti du Peuple du Pakistan, d'Ali Zardari) à ses exigences exacerbent au maximum non seulement les confrontations directes dans la lutte de classes, surtout dans la guerre, mais aussi les tensions entre la bourgeoisie et avec des secteurs de l'appareil d'Etat.

Ces tensions se manifestent par des éléments de mécontentement et de crise dans l'armée pakistanaise. La réaction aux conditions de la Loi Kerry-Lugar, mentionnée précédemment, en est un exemple. La décision des Etats-Unis de construire davantage de bases au Pakistan grâce à l'autorisation du gouvernement a aussi irrité l'armée.

Au-delà de ces tensions, il y a deux problèmes structurels. L'impérialisme fait pression pour que l'armée attaque son propre peuple, des Pachtounes musulmans pakistanais qui vivent sur le territoire du Pakistan, avec des méthodes de guerre civile. C'est loin d'être une petite population. 26 millions de pachtounes vivent au Pakistan, beaucoup dans les grandes villes et autant dans l'armée. C'est pourquoi on observe de plus en plus de jeunes qui désertent.

D'autre part, il existe un problème politique dans la superstructure de l'armée. L'ISI (organe d'information et de sécurité) a été, avec l'accord des hauts gradés de l'armée (et sous l'orientation de l'impérialisme à cette époque), un des responsables directs de l'organisation et de la fondation de la milice des Taliban au début des années 90, à partir des étudiants des Madrasas des secteurs pachtounes au Pakistan. Depuis lors, les Taliban ont toujours eu des liens avec l'ISI et l'armée pakistanaise. **Aujourd'hui, l'armée est d'accord pour combattre les Taliban pakistanais, mais elle oppose une résistance quant au fait de combattre les Taliban afghans, avec lesquels elle continue à maintenir des liens. Le problème est que ces organisations sont de plus en plus reliées entre elles et tendent à être une seule chose à mesure que la guerre avance.**

Les contradictions dans l'armée (et entre celle-ci et le gouvernement du pays) reflètent la faiblesse de l'Etat et du régime d'un pays semi-colonial, terriblement harcelé par l'impérialisme. En outre, le faible développement de l'économie du Pakistan, la faiblesse de sa classe bourgeoise, la pression de l'impérialisme américain d'un côté

et de l'URSS et de l'Inde d'un autre côté, ont amené la bourgeoisie pakistanaise à faire appel traditionnellement à des régimes forts, qui s'appuient sur l'armée et que nous appelons de manière générale des régimes bonapartistes.

En 62 années d'existence, le pays n'a jamais connu une période plus ou moins longue de fonctionnement d'un régime démocratique-bourgeois un tant soit peu stable. Les gouvernements militaires ont été la norme. Dans les rares occasions où les civils ont été au pouvoir, le régime politique a toujours eu des caractéristiques nettement autoritaires, bonapartistes.

L'Etat pakistanais lui-même reflète ces caractéristiques. Quoique pauvre, le Pakistan dispose de la sixième plus grande force militaire du monde en nombre de soldats, comptant 700 000 hommes. Le pays possède des armes nucléaires et des missiles balistiques.

Mais la contradiction de la situation actuelle est que l'armée est devenue assez affaiblies après la chute du gouvernement du général Pervez Musharaf, qui a été au pouvoir pendant huit ans (de 1999 à 2008). La dictature de Musharaf s'est achevée dans une situation qui combinait l'usure de l'implication du Pakistan dans la guerre de l'Afghanistan avec les mobilisations populaires pour des revendications démocratiques, comme la fin de la suspension par le gouvernement du juge Muhammad Chaudhry, président de la Cour Suprême.

L'impérialisme et la question nationale

Un des éléments essentiels qui transparaît tant dans la question de la guerre que dans la présence de l'impérialisme et dans le développement de la lutte de classes au Pakistan est **la question nationale ou de l'autodétermination nationale des diverses ethnies, élément présent aussi dans tout le Grand Moyen-Orient et le sous-continent indien.**

Toutefois, le problème national au Pakistan est particulièrement explosif, étant donné les conditions dans lesquelles le pays a été fondé. Pour comprendre les contradictions actuelles du problème national, il faut comprendre les éléments structurels qui ont leur base dans la formation même du pays. Il n'est pas possible, pour des rai-

sons d'espace, de nous étendre beaucoup sur ce sujet, mais nous pouvons indiquer, grosso modo, les éléments suivants.

Jusqu'à son indépendance en 1947, la région où se trouve aujourd'hui le Pakistan faisait partie de l'Inde britannique ou plus précisément du pouvoir colonial de l'empire britannique sur l'Inde. Avant cette domination, l'actuel Pakistan constituait une région à majorité musulmane et faisait partie de l'ancien Empire Mongol (de 1526 jusqu'à la moitié du 19^{ème} siècle) qui comprenait aussi le Nord de l'Inde actuelle (par exemple, les villes de Delhi et d'Agra).

La domination britannique sur l'Inde comprenait tout le sous-continent indien, à savoir la région formée aujourd'hui par le Pakistan, l'Inde actuelle, le Bangladesh, le Sri Lanka (à l'époque, Ceylan), le Népal et le Bouthan. Le Pakistan, comme toute la région, a été marqué par la domination coloniale impérialiste britannique et la lutte pour l'indépendance nationale.

L'impérialisme britannique a eu une politique permanente de « diviser les peuples pour mieux régner », en favorisant plusieurs divisions artificielles. Cette politique a commencé dès le 19^{ème} siècle avec, par exemple, la division de la province du Bengale en Occidental et Oriental (aujourd'hui, le Bangladesh). Un autre exemple a été celui de la région des Pachtounes (Pachtounistan), divisée en 1893 par la ligne appelée Durand. La région appartient aujourd'hui en partie à l'Afghanistan et en partie au Pakistan.

Cette politique est parvenue à son point maximal dans le processus d'indépendance de l'Inde, résultat d'une longue lutte du peuple indien. Face à la conviction de perdre sa plus grande colonie, l'impérialisme britannique a provoqué artificiellement la division du sous-continent pour affaiblir l'Inde et faire en sorte que le processus d'indépendance produise plusieurs pays plus faibles, qui resteraient dans le Commonwealth avec le statut de Dominions.²³

²³ *Commonwealth of Nations* : Communauté de pays qui a remplacé l'Empire britannique, formée par la Grande-Bretagne et ses ex-colonies. L'objectif britannique était de maintenir ces pays dans son orbite, comme semi-colonies.

Dominions : Nations indépendantes, membres du Commonwealth, mais qui maintenaient la Reine de l'Angleterre comme Chef de leurs Etats. Le Pakistan (de 1947 et jusqu'en 1956, quand il s'est proclamé République), Ceylan et le Kenya, par exemple, ont eu ce statut.

Cette politique a obtenu des résultats à travers l'encouragement de la politique séparatiste de la bourgeoisie musulmane, dirigée par le parti Ligue Musulmane, avec Muhamad Ali Jinnah à sa tête. Le Pakistan s'est alors constitué, en 1947, comme un pays islamique, dirigé par la Ligue Musulmane dans les provinces du Sindh et dans le Punjab. Le Balouchistan et le Pachtounistan, régions d'ethnies iraniennes (Balouches et Pachtounes), avaient été repartis entre le Pakistan et l'Afghanistan. Le Bengale Oriental a été intégré au pays lors de sa fondation avec le nom de Pakistan Oriental. En 1971, il a déclaré son indépendance, se nommant alors Bangladesh. Le Cachemire, ancienne principauté, a été partagé entre l'Inde et le Pakistan, générant un conflit qui se poursuit jusqu'à nos jours.

Par conséquent, depuis sa fondation, le Pakistan concentre plusieurs problèmes nationaux explosifs qui tendent à polariser le pays. Dans le Pachtounistan, les mouvements insurgés qui combattent contre l'occupation impérialiste sont de plus en plus unis et reprennent leurs liens ethniques et politiques. Dans le Balouchistan, il existe un mouvement indépendantiste qui combat pour un pays constitué par les territoires balouches de l'Iran, de l'Afghanistan et du Pakistan.

Sur la frontière avec l'Inde, la guerre dans la Vallée du Cachemire dure depuis 20 ans déjà et a coûté quelques 70 000 vies. Des dizaines de milliers de personnes ont été torturées et des milliers ont « disparu ». Cinq cents mille soldats indiens patrouillent la Vallée du Cachemire, la transformant en la zone la plus militarisée du monde.

A l'été 2008, un conflit pour une terre octroyée au Comité du Sanctuaire Amarnath s'est transformé en soulèvement massif et non-violent. Jour après jour, des centaines de milliers de personnes ont défié soldats et policiers et ont empli les rues. Les troupes ont directement tiré sur la foule, tuant beaucoup de gens. La foule criait : Azadi! Azadi! (liberté). La protestation a duré plusieurs jours. Arundhati Roy, auteur indien, affirme :

« Le Cachemire va devenir le canal par lequel toute la violence qui se développe en Afghanistan et au Pakistan va se déverser en direction de l'Inde, où il trouvera une approbation dans la colère des jeunes parmi les 150 millions de musulmans de l'Inde qui ont été

brutalisés, humiliés et marginalisés. Le signal a été donné par la série d'attentats terroristes qui ont débouché sur les attaques de Mumbai en 2008. »²⁴

Tous ces problèmes nationaux, qui concernent la lutte pour l'unification des peuples ou pour l'autodétermination et même leur indépendance, sont traversés par l'action politique et militaire de l'impérialisme américain dans la région. Après sa fondation, le Pakistan est redevenu une semi-colonie des Etats-Unis, se transformant en un important pays auxiliaire de la puissance impérialiste dans sa politique de pression et de contrôle de l'Inde et de l'URSS, pendant la Guerre Froide.

Actuellement, cette intervention de l'impérialisme s'élève à une énième puissance, surtout par la guerre de l'Afghanistan-Pakistan. La résistance des masses se concentre aujourd'hui dans trois processus : la lutte pour expulser l'impérialisme de l'Afghanistan et du Pakistan, qui se combine avec la lutte pour l'autodétermination nationale des différents peuples, et la lutte contre le régime militaire et contre le gouvernement de Zardari, soumis à l'impérialisme.

La grande tâche des peuples du Pakistan, du Grand Moyen-Orient et du sous-continent indien est d'expulser l'impérialisme de la région, ce qui signifie en premier lieu lutter pour mettre en échec l'impérialisme dans la guerre de l'Afghanistan-Pakistan.

Mais, en même temps, il est nécessaire de lever le drapeau de l'autodétermination nationale des peuples de tous les pays de la région, le droit de se séparer des Etats dans lesquels ils se trouvent soumis actuellement et de s'organiser dans de nouveaux Etats nationaux si c'est ce qu'ils préfèrent.

Les socialistes révolutionnaires reconnaissent et soutiennent le droit à l'autodétermination de toutes les ethnies. Mais en même temps, nous indiquons que la seule possibilité pour que ces peuples soient libérés de toute exploitation et développent leurs richesses et leurs potentialités humaines en toute liberté, est la construction du socialisme et l'unité de tous les peuples dans des Fédérations de Ré-

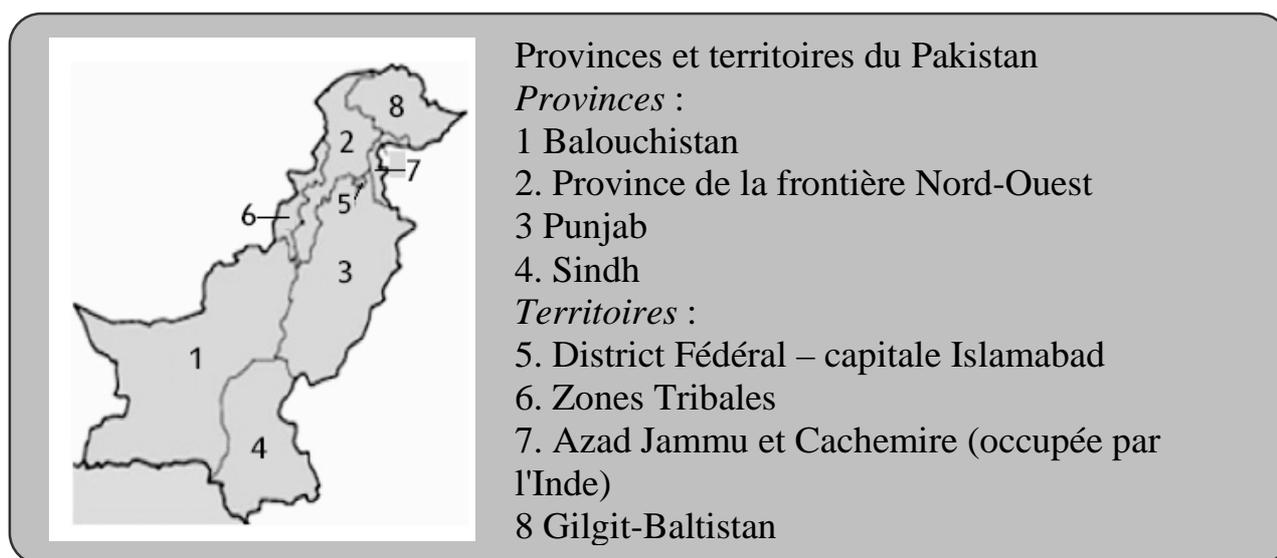
²⁴ Arundhati Roy, *Une nouvelle guerre froide au Cachemire*. L'auteur est une écrivain, une actrice et scénariste de cinéma qui vit à New Dehli. Elle a écrit, entre autres, le roman *Le Dieu des petites choses* pour lequel elle a reçu le Prix Booker en 1997.

publiques Soviétiques dans des régions comme le Moyen-Orient et le sous-continent indien.

Quelques données sur le Pakistan

Le nom Pakistan signifie « terre (ostan) des purs (pak) » en ourdou et en farsi (ou persan). Mais, à l'origine, ce nom a été aussi composé par les initiales de quatre des cinq provinces de majorité musulmane de l'Inde britannique, plus le suffixe *tan*. Le nom a été adopté en 1934 par Choudhary Rahmat Ali, un nationaliste musulman, qui dans sa brochure « Maintenant ou jamais » s'est référé aux « trente millions de musulmans du Pakistan qui vivent dans les cinq provinces du Raj britannique – Punjab, Afghan (aujourd'hui Province de la frontière Nord-Ouest), Kashmir (Cachemire), Sind et Balouchistan (Baloukistan) ».

La population du Pakistan est estimée à 168 millions, ce qui place le pays comme le sixième le plus peuplé du monde. Sa superficie est de 803 940 km². On estime que le PIB pakistanais (PPC) en dollars US est de 475,4 milliards de dollars et le revenu par habitant, de 2942. Le taux de pauvreté est estimé entre 23 % et 28 % de la population.



Le Pakistan est une fédération de quatre provinces : Punjab, Sindh, Balouchistan et Province de la Frontière Nord-Ouest. En outre, il y a un district fédéral où se trouve la capitale Islamabad, et les zones tribales administrées par le gouvernement fédéral. Le gouvernement

pakistanaise exerce une juridiction de facto sur des parties du Cachemire, le Cachemire appelé Libre (Azad Kashmir) et les Secteurs du Nord, partie du Cachemire également revendiqué par l'Inde. Le Pakistan revendique aussi l'Etat de Jammu et Cachemire, contrôlé par l'Inde.

Les ethnies punjabi et sindhi sont des peuples hindous, l'ethnie punjabi étant la plus nombreuse du pays. Toutefois, une part de la population du pays est composée d'ethnies de langue et culture iranienne ou indo-aryenne : les Pachtounes et les Balouches. Les Balouches vivent au Sud-Ouest du pays et les Pachtounes au Nord-Ouest.

L'ourdou est une langue franche utilisée comme langue de communication entre les diverses ethnies et c'est la langue officielle du pays. Mais, elle n'est langue maternelle que pour 7,57 % de la population. Les étudiants considèrent que l'ourdou est pratiquement l'hindi lui-même (parlé en Inde), mais écrit avec l'alphabet arabe (dans sa version persane).

IV Internationale

Une polémique avec le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale

De quelle Internationale avons-nous besoin aujourd'hui?

Clara Sousa

Ligue Internationale des Travailleurs (LIT-QI)



La crise économique actuelle démontre l'incapacité totale du capitalisme de répondre aux nécessités des travailleurs et des peuples. En même temps, la « globalisation » manifeste plus clairement le caractère international du capitalisme. Pour ceux qui considèrent qu'il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme, la nécessité de construire une organisation internationale pour combattre ce système est donc plus visible. Aujourd'hui, beaucoup de militants qui cherchent une alternative au capitalisme découvrent le

projet des partis anticapitalistes et sympathisent avec lui : certains parce qu'ils croient que ces partis sont réellement révolutionnaires,

d'autres parce que cela leur paraît correct de rassembler tous ceux qui veulent changer le monde, indépendamment du fait qu'ils sont réformistes ou révolutionnaires.

Le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (SU) - qui a son origine dans le trotskysme et se considère comme « la Quatrième Internationale » - a été un des grands promoteurs de cette politique de construction de partis anticapitalistes. Et c'est pourquoi ils défendent aujourd'hui la construction d'une Nouvelle Internationale, composée de différents partis anticapitalistes, avec un programme ample (c'est-à-dire réformiste). Ce projet politique contredit toutefois les piliers essentiels qui ont donné naissance à la Quatrième Internationale. Cette dernière se propose d'être « le parti mondial de la révolution socialiste » afin de « dépasser la crise de direction révolutionnaire » et elle se base sur le Programme de Transition et la mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétaire.²⁵

Le projet du SU est de construire « une Internationale anticapitaliste ample »

Dans le document préparatoire au congrès mondial du SU qui aura lieu en mars 2010,²⁶ nous trouvons de façon explicite le projet international proposé pour la prochaine période :

5. [...] *Nous confirmons l'essentiel des choix faits lors de notre dernier congrès mondial en 2003 sur la construction de larges partis anticapitalistes. La IVe Internationale est confrontée, de manière globale, à une nouvelle phase. Les militants, noyaux, courants ou organisations marxistes révolutionnaires doivent se poser le problème de la construction de formations politiques larges, anticapitalistes, révolutionnaires dans la perspective d'une nouvelle représentation politique indépendante des travailleurs. Cela est vrai à l'échelle de chaque pays et à l'échelle internationale. [...] Il ne s'agit pas de reprendre les vieilles formules de regroupement des seuls courants révolutionnaires. L'ambition est de rassembler au-delà des seules forces révolutionnaires. Celles-ci peuvent être un*

²⁵ *L'agonie mortelle du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale* (Programme de Transition) 1938

²⁶ *Rôle et tâches de la IVe Internationale : Résolution préliminaire du Comité International* (<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=688>)

point d'appui dans ce processus de rassemblement à condition qu'elles s'orientent clairement pour construire ces partis anticapitalistes. [...]

Le projet du SU n'est pas de construire des partis révolutionnaires nationaux, mais des « partis anticapitalistes » qui rassemblent révolutionnaires et réformistes. La Quatrième Internationale serait trop restreinte comme pôle d'attraction, ce pourquoi il serait nécessaire de construire une Internationale plus ample.

7. [...] *L'existence d'un cadre international qui permette de « penser la politique » est un acquis indispensable à l'intervention des révolutionnaires. [...] Mais pour des raisons historiques qu'elle a elle-même analysées, la IVe Internationale n'a pas la légitimité pour incarner elle-même la nouvelle Internationale de masse dont nous avons besoin. [...] Dans les rapports de forces actuels, la politique pour avancer vers une Internationale de masse doit plutôt emprunter la voie de conférences ouvertes et ponctuelles sur des questions politiques centrales, — actions, campagnes, thèmes spécifiques ou débats —, qui permettent la convergence et l'émergence de pôles anticapitalistes et révolutionnaires.*

Dans les nouveaux partis anticapitalistes qui peuvent se former dans les années à venir et expriment l'étape actuelle de combativité, d'expérience et de conscience des secteurs les plus engagés dans la recherche d'une alternative anticapitaliste, se pose et se posera la question d'une nouvelle Internationale. Nous agissons et nous agirons pour qu'elle ne se pose pas en termes de choix idéologiques ou historiques sous peine de division et d'éclatement. Elle doit se poser sur un double plan, la convergence politique réelle sur des tâches d'intervention internationale et le pluralisme des nouvelles formations qui doivent réunir des courants d'origines diverses : trotskystes divers, libertaires, syndicalistes révolutionnaires, nationalistes révolutionnaires, réformistes de gauche. [...]

A première vue, il peut paraître que, selon le SU, il est nécessaire d'abandonner la Quatrième Internationale parce que celle-ci ne peut pas être une Internationale de masse. Toutefois, la question est plus profonde. Pour rassembler réformistes et révolutionnaires, il est nécessaire de trouver un modèle d'Internationale, et donc un programme, qui inclue des visions réformistes du monde. La Quatrième

Internationale et son programme ne sont pas d'accord avec cela. L'abandon de la Quatrième Internationale a lieu, non parce que celle-ci ne peut pas être de masse, mais parce que son histoire - même avec toutes les distorsions en mains du SU - est une histoire révolutionnaire. Les forces non-révolutionnaires n'acceptent d'adhérer même pas au nom de la « Quatrième », qui a été associé historiquement à la nécessité d'un Parti mondial de la révolution socialiste.

Une Internationale ample ou un Parti mondial de la révolution socialiste

Le projet proposé par le SU n'est pas une nouveauté historique, bien qu'il soit présenté comme tel. En réalité, l'objectif de rassembler réformistes et révolutionnaires dans un même parti et dans la même Internationale a été une étape historique dépassée avec la dégénérescence de la Seconde Internationale à partir de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, et sa capitulation face aux gouvernements bourgeois et impérialistes.

Cette expérience historique a démontré que la coexistence, dans une même organisation, de révolutionnaires et de non-révolutionnaires, mène à ce que les premiers restent attachés à une stratégie réformiste de conciliation de classes, qui n'a apporté que des défaites à la classe ouvrière, jusqu'à aujourd'hui.

C'est cette évidence qui a mené Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg et d'autres révolutionnaires à rompre avec la Seconde Internationale, et à avancer la nécessité de construire un nouvel instrument révolutionnaire pour la classe ouvrière mondiale.

La Troisième Internationale, fondée en 1919, sur la base de l'expérience de la prise du pouvoir en Russie en 1917, est la mise en place de cet instrument dans deux organisations opposées : la stratégie des réformistes (avec la Seconde Internationale) et la stratégie des révolutionnaires (avec la Troisième Internationale).

Le projet de la Troisième Internationale, et postérieurement de la Quatrième, était ancré dans une analyse fondamentale de la réalité à partir de 1914, faite par Lénine : le capitalisme était entré dans sa phase impérialiste de décadence, où il n'était pas possible d'obtenir des réformes stables et durables. La Quatrième Internationale, de

même que la Troisième, part de cette analyse, avec laquelle commence le Programme de Transition :

« La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. [...] Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. »²⁷

Une époque historique s'était donc ouverte, marquée par des guerres et des révolutions, dans laquelle la prise du pouvoir par la classe ouvrière est à l'ordre du jour. La nécessité de l'Internationale comme Parti mondial de la révolution socialiste - qui était le projet de la Troisième et de la Quatrième - répond directement à la décadence du capitalisme et à la nécessité conséquente de la prise du pouvoir par la classe ouvrière pour en finir avec la barbarie, la souffrance et la destruction provoquées par le capitalisme et accentuées dans sa phase impérialiste.

L'Internationale proposée par le SU, qui n'a pas un programme révolutionnaire clair qui unifie ses membres, ne se constitue pas comme un parti mondial pour la révolution socialiste. Il est donc l'opposé du projet de la Quatrième Internationale. Dans les statuts approuvés lors de la fondation en 1938, nous pouvons lire : *Tous les militants prolétaires et révolutionnaires du monde qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la IVe Internationale se réunissent dans une seule organisation mondiale sous une direction internationale centralisée et une seule discipline. Cette organisation*

²⁷ *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* (Programme de Transition) 1938.

a le nom de Quatrième Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste) et est réglementée par les statuts suivants.

Par contre, la proposition du SU de rassembler révolutionnaires et réformistes dans un même parti, ne correspond pas à la tâche de l'époque historique actuelle : celle de la révolution socialiste mondiale.

Pour accomplir cette tâche, des partis et une Internationale amples ne suffisent pas. Il en est ainsi parce que l'époque impérialiste actuelle, marquée par « des guerres et des révolutions », est diamétralement opposée à l'époque où la Première et la Seconde Internationales ont été fondées, où le capitalisme vivait encore sa phase ascendante et pouvait accorder quelques réformes à la classe ouvrière. Aujourd'hui, aucun « front unique », comme était la Première Internationale, ni le projet réformiste et parlementaire de la Seconde Internationale ne peuvent répondre à la nécessité de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Sans Parti mondial de la révolution socialiste, il sera impossible de détruire le capitalisme avec ses institutions politiques, économiques et militaires extrêmement fortes, centralisées et internationalisées. C'est pourquoi il faut des partis consacrés à l'action, insérés dans la classe ouvrière, et centralisés démocratiquement (avec la plus grande ampleur dans la discussion et la plus grande unité et discipline dans l'action), tant au niveau national comme au niveau international. Si le SU propose un projet d'Internationale qui unifie révolutionnaires et réformistes sur la base du programme de ces derniers, que veut-il dire quand il parle d'anticapitalisme et de socialisme du 21ème siècle ?

Quelle est la stratégie socialiste dont nous avons besoin aujourd'hui ?

Daniel Bensaid, un des principaux dirigeants du SU, a écrit en 2006 un article où il affirmait le besoin de retourner au débat stratégique et d'être plus spécifique « *en ce qui concerne le monde "possible", et surtout, d'explorer comment y arriver* ». Il réaffirme le même besoin de dépasser l'étape utopique et de définir la stratégie, dans une entrevue récente pour le quotidien *Público* d'Espagne

(www.publico.es).²⁸ Malgré cela, Bensaïd persiste à être peu explicite dans les conclusions qu'il exprime sur le socialisme et la stratégie. Derrière cette confusion apparente émerge, toutefois, un projet clair.

Bensaïd défend la nécessité du fait que le socialisme consiste à faire coexister différents types de représentations et de légitimités, ce qui tendrait à se manifester concrètement dans l'existence d'une double Chambre. Que signifie cette double représentation? Selon Bensaïd : « *Nous pourrions même, à un certain moment, avoir été perturbés ou heurtés par l'idée d'Ernest Mandel²⁹ de "démocratie mixte" après avoir évalué la relation entre les soviets et l'Assemblée Constitutive en Russie. Toutefois, il n'est pas possible d'imaginer un processus révolutionnaire d'une autre manière qu'à travers le transfert de légitimité qui confère de la prépondérance au "socialisme par la base" mais qui s'accommode avec des formes de représentation, principalement dans des pays avec de longues traditions parlementaires et où le principe du suffrage universel soit fermement enraciné.* »³⁰

Dans le socialisme devrait donc coexister la légitimité provenant des institutions parlementaires (bourgeoises) avec la légitimité « de base » des soviets ou autres organismes de double pouvoir. Comme un bon exemple, l'auteur signale la coexistence entre des « institutions municipales » et des « institutions participatives » à Porto Alegre (Brésil). C'est pourquoi la section du SU au Brésil, qui a dirigé la mairie de Porto Alegre entre 1996-2000, disait que le Budget Participatif était le début d'un processus de démocratisation radicale de l'Etat par l'intermédiaire de la construction du socialismo.³¹ Cette perspective de Bensaïd - qui ne présuppose aucune rupture révolutionnaire mais la coexistence pacifique entre des institutions de la démocratie bourgeoise et celles de la démocratie ouvrière - devient plus claire quand il parle de la révolution aujourd'hui :

²⁸ Entrevue à Daniel Bensaïd : *Ha llegado el momento de definir la estrategia*; correspondant Andres Pérez, *Público*, Madrid, 2/10/2009 (www.publico.es)

²⁹ Economiste belge, qui a été le principal dirigeant du SU, jusqu'à sa mort en 1995.

³⁰ *Le début d'un nouveau débat : le retour de la stratégie*

³¹ Pour approfondir la critique à cette perspective, dans le cas spécifique de Porto Alegre au Brésil, voir *Budget Participatif : dans les limites de l'ordre bourgeois*, de Mariucha Fontaines et Julio Flores dans *Le Marxisme Vivant* N°3, 2001

« La notion d'"actualité de la révolution" a un double sens : un sens vaste ("l'époque de guerres et de révolutions") et un sens immédiat et conjoncturel. Au moment défensif où se trouve le mouvement, ayant reculé pendant plus de vingt ans en Europe, personne ne pourra réclamer l'actualité de la révolution dans un sens immédiat. D'autre part, il serait risqué et non dépourvu d'importance, d'éliminer la perspective des horizons de notre époque [...] Mais une idée à être débattue est celle de maintenir l'objectif de la conquête du pouvoir "comme un symbole de radicalisme mais en admettant que sa réalisation se trouve actuellement loin de nos horizons". »

Pour Bensaid, la révolution actuelle serait historiquement maintenue comme projet, mais seulement pour un futur éloigné, et non comme projet concret pour nos jours. A première vue, il pourrait paraître que cet ajournement de la révolution par Bensaid serait dû seulement à une analyse du fait que nous sommes dans une conjoncture de la lutte des classes défavorable au projet révolutionnaire. Toutefois, il ne s'agit pas d'un différend sur la conjoncture, mais d'un différend sur la révolution.

D'abord, c'est dans le contexte d'un débat sur la stratégie, et non sur la conjoncture, que Bensaid affirme que la révolution n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. D'autre part, rappelons que si les années '90 ont été marquées par l'offensive de la bourgeoisie au niveau mondial et par le recul des luttes de la classe ouvrière, la décennie de 2000 a commencé avec les processus révolutionnaires en Argentine, en Bolivie, au Venezuela, en Equateur : la révolution a été mise à l'ordre du jour par les masses, mais les « révolutionnaires » du SU disaient, et disent jusqu'à aujourd'hui, que la révolution n'est pas d'actualité dans un sens immédiat.

Enfin, rappelons que la Quatrième Internationale a été fondée par Trotsky dans une période d'importants reculs de la lutte de classes et de montée du fascisme dans des pays importants comme l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, ainsi que de la bureaucratisation de l'Etat ouvrier russe. Malgré cela, le Programme de Transition proposait comme tâche centrale de mobiliser les masses pour la révolution, parce que, malgré les défaites historiques qui marquaient la période « la stratégie de la Quatrième Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme mais à le renverser ». L'actualité de la prépa-

ration de la révolution ne pouvait donc pas cesser d'être une constante.

Avec l'excuse d'une conjoncture qui, selon Bensaid, serait peu favorable à la révolution, celui-ci abdique, à vrai dire, de la tâche historique pour toute une époque : la révolution socialiste mondiale. L'absence de référence dans le texte de Bensaid (et du SU) à la question de l'Etat et sa relation avec la révolution, est l'aspect qui démontre vraiment le projet stratégique du SU.

Revenons-en à L'Etat et la révolution

Dans son livre *L'Etat et la Révolution*, Lénine reprend les élaborations de Marx et d'Engels sur l'Etat comme produit de l'antagonisme irréconciliable des classes. L'Etat existerait pour concilier l'existence de deux classes opposées, en maintenant la soumission de l'une par l'autre. Pour maintenir cette soumission, la classe la plus puissante et économiquement dominante, utilise l'Etat pour devenir aussi politiquement dominante. Plusieurs institutions de l'Etat garantiraient la domination, en première instance l'Armée.

De là, Lénine synthétise l'Etat comme « une force spéciale de répression » et il réitère que « *la libération de la classe opprimée n'est possible qu'au moyen d'une révolution violente et de la suppression de l'appareil gouvernemental créé par la classe dominante.* »³²

Dans la société capitaliste, l'Etat ne serait pas non plus neutre, mais bourgeois, et ses institutions seraient le soutien du système, en étant au service du maintien de la domination de la bourgeoisie et son exploitation de la classe ouvrière. C'est en ce sens que Lénine reprend d'Engels ses considérations sur le suffrage universel (apparemment la garantie de la démocratie pour « tous les citoyens ») comme un instrument de la bourgeoisie, et il critique ceux qui le défendent comme expression de la grande majorité : « *Les démocrates petits-bourgeois, du genre de nos social-révolutionnaires et mencheviks, et leurs frères charnels, tout les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent, en effet, "davantage" du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes, et inculquent au peuple, la fausse idée que le suffrage universel est, "dans l'Etat actuel",*

³² V. Lénine, *L'Etat et la Révolution*, 1917

un moyen capable d'exprimer réellement la volonté de la majorité des travailleurs et de garantir son efficacité pratique. »³³

A partir de cette conception du caractère de classe de l'Etat, Lénine renforce l'idée que, pour construire le socialisme, une révolution violente est nécessaire qui renverse l'Etat bourgeois (et ses institutions) et qui construit l'Etat ouvrier, la dictature du prolétariat. Pour Trotsky, la dictature du prolétariat résumait concrètement tout le programme de la Quatrième Internationale. Bensaid, au contraire, va jusqu'à considérer que cela a été une « décision correcte », que la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) ait retiré la consigne de dictature du prolétariat de son programme, dû au fait que le terme dictature aurait aujourd'hui une connotation péjorative. Ce n'est toutefois pas simplement l'expression « dictature du prolétariat » qui est absente du programme du SU, mais sa mise en pratique : la nécessité que la classe ouvrière détruise l'Etat bourgeois et construise un Etat ouvrier.

Selon les mots de Bensaid, cette nouvelle stratégie socialiste, sans la révolution à l'horizon, aurait son origine dans la nécessité de répondre à la jeunesse « plus pratique », à la prédominance de la défaite historique des années 80 ou au manque d'une perspective d'« émancipation » qui prédominerait encore de nos jours. Toutefois, la défense du « socialisme » sans destruction de l'Etat bourgeois est l'ancienne position défendue par les courants réformistes, dirigés dans la Seconde Internationale par Bernstein et Kautsky et combattus par Lénine, Trotsky et Rosa Luxemburg. De la même façon, la tentative d'associer ceux qui défendent une rupture violente avec le système capitaliste aux « dictateurs », par opposition aux « démocrates » qui défendent le socialisme « dans la base » et dans le Parlement, est une attaque historique de ces courants contre les courants révolutionnaires.

En 1918, Kautsky, dirigeant de la Seconde Internationale, a écrit un texte intitulé *La dictature du prolétariat* où il attaquait la dictature du prolétariat et les analyses de l'Etat et de la Révolution, défendues par les bolcheviques. Dans le texte *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine analyse les arguments de

³³ Ibidem

Kautsky et s'y oppose, et il dénonce sa déformation du marxisme. Dans le Premier Congrès de l'Internationale Communiste (la Troisième Internationale) en 1919, Lénine présente les « *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat* » où cette discussion est synthétisée. Nous reprenons certains des arguments de ce débat, qui ressemble beaucoup à celui que nous maintenons avec Bensaid.

Dictature et démocratie « en général », ou de classe ?

L'argumentation de Kautsky pour attaquer la dictature du prolétariat se centrait sur l'opposition entre deux méthodes différentes : ce qui est démocratique et ce qui est dictatorial. Sur cet aspect, Lénine et la Troisième Internationale répondaient :

« 2. Cet argument s'appuie sur les conceptions de "démocratie en général" et de "dictature en général", sans avoir besoin du caractère de classe. Situer le problème de cette façon, hors de la question des classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, c'est l'accepter dans les mots, mais l'oublier dans la pratique comme font les socialistes qui sont passés au camp de la bourgeoisie. Car dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste il n'existe une démocratie en général : il existe seulement une démocratie bourgeoise.

3. Cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au milieu de discours sur "la dictature en général" [...] est une véritable trahison au socialisme, [...] une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est défendre le réformisme bourgeois.

4. Tous les socialistes, en expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé la même idée que Marx et Engels avaient déjà exposée avec la plus grande rigueur scientifique, en disant que la république bourgeoise la plus démocratique n'est autre chose qu'une machine qui permet à la bourgeoisie d'écraser la classe ouvrière, qui permet à une poignée de capitalistes d'écraser les masses de travailleurs. Il n'y a pas un seul révolutionnaire, il n'y a pas un seul marxiste, parmi ceux qui vocifèrent actuellement contre la dictature et pour la démocratie, qui ne jure et parjure pas,

face aux travailleurs, d'accepter cette vérité fondamentale du socialisme. Mais justement maintenant, alors que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et se mobilise pour détruire cette machine d'oppression et pour conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres du socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie avait donné aux travailleurs la "démocratie pure", comme si la bourgeoisie, en renonçant à résister, serait disposée à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme si dans la république démocratique il n'y avait pas eu et il n'y avait pas une machine étatique pour l'oppression du travail par le capital. »³⁴

Tout régime dans l'Etat bourgeois (que ce soit une dictature bourgeoise ou une démocratie bourgeoise) sera alors une dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, parce qu'il sera toujours affirmé sur les institutions qui permettent à la bourgeoisie (la minorité de la population) de continuer à exploiter la classe ouvrière (la majorité de la population). La dictature du prolétariat serait plus démocratique (et supérieure à la démocratie bourgeoise), parce que c'est une démocratie pour la majorité de la population (la classe ouvrière) et seulement une dictature sur la minorité exploitante de la population (la bourgeoisie).

Cette opposition entre démocratie et dictature en général, et sans caractère de classe, est utilisée aujourd'hui par le SU pour attaquer, comme antidémocratiques et autoritaires, les courants qui jusqu'à aujourd'hui revendiquent la nécessité que la classe ouvrière fasse la révolution socialiste et instaure la dictature du prolétariat. Tout comme Kautsky, le SU ne dénonce à aucun moment la démocratie actuelle comme une dictature cachée de la bourgeoisie, et il défend constamment, au contraire, que « la démocratie » aurait besoin seulement d'être approfondie, radicalisée ou complétée avec le « socialisme de base », comme on le voit dans la défense de Bensaid du suffrage universel et de la double légitimité.

Ce discours du SU est encore plus néfaste que celui de Kautsky, dans la mesure où il associe la dictature du prolétariat à ce qu'a été la dictature stalinienne, de la même manière que le fait la bourgeoisie,

³⁴ *Thèse de la Troisième Internationale sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*

dans le but de discréditer le projet socialiste. Comme courant qui provient du trotskysme, le SU sait très bien que la dictature stalinienne a été une dégénération bureaucratique de la dictature du prolétariat, contre laquelle Trotsky et d'autres bolcheviques se sont battus jusqu'à la mort. En faisant ce discours de nos jours, le SU non seulement déforme le marxisme, comme affirmait Lénine en ce qui concerne Kautsky, mais il renforce aussi la campagne de la bourgeoisie et il balaye sous le tapis de l'histoire l'élargissement de la démocratie pour les travailleurs en Russie, après la prise du pouvoir, ainsi que la lutte héroïque de beaucoup de révolutionnaires contre la bureaucratisation du régime en URSS.

Est-il possible de mettre un terme au capitalisme sans détruire l'Etat bourgeois ?

D'autre part, Kautsky défendait que les soviets étaient des organismes très importants, mais qui devraient rester des organes de combat de la classe ouvrière et ne pas s'élever à des organes étatiques, c'est-à-dire, qui ne devraient pas se transformer en institutions de pouvoir alternatif à la bourgeoisie. C'est pourquoi, bien que tout l'Etat ouvrier soit construit sous le pouvoir des soviets, qui permettaient une vaste démocratie à la majorité de la population, Kautsky attaquait les bolcheviques pour la dissolution de l'Assemblée Constituante et défendait la supposée coexistence entre ces deux organismes.

Selon Lénine, Kautsky essaierait de cette manière de combiner deux systèmes opposés : l'Assemblée Constituante, comme organisme de la dictature bourgeoise, et le système des soviets, comme organismes de la dictature du prolétariat. Selon Lénine, Kautsky prétendait dissimuler, de cette façon, son opposition à la destruction des institutions de l'Etat bourgeois et la construction d'un Etat ouvrier sur la base des soviets. Kautsky rejetait ainsi la dictature elle-même du prolétariat. Dans les thèses approuvées au Premier Congrès de l'Internationale Communiste, l'opposition aux idées de Kautsky est bien claire : « *La dictature du prolétariat est non seulement tout à fait légitime, comme un moyen pour renverser les exploitants et écraser leur résistance, mais elle est aussi absolument*

nécessaire pour toute la masse des travailleurs comme seule défense contre la dictature de la bourgeoisie, qui a mené à la guerre et met en oeuvre de nouveaux massacres. Le principal de tout ce que les socialistes ne comprennent pas - et donc de leur myopie théorique, de leur enfermement dans les préjugés bourgeois et de leur trahison politique au prolétariat - est que dans la société capitaliste, il ne peut pas y avoir de moyen terme, il ne peut y avoir rien qui ne soit pas la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat, quand la lutte de classes inhérente à cette société connaît une aggravation plus ou moins sérieuse. Tout espoir dans une troisième solution est une rêverie réactionnaire petite-bourgeoise. »³⁵

Bensaid aussi cherche la double légitimité ou la double représentation, en défendant la combinaison entre les organismes « de base » avec les institutions bourgeoises (suffrage universel, institutions municipales, etc.). Avec cette conciliation, Bensaid, tout comme Kautsky, cherche à dissimuler un programme politique qui s'oppose à la destruction de l'Etat bourgeois et à l'élévation des organismes de la classe à des organismes de pouvoir, et par conséquent à la construction d'un Etat ouvrier. Le projet de Bensaid, comme celui de Kautsky, est la négation de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, et comme tel, la négation du programme de la Quatrième Internationale.

Le SU abandonne la dictature du prolétariat et franchit la frontière de classe

L'abandon de la dictature du prolétariat par le SU signifie non seulement l'abandon conjoncturel de la révolution, mais l'abandon de la stratégie révolutionnaire.

En ce sens, la stratégie du SU devient, objectivement, celle d'obtenir des réformes dans le cadre du système capitaliste.

C'est dans le cadre de cette vision stratégique, où la révolution est absente, que nous devons comprendre la défense de Bensaid, de l'affirmation que la participation dans les gouvernements bourgeois est une question tactique et non de principes.

³⁵ *Thèse de la Troisième Internationale sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*, Thèse 12

Il y aurait donc des critères qui définiraient s'il est positif ou non de participer dans des gouvernements bourgeois :

« a) *La question de la participation apparaît dans une situation de crise, ou au moins d'une montée significative des mobilisations sociales, et non dans un reflux ; b) Le gouvernement doit s'être engagé dès le début dans une dynamique de rupture avec l'ordre établi ; c) Finalement, le rapport de forces permet aux révolutionnaires d'assurer que, tant qu'on ne parviendra pas à garantir que les non-révolutionnaires dans le gouvernement accomplissent leurs promesses, ceux-ci payent un prix important pour ne pas les accomplir.* »³⁶

A la lumière de ces critères, Bensaïd critique la participation de Démocratie Socialiste (DS) dans le gouvernement de Lula au Brésil, non parce qu'elle collabore avec la bourgeoisie et trahit la classe ouvrière, mais seulement parce qu'elle applique une tactique correcte de manière incorrecte. En défendant des gouvernements bourgeois et en y participant, le SU franchit la frontière de classe, en défendant la collaboration directe avec la bourgeoisie afin de donner quelques miettes à la classe ouvrière.

L'expérience récente de participation du SU dans des gouvernements bourgeois en Italie et au Brésil, dans le but d'obtenir des réformes dans le cadre du système, ne lui a pas permis d'apprendre les nouvelles leçons qu'il devrait avoir apprises de l'histoire du mouvement ouvrier : la classe ouvrière ne voit pas d'amélioration dans son niveau de vie et les illusions dans le système capitaliste, ainsi que la collaboration de classes sont favorisées. La seule chose que le SU a obtenue avec sa stratégie réformiste est d'aider la bourgeoisie à maintenir la stabilité du régime, aux moments où celui-ci était le plus mis en question.

L'indépendance de classe et le combat contre les gouvernements bourgeois de tout bord, et plus particulièrement, contre ceux de collaboration de classes (ou de front populaire), a toujours été un point clair du programme de la Quatrième Internationale, un point qui la différenciait des autres courants. La participation dans des gouvernements bourgeois a été la ligne de démarcation entre la Seconde Internationale et la Troisième. L'opposition aux fronts populaires a été,

³⁶ *Le début d'un nouveau débat : le retour de la stratégie*

en particulier, une ligne de démarcation entre le trotskysme et le stalinisme. Comme nous pouvons lire dans le Programme de Transition : *« Le passage définitif de l'Internationale Communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux Etats-Unis et dans les autres pays "démocratiques", a créé des difficultés supplémentaires extraordinaires au prolétariat mondial. Sous le signe de la révolution d'octobre, la politique conservatrice des « fronts populaires » conduit la classe ouvrière à l'impuissance et ouvre le chemin au fascisme. Les « fronts populaires » d'une part, et le fascisme d'autre part, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. »*

Une fois de plus, le SU se met dans la barricade opposée à celle de la Troisième et de la Quatrième Internationale. Une fois de plus, il répète les erreurs historiques de la Seconde Internationale.

L'« anticapitalisme » du SU et le « socialisme du 21ème siècle » sont la négation du socialisme

En réalité, toute cette révision du programme de la Quatrième Internationale et de son projet de construction du Parti mondial de la révolution socialiste se donne des noms tonitruants dans le SU : on parle de partis « anticapitalistes », d'une « Internationale ample » et du « Socialisme du 21ème siècle ».

Quand Bensaid se réfère à la stratégie anticapitaliste actuellement, il revendique la dialectique entre réforme et révolution et la nécessité de revendications transitoires qui font un pont « entre un programme minimal (anti-néo-libéral) et un programme maximal (anticapitaliste) ». Toutefois, le programme maximal de Bensaid (et du SU) n'inclut pas, comme nous voyons, la perspective de détruire l'Etat bourgeois. L'« anticapitalisme » du SU se résume donc à diminuer les « excès » du capitalisme néo-libéral à travers la lutte pour des réformes. Sans une stratégie pour la révolution et pour la dictature du prolétariat, l'anticapitalisme du SU n'est rien de plus qu'un anti-néo-libéralisme.

On peut dire la même chose de la défense du socialisme du 21ème siècle, de la part du SU. En réalité, bien que le socialisme du 21ème

siècle, tout comme l'« anticapitalisme », soit formellement une négation du capitalisme, c'est la négation du socialisme, car il rejette le projet de pouvoir autonome de la classe ouvrière : la dictature du prolétariat. Ce n'est pas par hasard que le grand promoteur du socialisme du 21ème siècle, Chavez, soit le président d'un Etat bourgeois, le Venezuela.

D'autre part, le socialisme du 21ème siècle et l'« anticapitalisme » sont aussi la négation de l'expérience du socialisme du 20ème siècle, en particulier de la Révolution russe. Comme nous avons déjà dit, le SU et d'autres organisations de gauche donnent couverture au discours de la bourgeoisie que l'Etat ouvrier est la même chose que le stalinisme. La dictature bureaucratique stalinienne de l'URSS a été, au contraire, l'opposé de la dictature révolutionnaire du prolétariat en Russie. Le SU, qui critique ceux qui défendent toujours la dictature du prolétariat comme une nécessité, fait alliance avec des secteurs staliniens recyclés dans des partis anticapitalistes (comme par exemple Réfondation Communiste en Italie) et il soutient des secteurs clairement bonapartistes comme Chavez.

Le socialisme du 21ème siècle, qui prétend être un « nouveau projet de socialisme », se limite à répéter les révisions du marxisme, réfutées par l'histoire depuis belle lurette. L'expérience des révolutions du 20ème siècle montre que, pour construire le socialisme, il ne suffit pas de s'appuyer sur « les mobilisations spontanées des classes populaires ».

Comme l'a démontré la Révolution russe, il est nécessaire de détruire l'Etat bourgeois et de construire un Etat ouvrier, à partir des organismes de double pouvoir qui peuvent apparaître dans des processus révolutionnaires en cours ; il est nécessaire d'instaurer la dictature du prolétariat. Toute solution intermédiaire conduit à la continuation du capitalisme comme système et à la domination de la bourgeoisie.

La nécessité de reconstruire la Quatrième Internationale et de mettre à jour le Programme de Transition

Contrairement à l'apparence, le projet du SU recule de plus de cent ans dans l'histoire du mouvement ouvrier, parce qu'il signifie rejeter l'opposition stratégique entre révolutionnaires et réformistes, qui les a menés, pendant des décennies, à avoir des organisations séparées. Le SU veut ainsi rééditer l'expérience historique de la Seconde Internationale. L'histoire du 20^{ème} siècle a laissé bien clair jusqu'où peut mener la stratégie réformiste de Bernstein et de Kautsky, tellement proche de celle du SU.

Avec cette proposition, le SU donne un cadre organisationnel à sa politique de conciliation de classes (dont sa participation dans des gouvernements bourgeois n'est qu'un exemple extrême) et il prépare de nouvelles capitulations à l'impérialisme (comme la défense d'interventions humanitaires promues par l'ONU), de nouvelles défaites pour la classe ouvrière et des reculs dans la construction du socialisme.

Comme cela a été le cas avec la Seconde Internationale, la politique d'abandon du projet révolutionnaire de la part du SU est le résultat de l'adaptation aux appareils réformistes, que ce courant met en ouvre depuis plusieurs décennies et que le courant qui est organisé aujourd'hui dans la LIT-QI combat dans la Quatrième Internationale, pour considérer que cette politique mène à la destruction de la Quatrième Internationale et non à sa reconstruction. Cette adaptation du SU s'est accentuée après la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers.

En ce sens, la capitulation du SU fait partie d'un processus plus général, dans lequel la politique impérialiste de réaction démocratique a triomphé en cooptant l'ancienne gauche révolutionnaire, à travers les appareils syndicaux et les appareils bourgeois. Comme produit de ce processus, le SU cherche aujourd'hui à être seulement l'aile gauche du régime dans plusieurs pays, et non l'alternative socialiste révolutionnaire dont nous avons besoin. Bien qu'arborant encore le nom de la Quatrième Internationale, son projet est opposé

à celui de Trotsky quand celui-ci a appelé à fonder la Quatrième Internationale.

Contre cette révision profonde, nous réaffirmons la nécessité de la lutte pour le socialisme et la stratégie de la révolution mondiale pour détruire le capitalisme, l'Etat et ses institutions. Ce projet ne peut être que celui de la Quatrième Internationale, à partir de ses bases constitutives. C'est pourquoi la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) se met au service de la tâche centrale de reconstruire la Quatrième Internationale. Pour nous, ce projet n'est pas un fétiche, produit de dogmes, c'est une nécessité qui part de l'analyse de la réalité et de la constatation de l'actualité du Programme de Transition : le programme de la Quatrième Internationale. Nous pouvons dire que cette actualité se précise dans quatre aspects fondamentaux.

Tout d'abord, le capitalisme a montré son échec comme système, qui n'apporte une solution à aucun problème de fond dans le monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi « *un combat sans merci contre le capitalisme est toujours nécessaire, jusqu'à le mettre en échec, pour imposer un nouvel ordre économique et social dans le monde, qui ne peut pas être un autre que le socialisme.* »³⁷ Deuxièmement, le Programme de Transition a placé la démocratie ouvrière comme une question centrale. C'est pourquoi ce programme défendait que les anciens Etats ouvriers n'avaient pas de futur sans la réalisation d'une révolution politique pour renverser la bureaucratie qui avait usurpé le pouvoir aux travailleurs. Et dans les pays capitalistes, il était à l'ordre du jour de livrer une bataille mortelle contre la bureaucratie syndicale et contre les partis se revendiquant de la classe ouvrière qui s'étaient corrompus. En troisième lieu, il est clair que la révolution et la construction du socialisme sont une tâche de caractère mondial. Comme dit Moreno : « *Le socialisme ne peut être que mondial. Toutes les tentatives de faire un socialisme national ont échoué, parce que l'économie est mondiale et qu'il ne peut pas y avoir une solution socio-économique aux problèmes dans les frontières nationales étroites d'un pays.* »³⁸ Finalement, il y a la bataille

³⁷ Nahuel Moreno, *Etre trotskyste aujourd'hui* - www.marxists.org

³⁸ Ibidem

pour la construction d'une Internationale qui soit le Parti mondial de la révolution socialiste, qui synthétise au niveau de l'organisation le programme de la Quatrième Internationale et essaye de dépasser la raison de la crise historique de l'humanité : la crise de la direction révolutionnaire.

Malgré l'actualité du Programme de Transition, depuis 1938 il y a eu beaucoup d'événements dans le monde qui ont besoin de nouvelles réponses. Il nous faut avancer à fond dans l'explication de ce qu'a signifié la fin des Etats ouvriers. D'autre part, l'actuelle crise économique implique de nouvelles réponses de la part des révolutionnaires. Il est nécessaire de comprendre quelle est la politique concrète de l'impérialisme aujourd'hui, et quelles sont ses relations économiques, politiques et sociales. Il y a la tâche de mettre à jour le Programme de Transition, face aux nouvelles réalités, aux grands changements par lesquels nous passons durant les dernières années. Cette mise à jour programmatique est essentielle pour répondre aux nouvelles réalités, mais elle doit se baser sur les fondations solides que nous a léguées l'élaboration stratégique de la Troisième Internationale au temps de Lénine et de la Quatrième Internationale de Trotsky contre la bureaucratie stalinienne.

Pour la LIT, cette tâche est décisive et elle doit être étroitement liée à la reconstruction de la Quatrième Internationale, parce qu'il ne s'agit pas de rassembler tous ceux qui se considèrent trotskystes ou marxistes, mais de grouper les révolutionnaires de différentes traditions sur la base d'un accord solide autour du programme marxiste et révolutionnaire pour le monde actuel.

Table des matières

Présentation	2
Du « Nouveau Siècle Américain » de Bush à la nouvelle tactique politique d'Obama!.....	4
Un projet « néo-fasciste » ?.....	5
Changements dans la réalité, changements dans la tactique.....	6
Le Projet pour un Nouveau Siècle Américain.....	7
La « guerre contre la terreur » et la lutte contre l'« axe du mal ».....	9
L'échec du coup au Venezuela	10
Irak : le Vietnam de Bush.....	11
C'est eux qui le disent.....	13
L'Afghanistan : l'Iraq d'Obama ?	14
La crise économique et les contradictions de l'impérialisme.....	14
Amérique latine : des coups d'Etat partout ?	16
La « réaction démocratique »	18
Finalement, quelle est l'actuelle politique de l'impérialisme ?.....	19
Le Moyen-Orient : un nouveau et immense Vietnam pour l'impérialisme.....	21
L'importance du Moyen-Orient pour l'impérialisme.....	23
Une guerre permanente de l'impérialisme contre l'Islam.....	24
Un cadre : la révolution de 1979 en Iran.....	25
L'invasion soviétique en Afghanistan	26
L'offensive impérialiste et les occupations militaires de l'Iraq et de l'Afghanistan.....	27
La réaction des masses et la défaite de l'offensive militaire de Bush.....	28
Une situation critique : rester n'est pas recommandable, mais partir est impossible.....	30
Les plans de « paix » d'Obama.....	31
Les guerres et révolutions au Moyen-Orient exigent une direction révolutionnaire	32
Pour une nouvelle révolution iranienne	34
Le régime des ayatollahs	36
La lutte des travailleurs et des opprimés	37
La structure économique de l'Iran	39
Le pouvoir dans l'Etat de l'Iran.....	41
Les accords de l'Iran avec l'impérialisme pour la stabilisation de la région.....	47
Le programme nucléaire iranien : une capitulation de plus est négociée à l'impérialisme	49
Quelle issue pour l'Iran du point de vue de la classe ouvrière ?	50
La défense des libertés démocratiques ne peut pas rester dans les mains de l'impérialisme.	51

L'Afghanistan : une croisée de chemins pour l'impérialisme	54
La guerre.....	54
Les Taliban et l'extension de la guerre au Pakistan	56
Qu'est que l'Afghanistan?	59
Les bases historiques de la guerre actuelle	60
La crise politique de la domination coloniale	62
La politique d'Obama	65
La guerre, l'impérialisme et la question nationale polarisent le Pakistan.....	72
L'offensive de l'armée pakistanaise.....	73
La pression brutale de l'impérialisme	76
L'impérialisme et la question nationale.....	79
Quelques données sur le Pakistan	83
De quelle Internationale avons-nous besoin aujourd'hui?.....	85
Le projet du SU est de construire « une Internationale anticapitaliste ample ».....	86
Une Internationale ample ou un Parti mondial de la révolution socialiste	88
Quelle est la stratégie socialiste dont nous avons besoin aujourd'hui ?.....	90
Revenons-en à L'Etat et la révolution	93
Dictature et démocratie « en général », ou de classe ?	95
Est-il possible de mettre un terme au capitalisme sans détruire l'Etat bourgeois ?	97
Le SU abandonne la dictature du prolétariat et franchit la frontière de classe	98
L'« anticapitalisme » du SU et le « socialisme du 21ème siècle » sont la négation du socialisme	100
La nécessité de reconstruire la Quatrième Internationale et de mettre à jour le Programme de Transition	102

Voici les titres des articles de l'édition originale,
non traduits dans cette édition.

Concernant Honduras :

 La résistance héroïque contre le putsch et le rôle néfaste de Zelaya
 Le Dialogue de Guaymuras, la stratégie du président Mel Zelaya y
 la Résistance

Concernant le Moyen-Orient :

 Iran 1979 : Une révolution interrompue

Autres :

 Le système mondial et sa crise (troisième partie)

 Cuba... n'est pas une île

 Chine 1949 : Une révolution dans le pays le plus peuplé de la terre

 Espagne : de la dictature à la monarchie

 L'art est mort ! Vive l'art !